

La vente des Biens Nationaux
pendant la Révolution
dans les Districts de Montpellier
et de Lodève



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 11 Mars 1948

par

Maurice GALLIX

Lauréat de la Faculté de Droit - Licencié ès-Lettres

Prix de Thèse 1948

MONTPELLIER

Imprimerie spéciale du *Paysan du Midi*

94, Avenue du Pont-Juvénal

1951

La vente des Biens Nationaux
pendant la Révolution dans les Districts
de Montpellier et de Lodève

La vente des Biens Nationaux
pendant la Révolution
dans les Districts de Montpellier
et de Lodève



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 11 Mars 1948

par

Maurice GALLIX

Lauréat de la Faculté de Droit - Licencié ès-Lettres
Prix de Thèse 1948

MONTPELLIER

Imprimerie spéciale du *Paysan du Midi*
94, Avenue du Pont-Juvénal

Faculté de Droit de Montpellier

MM. BECQUE, professeur de Droit civil.
VIALLETON, professeur de Droit civil.
GUENOUN, professeur de Droit romain.
LEGAL, professeur de Droit criminel.
DEMONTES, professeur de Droit commercial.
ANTONELLI, professeur d'Economie politique.
DELBEZ, professeur de Droit international public.
TISSET, professeur d'Histoire du Droit.
DE LAUBADERE, professeur de Droit constitutionnel, détaché au Maroc,
directeur du Centre d'Etudes Juridiques de Rabat.
CABRILLAC, professeur de Procédure civile.
COMBY, professeur d'Economie et de Législation coloniales.
AUBENAS, professeur de Droit romain.
MILHAU, agrégé, chargé du cours d'Economie politique.
PEQUIGNOT, agrégé, chargé du cours de Droit administratif.
DESMOULIEZ, agrégé, chargé du cours de Droit constitutionnel.
DIJOL, chargé d'un cours de Capacité.

Administration

MM. BECQUE, doyen.
LEGAL, assesseur.
VERLIAC, secrétaire.

Honorariat

MM. MORIN, doyen, professeur honoraire.
COURTIN, professeur d'Economie politique.
DUBOIS, secrétaire.

Jury

MM. TISSET, professeur, président.
DEMONTES, assesseur.
AUBENAS, assesseur.
COMBY, assesseur.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.



A LA MEMOIRE DE MON ONCLE

Maurice LUTHARD

*Agrégé d'Histoire, lieutenant d'infanterie
tué à l'ennemi en Lorraine, le 18 août 1914
à l'âge de 23 ans*

AVANT-PROPOS

Attiré dès le Lycée par les questions historiques et ayant été particulièrement intéressé au cours de mes études juridiques par l'Histoire du Droit, dont M. le Professeur Tisset a le secret de rendre la matière attrayante à nos cervelles récalcitrantes de jeunes étudiants, je m'adressai à lui pour suppléer à l'insuffisance d'inspiration personnelle, lorsqu'il y a un an, l'heure fut venue de choisir un sujet de thèse.

La vente des Biens Nationaux dans le département de l'Hérault me parut un sujet particulièrement intéressant, et j'acceptai d'emblée la proposition de M. Tisset.

A ce moment, je ne concevais exactement ni l'ampleur du sujet, ni la quantité de documents que je serais dans l'obligation de consulter pour mener à bien une telle entreprise.

Dans la paisible retraite des Archives Départementales, où M. de Dainville a bien voulu me guider à travers le labyrinthe inexploré de la « Série Q », des semaines et des mois s'écoulèrent à relever les procès-verbaux de vente des Biens Nationaux de première et deuxième origine, liquidés pendant la période révolutionnaire.

Aux flocons de neige avaient succédé les boutons de rose, mais, desservi par mon inexpérience, je n'étais pas encore venu à bout des quelques 3.000 ventes effectuées dans les districts de Montpellier et de Lodève.

La division du sujet primitif ne parut pas préjudiciable pour l'ensemble à M. Tisset, qui confia l'étude des districts de Béziers et de Saint-Pons à mon ami Paul Cambon, que son origine biterroise désignait tout particulièrement pour ce travail qui viendra bientôt compléter le mien.

Les recherches aux archives terminées, restait à tirer parti de cette masse de renseignements, d'ordre financier, foncier et social. Ce fut le travail de ces derniers mois et, grâce aux conseils de M. le Professeur Tisset, à qui j'adresse ici mon immense et respectueuse reconnaissance, j'espère m'en être tiré le moins mal possible.

Je serais heureux et fier si ce travail de débutant pouvait, entre les mains de personnes plus qualifiées que moi, servir à apporter une connaissance historique plus complète de ce terroir languedocien qui m'est si cher !

L'étude des ventes faites au profit de la Caisse d'Amortissement a été effectuée postérieurement à la soutenance de Thèse,

Département de l'Hérault Districts de Montpellier et Lodève



INTRODUCTION

LES PRECEDENTS HISTORIQUES

Le vote du 2 novembre 1789 mettant les biens du clergé « à la disposition de la nation » n'était pas une innovation révolutionnaire en matière de politique financière ; l'Assemblée Constituante ne faisait au contraire que rester dans la tradition de dix siècles de gouvernement monarchique.

Au VIII^e siècle, on voit Charles Martel inaugurer cette politique de sécularisation en mettant la main sur les biens des églises pour les distribuer à ses fidèles. Ses successeurs, Carloman et Pépin admirent bien le principe d'une restitution, mais il ne fut jamais appliqué que sous forme de « consolation » partielle, pur effet de la libéralité royale. Charles le Chauve affirme son autorité sur les églises et invoque saint Augustin pour déclarer que « leurs biens sont possédés en vertu du droit des rois ».

Ayant son origine dans une libéralité du roi, le domaine ecclésiastique peut être utilisé par lui en cas de nécessité pour la défense du royaume et de l'église elle-même.

Le principe de sécularisation ainsi établi sous les Carolingiens va se perpétuer en France au cours des siècles suivants. Désormais, « les églises n'échapperont plus totalement à la main mise du pouvoir séculier » (Lesne, « Histoire de la propriété ecclésiastique en France, T. 11, F. 3, p. 122).

Un mémoire présenté au pape, en 1247 (Mathieu de Paris « *Chronica Majora* », cité par Petit Dutailly, dans « La monarchie féodale en France et en Angleterre », s'exprime en ces termes : « Le droit du roi est qu'il peut être comme sien tout le temporel des églises situées sur l'étendue de son royaume en cas de nécessité ».

Faisant suite au conflit qui opposa Philippe le Bel à Boniface VIII à propos de la levée d'une décime sur les biens ecclésiastiques, décime que le roi de France prétendait lever sans l'assentiment du clergé et de la papauté, comme le stipulaient les troisième et quatrième conciles de Latran (1179 et 1215) ; le Bref Méruit de Clément V permit au roi d'effectuer cette levée sans le consentement du clergé en cas de « *periculosa necessitas* », dont le roi appréciera l'opportunité en sa conscience. Ceci en 1306.

Au XVI^e siècle, la décime était devenue un impôt renouvelé chaque année, mais la contribution de l'église n'était pas jugée suffisante puisqu'en 1561, aux Etats-Généraux de Pontoise, l'orateur du Tiers demande la confiscation des biens de l'église pour parer aux besoins urgents de la trésorerie, et c'est pour éviter cette éventualité que le clergé signe le contrat de Poissy, le 21 octobre 1561, contrat qui met en particulier à sa charge le paiement des arrérages de rentes

émises sur l'Hôtel de Ville de Paris, et dont le trésor royal aurait été bien incapable d'assurer régulièrement le service.

En 1639, la déclaration de Saint-Germain rappelle encore le caractère précaire de la propriété ecclésiastique : « le droit de posséder des biens de main morte est un don gracieux du roi, qui se réserve le droit de la confisquer », au cas où le clergé ne voudrait pas l'aider financièrement de son propre gré.

Il n'y avait donc rien de bien nouveau dans les paroles de Talleyrand, qui, le 10 octobre 1789, va affirmer à la tribune de la Constituante le droit de propriété de l'Etat sur les domaines ecclésiastiques.

Quant à la confiscation des biens d'émigrés, elle constitue une mesure de représailles prise à l'égard de personnes qui à une période troublée de notre Histoire ont cru devoir se désolidariser de l'ensemble de la nation, en lutte contre un envahisseur étranger. Réaction normale de défense de tout corps social mis en danger par l'action de certains membres, et dont l'importance historique est due bien plus à la quantité des biens confisqués qu'à la particularité du fait, qui semble être une pratique de tous les temps.

LA VENTE DES BIENS NATIONAUX DANS LE CADRE DES DISTRICTS DE MONTPELLIER ET DE LODEVE

Une fois le vote de principe obtenu, en novembre 1789, il fallut encore un an avant que les premiers biens de l'Eglise fussent vendus aux enchères dans chaque chef-lieu de district, selon les dispositions du décret des 14-17 mai 1790.

De 1790 à 1795, le département de l'Hérault est divisé en quatre districts, et le territoire de ces districts ne différerait guère de ceux des quatre arrondissements, tels qu'ils ont subsisté de 1800 à 1923.

Toutefois, pour les deux districts de Montpellier et de Lodève, qui nous intéressent, il y a lieu de noter certaines différences entre les limites administratives des districts et celles des arrondissements.

Le district de Béziers englobait alors les communes de Loupian, Mèze et Villeveyrac, qui plus tard feront partie de l'arrondissement de Montpellier.

Le district de Lodève, diminué de la commune du Bousquet-d'Orb, comprenait en plus les communes d'Aniane, Argellies, La Boissière, Puéchabon et Saint-Guilhem (c'est-à-dire l'actuel canton d'Aniane, à l'exception des communes de Saint-Paul et Montarnaud), qui font aujourd'hui partie de l'arrondissement de Montpellier.

Il résulte de ces différences pour notre étude que :

a) Les registres sur lesquels sont portées les ventes du district de Montpellier ne comprennent pas les ventes des biens nationaux situés sur le territoire des communes de Loupian, Mèze et Villeveyrac.

Nous avons seulement indiqué pour ces communes les ventes postérieures à 1795, c'est-à-dire celles effectuées au chef-lieu du département après la suppression des districts. Mais, il sera possible de compléter ces lacunes lorsque seront terminées les recherches concernant les ventes de biens nationaux pour le district de Béziers.

b) Les ventes portées sur les registres du district de Montpellier concernant les communes de Montarnaud et Saint-Paul ont été groupées avec celles du canton d'Aniane.

Car pour simplifier les statistiques concernant les superficies des biens nationaux vendus, nous avons utilisé les divisions cantonales pour base de notre travail (1), et considéré tout l'actuel canton d'Aniane comme se trouvant sur le territoire du district de Lodève.

D'ailleurs, cette arbitraire translation ne risque pas de fausser les résultats d'ensemble, étant donné la minime importance des biens immobiliers non bâtis vendus sur le territoire de ces deux communes (4 hectares sur 569 hectares pour l'ensemble du canton d'Aniane).

LES SOURCES DE DOCUMENTATION

Les Archives départementales de l'Hérault ont constitué notre principale source de documentation et surtout la série Q, entièrement composée de documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le département de l'Hérault.

Cette série, qui comprend 1.024 liasses et registres, a été classée par deux archivistes : Mme Falk, qui a effectué le travail pour dix-huit rayons d'archives, et M. Blaquière, à qui est dû le classement des vingt-huit rayons restants.

Parmi cette masse de documents, ce sont les registres sur lesquels sont portés les procès-verbaux de ventes des biens nationaux qui ont constitué notre source de renseignements la plus précieuse ; ils comportent, en effet, la description plus ou moins détaillée du bien mis en vente, son origine, les prix d'estimation et d'adjudication, les enchères, les noms des soumissionnaires, enchérisseurs et acquéreurs.

En ce qui concerne le district de Montpellier, il y a neuf registres pour les ventes de première origine et six pour celles de deuxième origine. Pour le district de Lodève, il y a quatre registres pour les ventes de première origine et six pour celles de deuxième origine.

Quant aux ventes de biens effectués au Directoire du département postérieurement à l'an III, la séparation n'en est pas faite par districts et les procès-verbaux se trouvent disséminés sur des registres communs à tous le département.

Nous avons laissé délibérément de côté tout ce qui concerne les biens mobiliers, et pour les biens immobiliers les questions de créances et de séquestre dont l'examen nous aurait écarté du but fixé, strictement limité à la vente des biens nationaux.

Avec la série L, les archives nous ont donné encore quelques renseignements sur la montée des prix des denrées et donc sur la dépréciation de la monnaie dans le département de l'Hérault pendant la période révolutionnaire où se sont effectuées les ventes de biens nationaux.

Nos sources bibliographiques sont particulièrement restreintes. Nous avons lu avec profit les ouvrages déjà parus sur la vente des biens

(1) Les hommes de 1790 voulant donner satisfaction aux petites localités ont multiplié à l'excès les divisions cantonales. De fait, chaque district comprend un nombre de cantons plus considérable que chacun des arrondissements qui lui a succédé.

Pour l'arrondissement de Montpellier, il y en a 15 au lieu de 12 : l'arrêté consulaire du 3 Brumaire, an 10 (25 octobre 1901), a, d'une part, réduit le nombre des cantons ruraux de 14 à 9, et, d'autre part, sectionné en trois le canton de Montpellier.

Pour l'arrondissement de Lodève, le nombre des cantons passe de 13 à 6, (Appolis, « Manuel des Etudes héraultaises », p. 59).

nationaux dans d'autres départements, mais surtout ceux d'entre eux dont le caractère plus général permet d'obtenir une idée d'ensemble sur la question ; ainsi « les quelques remarques sur la vente des biens nationaux » de Loutchiski, et surtout le remarquable travail de M. Marcel Marion, « La vente des biens nationaux pendant la révolution », qui donnent un aperçu de la question sur le plan national.

Nous nous sommes largement inspirés de cet ouvrage en ce qui concerne la législation relative aux ventes des biens nationaux, qu'il nous a paru utile de rappeler le plus brièvement possible avant d'aborder l'étude des ventes sur le plan purement local. Toutefois, il n'est pas dans nos intentions de refaire un historique complet du problème, qui ne serait qu'une mauvaise compilation de ce qui a déjà été écrit sur la question, mais de laisser le plus de place possible aux conclusions que nous avons pu tirer de tous les renseignements concernant la vente des biens nationaux dans les districts de Montpellier et de Lodève.

Ces renseignements, nous avons d'ailleurs cru utile d'en insérer la publication dans une deuxième partie, en groupant les ventes par lieu de situation, origine et nature des biens ; dans la mesure du possible aussi par période de vente, mais cette coordination n'a été faisable que pour les biens d'émigrés vendus par masse (en général, tous les biens appartenant à un émigré déterminé se trouvant sur le territoire d'une même commune ayant été vendus en même temps), tandis que pour les biens d'Eglise, on se trouve chronologiquement en présence d'un trop grand éparpillement des ventes.

En ce qui concerne les acquéreurs, nous avons indiqué leur nom, leur commune d'habitation et leur situation sociale, chaque fois que cela a été possible. Ces renseignements sont de la plus grande importance pour l'étude de la dévolution des biens nationaux, et nous avons cherché à les obtenir le plus précis possible pour les lots importants ; mais en ce qui concerne la vente de la masse des parcelles rurales de deuxième origine, il nous a paru suffisant d'indiquer la profession et le domicile de l'acquéreur sans ajouter les noms, d'ailleurs souvent estropiés par une mauvaise transcription.

C'est cette question, la plus délicate à cause de l'incertitude où nous laissent souvent les documents sur la situation des acquéreurs, qui a retenu particulièrement notre attention, en raison même de l'incidence profonde que cette nouvelle attribution de richesses immobilières aurait dû avoir sur le corps social issu de la révolution. Si nous pouvons répondre à la question de savoir à qui a profité la vente des biens nationaux dans les deux districts de Montpellier et de Lodève, encore faut-il que nous sachions avec le moins d'imprécision possible quelle était l'importance de ces biens ; les chiffres d'estimation et de ventes nous en donnent une idée, à condition de comparer des biens vendus sensiblement à la même époque, car avec l'augmentation des prix due à l'inflation toute comparaison devient impossible, et nous n'avons plus pour nous renseigner que la description portée sur le procès-verbal de vente. Si nous ne sommes guère avancés par la description des biens immobiliers bâtis, par contre, pour les terrains et propriétés rurales, nous avons une base solide qui est celle de la superficie du bien vendu chaque fois qu'elle est indiquée.

Lorsque la superficie d'un lot n'était pas mentionnée, nous nous sommes livrés à des opérations de recoupement et de comparaison

afin de pouvoir établir le tableau complet des superficies totales des biens nationaux vendus que l'on trouve à la fin de cet ouvrage. Les superficies exprimées en hectares ont été obtenues par conversion des anciennes mesures agraires (d'après « le traité de calcul décimal relativement aux nouveaux poids et mesures » du citoyen Guibal (V.), p. 110, deuxième partie).

Nous pensons devoir encore donner quelques explications sur la façon dont nous avons procédé pour obtenir les superficies non mentionnées sur les procès-verbaux. La méthode la plus simple a consisté à examiner les états concernant les biens considérés comme nationaux. Parmi eux, les « états fournis par les communes au directoire du district pour les biens de première origine », « l'état des domaines nationaux évalués ou estimés compris dans la soumission de Montpellier », « l'état désignatif des biens immobiliers possédés par le ci-devant Ordre de Malte », et le relevé des estimations et évaluations devant servir de base à la vente des biens d'émigrés pour les biens de deuxième origine, états qui nous ont apporté de précieux compléments d'information.

Les choses se sont compliquées lorsqu'à défaut de toute indication précise, il a fallu agir par déduction, en comparant des biens de même nature, vendus sensiblement le même prix, à la même époque, dans la même commune, mais il a manqué souvent une de ces conditions, ce qui apporte un élément d'incertitude relative dans les conclusions que nous aurions voulu plus précises.

Nous tenons aussi à nous excuser des erreurs qui ont certainement dû se glisser dans les centaines d'opérations qui nous ont permis d'appuyer par des chiffres des affirmations que nous nous sommes efforcés de ne pas apporter gratuitement.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

Législation sur la Vente des Biens Nationaux

Les biens nationaux sont divisés en biens de première et deuxième origine.

Les biens de première origine comprennent d'abord les biens du clergé, qui en forment la presque totalité, et ceux des domaines de la Couronne (décret du 19 décembre 1789).

Furent compris ensuite dans cette catégorie :

- Les immeubles affectés aux fondations (10 février 1791).
- Les biens des églises et paroisses supprimées (5 mai 1791).
- Les biens patrimoniaux des communes jusqu'à concurrence de l'acquittement de leurs dettes.
- Les domaines des ordres religieux et militaires du Mont Carmel et Saint-Lazare (17 mai 1792).
- Les biens de l'Ordre de Malte (19 septembre 1792).
- Les palais épiscopaux (19 juillet 1792).
- Les biens des fabriques (19 août 1792).
- Les biens des collèges et autres établissements d'instruction (8 mars 1793).
- Les biens des hôpitaux et établissements de charité (19 mars 1793).
- Les biens des corporations (24 avril 1793).
- Les biens des Académies et sociétés savantes (6 thermidor an II, juillet 1794).

Les choses s'étaient passées de la façon suivante :

La Constituante avait décidé en décembre 1789 la mise en vente de 4 millions de biens ecclésiastiques et domaniaux correspondant à l'émission de 4 millions d'assignats ; ces assignats, reçus de préférence dans l'achat des domaines nationaux, devaient être éteints au fur et à mesure de leur rentrée ; en somme, l'assignat n'était qu'un bon du trésor gagé sur hypothèque spéciale.

Bien qu'il ait été décrété que le chiffre maximum des assignats à émettre serait de 12 millions, y compris les 4 millions déjà émis, il y eut postérieurement de nouvelles émissions d'assignats pour parer aux besoins de la trésorerie publique, et à la fin de la Législative il y avait 1.972 millions d'assignats en circulation (sur les 2.700 millions

émis, 617 millions seulement étaient retirés). En même temps, en vue d'étendre le gage offert à l'assignat, on avait voté de nouvelles lois ayant pour but d'étendre la vente à de nouvelles catégories de biens primitivement exceptés.

Les biens de deuxième origine comprennent les biens des émigrés ainsi que ceux des prêtres déportés et des individus condamnés par le Tribunal révolutionnaire.

La vente des biens d'émigrés avait été décidée le 27 juillet 1792 ; bientôt y furent adjoints ceux des parents d'émigrés. En effet, la nécessité d'avoir un gage qui paraisse en rapport avec la masse croissante des émissions a eu pour conséquence une législation qui a frappé dans leurs biens, non seulement les condamnés et émigrés, mais encore leurs enfants, et après la chute de Robespierre, a confirmé les ventes faites sur la tête des condamnés. A ce moment, il est sursi à celles qui ne sont pas encore effectuées et le séquestre est levé sur les biens indivis, mais l'Etat garde la part qui revient à l'enfant émigré.

ECONOMIE JURIDIQUE DES OPERATIONS DE VENTE

Le législateur ayant décidé la vente de 4 millions de biens nationaux prend deux mesures tendant à susciter les acquisitions des particuliers.

1° Supposant que les acquéreurs éventuels seraient écartés par la crainte ou le scrupule d'acheter directement des biens d'origine ecclésiastique, par décret du 17 mars 1790, il ordonne l'aliénation de biens à la municipalité de Paris pour 200 millions, et aux autres municipalités du royaume qui en feraient la demande, avec obligation pour elles de les vendre sans délai au plus offrant dès qu'il se présenterait un acquéreur offrant le prix fixé par l'estimation des experts.

2° Par décret du 14-16 avril 1790, toutes les dettes du clergé sont réputées dettes nationales, de manière que les biens ecclésiastiques puissent être dégagés de toute charge. Les créanciers du clergé ne pouvaient faire aucune opposition aux ventes.

Les soumissions faites pour l'acquisition des biens nationaux sont de deux espèces :

Les unes sont souscrites par les municipalités, avec obligation de revendre et bénéfice d'un seizième du prix des reventes aux particuliers. Les autres sont faites par des particuliers qui s'engagent à acquérir certains biens pour la somme portée aux évaluations, mais cette opération ne constitue nullement un gage d'acquisition, car le décret du 14-17 mai 1790 stipule que les adjudications définitives sont faites « à la chaleur des enchères et à l'extinction des feux » (1).

Les enchères définitives faites au chef-lieu des districts devaient être précédées de deux publications à quinze jours d'intervalle, publications indiquant les offres égales aux prix d'estimation, une première affiche ayant déjà indiqué le prix d'estimation de chaque objet.

(1) On entend par « feux » en matière d'adjudication, de petites bougies qu'on allume pendant les enchères et qui doivent durer chacune au moins un demi-quart d'heure. Une adjudication ne sera définitive que lorsqu'un dernier feu aurait allumé et se sera éteint sans que pendant sa durée il ait été fait aucune enchère (Rec. des textes législatifs et administratifs concernant les biens nationaux).

Les acquéreurs de domaines nationaux étaient autorisés à ne payer comptant qu'une partie du prix et à acquitter le reste en douze paiements égaux faits d'année en année. Ces sommes étaient remises aux receveurs des districts qui les faisaient parvenir à la caisse de l'Extraordinaire, spécialement créée pour être alimentée par la vente des biens nationaux.

A part la suppression des soumissions comme opération préliminaire à l'adjudication, les modalités de vente restent les mêmes pour les biens d'émigrés. Mais en ce qui concerne ces biens, il y a certaines nouveautés :

1° Relativement aux fermiers des biens vendus, contrairement aux principes posés en 1790, l'adjudicataire peut expulser les fermiers des biens vendus moyennant une indemnité du quart du prix du bail pour le temps restant à courir ;

2° Quant au morcellement des biens. Le fractionnement des biens ruraux en lots de quelques arpents devient impératif et le décret du 21-24 novembre 1792 déclare communes à toutes les ventes de biens nationaux les règles édictées pour les ventes de deuxième origine en ce qui concerne le morcellement ;

3° Les chefs de famille non propriétaires doivent pouvoir bénéficier de l'attribution de bons permettant l'acquisition de lots n'excédant pas 500 livres, somme payable en vingt annuités.

Cette mesure était édictée dans le but de procurer « une foule d'amis plus chauds et plus ardents de la révolution ». Décision exceptionnelle en contradiction avec une législation de plus en plus réaliste.

En effet, au fur et à mesure que se fait sentir plus pressant le besoin d'argent, les facilités de libération pour les acquéreurs diminuent ; ainsi les douze annuités de 1790 sont ramenées à dix en 1793, et en 1795 les paiements doivent être effectués en six annuités.

En 1796, période de pleine débâcle financière (1), le but social a complètement disparu des préoccupations du législateur. Il importe de vendre vite avec de courts délais de paiement, et on va même jusqu'à méconnaître le principe de vente par adjudication ; le prix fixé de gré à gré était payable en mandats territoriaux, moitié dans la décade et moitié dans les trois mois (juin 1796). En août, on revient aux ventes par enchères (un quart dans les 20 jours de l'achat, et les trois quarts dans les deux mois).

Depuis le 26 Prairial, an IV (14 juin 1796), on ne procédait plus aux ventes devant les directoires des districts qui viennent d'être supprimés, mais devant le directoire du département, qui jusque-là n'avait joué qu'un rôle de surveillance et d'arbitrage dans les conflits s'élevant au sujet des ventes de biens nationaux.

(1) La Terreur terminée, c'est tout le système coercitif qui s'effondre et avec lui l'assignat (entre Vendémiaire et Prairial, an III, c'est-à-dire septembre 1794 et mai 1795, l'assignat dans l'Hérault passe de 27 % à 7 % de sa valeur).

Le franc mandat qui succède à l'assignat suivit rapidement cette même destinée, et en 1797 il est à 1 % de sa valeur. On avait cru donner au mandat une certaine solidité en stipulant qu'il emportait hypothèque et délégation spéciale sur les biens nationaux ; mais l'opération fut manquée, car les opérations de change furent faites dans des conditions qui ne tenaient pas compte de la dépréciation réelle de l'assignat (elles furent faites à raison d'un franc mandat contre 30 francs assignat, à un moment où l'assignat était tombé à 0,5 % de sa valeur) ; les émissions continuèrent de plus belle.

Vente des biens de première origine

POUR LE DISTRICT DE MONTPELLIER

La période de liquidation des biens nationaux de première origine s'étend du 3 septembre 1790 à Fructidor, an III (c'est-à-dire septembre 1794). Il a été effectué 603 ventes pendant cette période, et l'ensemble des biens vendus représente une valeur de 4.460.000 livres à l'estimation et 8.397.000 livres à l'adjudication.

La seule ville de Montpellier s'inscrit pour 165 ventes de biens immobiliers bâtis et non bâtis, représentant une valeur de 1.447.000 livres à l'estimation et 2.952.000 livres à l'adjudication.

Si on établit le bilan par année, on obtient les chiffres suivants :

	Estimation	Adjudication
Du 3 déc. 1790 à fin déc. 1791 250 ventes	2.215.000 l.	3.297.000
De janv. 1792 à » déc. 1792 150 ventes	245.000 »	385.000
De janv. 1793 à » sept. 1793 (fin an II), 165 v.	1.730.000 »	3.395.000
De sept. 1793 à » sept. 1794 (fin an III), 38 v.	270.000 »	1.320.000

Comme partout en France, c'est en 1791 que s'effectuèrent le plus grand nombre de ventes et les plus importantes quant à la valeur d'estimation des biens, sinon quant à la valeur de l'adjudication.

A) Sur les 250 ventes de 1791, il y a :

1° **Vingt deux domaines d'origine ecclésiastique** estimés ensemble 1.415.000 livres et adjugés 2.127.000.

a) **Sur le clergé régulier** ont été vendus huit domaines représentant une valeur de 188.000 à l'estimation et de 289.000 à l'adjudication.

— Trois domaines sur les religieuses de Vignogoul de Montpellier : Vignogoul à Pignan, la Soucarède à Grabels, la Fenouillède à Vailhauquès, vendus 128.000.

— Deux domaines sur les religieuses Visitation Sainte-Marie de Montpellier : Sainte-Claire de Las Torres et Arboras à Valergues, 68.000.

— Deux sur les Dominicains de Montpellier, le Prédicadoux à Marsillargues et Puech-Arnaud, à Sainte-Croix de Fontanès : 69.000.

— Un sur les Augustins, domaine du Verdanson : 23.000.

b) **Sur le clergé séculier** ont été vendus quatorze domaines, représentant une valeur de 1.227.000 à l'estimation et 1.738.000 à l'adjudication.

— Six sur le chapitre de la cathédrale de Montpellier : les domaines du Capitoul, des isles de Maguelonne, de Maurin et Aresquiers, à

Villeneuve; Montaubrou, à Montpellier; Saint-Denis, à Lansargues, et domaine de Saint-Drézéry, vendus 890.000 livres.

— Trois sur l'Evêché de Montpellier: le domaine du Terral, à Saint-Jean-de-Védas; le domaine de Lavérune et une métairie, à Mauguio; 515.000 livres,

— Trois sur le séminaire de Montpellier: les domaines de Grammont, à Montpellier; Mezouls et Saint-Martin, à Mauguio; 161.000 livres,

— Un sur le Chapitre Saint-Sauveur, à Lattes: 38.000.

— Un sur le Chapitre de la Trinité, Auroux, à Mauguio: 5.500.

— Un sur le Chapitre d'Alès, Saint-Jean-de-Cornilhac, à Marsilargues: 138.000.

2° Soixante-sept biens immobiliers bâtis, représentant une valeur de 470.000 à l'estimation et de 674.000 à l'adjudication.

Pour Montpellier, 48 biens vendus 500.000 livres et 19 pour les autres communes, en particulier Lunel et Ganges: 174.000 livres.

3° Cent soixante et un lots: parcelles de terres cultivables ou non: vignes, champs, prés, hermes, bois et garrigues, plus quelques enclos et jardins à Montpellier.

L'ensemble représente une valeur de 330.000 à l'estimation et 546.000 à l'adjudication.

Il y a des lots de superficie et de valeur très différentes à côté de parcelles microscopiques, de quelques ares, vendus parfois moins de 100 livres.

Il en est d'une vingtaine d'hectares, mais le lot moyen est celui d'un hectare environ, vendu de 2 à 3.000 livres.

Ce qui représente une moyenne des ventes inférieure à 1.000 livres (1).

B) Sur les 150 ventes de 1792 il y a:

1° Un domaine (25.000-50.000);

2° Quatorze biens immobiliers bâtis (123.000-216.000), dont sept pour Montpellier, adjugés 207.000;

3° Cent trente-sept parcelles de terres (102.000-119.000).

Les seuls biens ayant quelque valeur vendus en 1792 sont cinq biens immobiliers bâtis, situés sur le territoire de la commune de Montpellier: la maison conventuelle des Augustins, la maison et l'église des Cordeliers, deux maisons au sixain Sainte-Foy et le domaine du mas de Grille, dépendant de la congrégation de l'Oratoire.

Pour ces cinq ventes, l'ensemble des estimations est de 140.000 et celui des adjudications de 250.000, somme qui représente près des deux tiers du montant total des adjudications des 144 lots.

C) Sur les 165 ventes effectuées entre janvier et septembre 1793, il y a:

1° Douze domaines d'une valeur de 1.120.000 livres à l'estimation et 1.748.000 à l'adjudication, dont dix provenant de l'Ordre de Malte (771.000-1.261.000).

Ce sont les domaines de Soriech, à Lattes (commanderie de Barbentane); du mas d'Andos, à Villeneuve; Vauguière, à Mauguio; Lounac et Saint-Jean-de-Clapas, à Fabrègues; Baumièr, à Castries (commanderie du Grand-Saint-Jean); domaines de Saint-Christol; de

(1) Ce sont, par exemple, à Saint-Christol, 27 lots dépendant des Ursulines de Sommières, adjugés 14.195; Viols-le-Fort, 9 lots en champs et hermes adjugés pour 7.435; à Frontignan, 20 lots pour 8.995 et, à Ferrières, 9 parcelles vendues 880 livres.

Saint-Jean-de-Ginestet, à Lansargues, et de Viala, à Vérargues (commanderie de Saint-Christol).

Enfin, deux domaines de Joubert, ex-trésorier de la province de Languedoc, Valignac et le Bosc, à Mudaison (359.000 et 487.000).

2° Quarante-deux biens immobiliers bâtis (406.000 et 1.077.000), dont 36 pour Montpellier, vendus 963.000.

3° Cent-dix lots de terres (210.000-570.000).

D) Sur les 38 ventes effectuées entre septembre 1793 et septembre 1794, il y a :

1° Un domaine : Encivade, à Lattes, dépendant du collège de Montpellier (64.000-354.000).

2° Vingt-deux biens immobiliers bâtis (184.500-876.000) ; parmi eux il y a huit biens situés sur le territoire de Montpellier, représentant une valeur de 641.000 livres. Ce sont :

— Quatre maisons en ville, dépendant du collège de Droit, de l'hôpital général, du Domaine et de l'œuvre de la Propatande.

— Deux églises : Saint-Denis et Saint-Anne, et deux maisons curiales : Montels et Montauberou.

Parmi les quatorze autres biens immobiliers bâtis, vendus sur le territoire des autres communes, il se trouve en particulier les chapelles des Pénitents, des villages de Poussan, Frontignan, Pignan, Cournonterral, Vic, ainsi que des moulins à huile, biens vendus sur les communes.

Il y a lieu de mentionner aussi les ventes effectuées pendant cette période par la ville de Montpellier de divers biens de la commune, et ceci dans le but louable de « liquider la dette de la commune », tout en soulageant les contribuables, sur lesquels les intérêts de cette dette ont trop longtemps pesé. (Conseil municipal de Montpellier).

Il s'agit de 79 parcelles de terrains prises sur les fossés, remparts et chemins des « douze pans de ronde de la ville de Montpellier ». A part trois lots de 1.000 livres et un de 5.200, les 75 autres sont d'importance très minime, puisque la moyenne des ventes n'excède pas 100 livres (ces ventes ont été effectuées entre le 26 octobre 1791 et le 27 novembre 1792).

POUR LE DISTRICT DE LODEVE

La période de liquidation des biens nationaux de première origine s'étend du 1^{er} janvier 1791 jusqu'au 10 octobre 1793. Pendant cette période, il a été effectué 417 ventes, et l'ensemble des biens vendus représente une valeur de 1.076.500 d'estimation et 1.927.000 d'adjudication. Si on établit le bilan des ventes par année, on obtient les chiffres suivants :

			Estimation	Adjudication
•	En 1791	364 ventes	904.500	1.408.000
	En 1792	18 —	73.000	169.000
	En 1793	35 —	99.000	350.000

C'est en 1791 que s'effectuèrent la grande majorité des ventes. Il y a sept fois plus de ventes cette année que pendant les deux suivantes.

Sur les 364 ventes de 1791, il y a :

a) Pour le premier trimestre :

Soixante-seize ventes (302.570-499.185), parmi lesquelles trois domaines (96.200-138.000), qui sont le domaine de Soumont sur les religieux de Grammont, une métairie au Pouget, dépendant de l'archiprêtre de l'endroit, et une métairie à Aniane.

Treize biens immobiliers bâtis (117.000-175.350), parmi lesquels dix maisons à Lodève (75.000); deux couvents, à Aniane et Clermont, et un moulin à Aniane.

Soixante parcelles de terres de toute nature (88.745-163.135).

b) Pour le deuxième trimestre :

Cent quatre-vingt-dix ventes (88.745-163.135), parmi lesquelles une métairie à Argellies, dépendant des Bénédictins de Clermont (11.950-12.350).

Quinze biens immobiliers bâtis (90.350-163.250).

Neuf maisons, dont cinq à Lodève (60.200).

Deux monastères, à Lodève et Clermont (73.500) et quatre moulins (39.550).

c) Pour le troisième trimestre :

Quatre-vingt une ventes (214.000-335.000), parmi lesquelles deux domaines (156.200-193.000); Ferrussac, à Saint-Martin-de-Castries, et La Prade, à Saint-Michel-d'Alajoux, dépendant de l'Evêché de Lodève.

Dix biens immobiliers bâtis (56.500-77.000).

Trois monastères : les Recollets, à Lodève; les Cordeliers, à Lodève et à Gignac (63.700), et sept maisons et bâtiments ruraux.

Soixante-neuf parcelles de terres (40.000-71.000).

d) Pour le quatrième trimestre :

Dix-sept ventes (32.900-36.500).

Le monastère des Bénédictins de Saint-Guilhem (12.750-12.875) et seize parcelles de terres (12.850-23.775).

Sur les ventes de 1792, il y a trois monastères (60.000-116.350) : celui des Recollets, de Gignac; des Ursulines, de Lodève, et des religieuses, de Clermont. Quinze parcelles de terres (12.850-52.950).

Sur les ventes de 1793, il y a deux domaines dépendant de l'Ordre de Malte (commanderie de Sainte-Eulalie) : la Borie, à Ceilhe, et la tour de Puech, à Nébian (58.925 et 233.500).

Une cave, à Saint-Félix (1.000 et 1.275), et trente-deux parcelles de terrains (42.250 et 116.245).

**COMMENT SE SONT EFFECTUEES LES VENTES
DE BIENS NATIONAUX DE PREMIERE ORIGINE
DANS LES DISTRICTS DE MONTPELLIER ET DE LODEVE**

1° Soumissions

Dès le 27 mai 1790, la municipalité de Montpellier fait une soumission pour l'acquisition de quatre millions de biens nationaux.

Elle forme, le 2 septembre 1790, une seconde soumission avec désignation des pièces sur lesquelles porte sa soumission; cette désignation comporte 69 chapitres, dont 22 chapitres pour les biens situés sur le territoire de la commune de Montpellier et 47 autres concernant d'autres communes du district. De nombreux suppléments de soumission y sont apportés ultérieurement, et le sixième et dernier supplément de soumission comprend même une liste de biens situés sur le territoire de la commune de Pézenas, qui fait partie du district de Béziers.

La municipalité de Montpellier a ainsi soumissionné tout les biens nationaux situés sur son territoire, ainsi que ceux situés dans un nombre considérable de communes du district (sur quatre millions et demi de biens qui seront mis en vente dans la première période, elle a soumissionné pour quatre millions).

Par contre, les municipalités des autres communes se montrent peu empressées de faire des soumissions; on relève seulement la liste de huit d'entre elles. Ce sont : Sète, Baillargues, Vendargues, Montaud, Saint-Bauzille-de-Montmel et Saint-Drézéry. Cette dernière municipalité a d'ailleurs eu des difficultés avec la municipalité de Montpellier au sujet des soumissions.

Nous avons trouvé une protestation de la municipalité de Saint-Drézéry en date du 10 janvier 1791, dans laquelle celle-ci demande à être subrogée à la municipalité de Montpellier, qui a soumissionné des biens nationaux situés sur son territoire, mais qui n'a pas rempli la formalité prescrite de « notification des biens acquis sur le territoire d'autres communes aux municipalités intéressées », et prétend de ce fait participer aux bénéfices de 1/16^e que procure la vente des biens nationaux.

Dans le district de Lodève, la municipalité du chef-lieu de district ne se montre pas très active et se contente de soumissionner quelques biens situés sur son territoire, ainsi que ceux de l'Evêché situés dans d'autres communes, en particulier les domaines de la Prade et Ferrusac. Les autres municipalités soumissionnaires sont : Clermont, pour les biens de l'abbaye des Bénédictins et ceux du couvent des Recollets; Aniane pour les biens Bénédictins, Saint-Jean-de-Fos et Puéchabon pour les biens situés sur leur territoire.

Si on comprend parfaitement l'intérêt financier qu'il y avait pour des municipalités à soumissionner des biens nationaux, par contre on se demande quel mobile a pu guider les particuliers qui sont venus

nombreux soumissionner, surtout dans le district de Lodève, où les accaparements de la municipalité de Montpellier ne s'étaient pas exercés.

Encore, si cela était dans le but de prendre rang en vue des enchères pour certains biens nationaux les intéressant particulièrement (et c'est probablement le cas des fermiers qui apportent leur soumissions pour des terres sur lesquelles ils travaillent), mais il est curieux de constater qu'à de très rares exceptions près, les noms des soumissionnaires ne figurent pas parmi ceux des personnes que l'on voit ensuite participer aux enchères.

Peut-on conclure à un élan patriotique pour donner l'exemple de la confiance en face d'une masse encore hésitante à acquérir des biens nationaux ? ou bien, au contraire, était-ce une manœuvre politique de la part des personnes voulant se faire bien voir des autorités et se faisant ainsi décerner des brevets de civisme à peu de frais ? On sait, en effet, qu'au moment où commencèrent les ventes, le fait d'acquérir un bien national était considéré comme un acte aussi patriotique que le fait de s'engager comme volontaire aux armées, et la bourgeoisie — à qui ne manquait pas le sens pratique — préféra la première solution, qui offrait l'avantage incontestable d'être à la fois une source de considération et de bénéfices.

Nous ne pouvons que poser la question, car nous ne disposons pas d'éléments suffisants pour porter une affirmation dans un sens ou dans l'autre.

2° Evaluations

A-t-il pu être procédé en prenant pour base les baux existants ? (d'après la loi, le capital devait être estimé à 22 fois le revenu net).

Cela ne fut possible que rarement, étant donné « l'état général des biens nationaux » fourni par les municipalités, était bien incomplet et souvent fantaisiste. Certains commentaires donnent une idée de la grande approximation qu'il présentait. Pour Baillargues, par exemple, « on a été obligé de copier le tableau rempli par la municipalité, qui ne paraît exact ni dans la façon catégorique des contenances, ni dans l'énoncé des prix » ; et pour la commune de Campagne : « la municipalité n'explique pas si l'évolution qu'elle a faite se rapporte au bien ou à son revenu.

S'il est incontestable qu'il y a eu négligence ou incapacité des officiers municipaux dans la plupart des cas, on peut se demander s'il n'y a pas eu parfois mauvaise volonté de leur part à fournir des renseignements, et ceci en raison de la façon catégorique avec laquelle certaines municipalités prennent la défense soit des curés en instance de dépossession, soit de leurs administrés, qui risquent, à leur avis, d'être lésés par ces ventes.

Les officiers municipaux de Guzargues déclarent qu'on ne peut faire une meilleure utilisation que de laisser le curé jouir en paix de 53 sénéailles dépendant du prieuré, et ceux de Saint-Martin-de-Londres, pleins de sollicitude, se proposent même d'acquérir la maison du chapelain pour y loger le curé qui occupe en ce moment une maison trop éloignée de l'église.

A Saint-Bauzille-de-Montmel, il s'agit de deux maisons destinées aux écoles publiques, et la municipalité observe qu'on ne peut en faire un emploi plus avantageux,

Pour la plupart des biens, c'est aux experts qu'on eut recours pour fournir une estimation. De nombreux experts furent commis à cet effet par le directoire du district pour l'évaluation de biens urbains et ruraux. Pour le district de Montpellier, nous avons trouvé les noms de quinze experts désignés pour l'évaluation de biens immobiliers : trois architectes, un jardinier, des bourgeois de Montpellier et des ménagers des communes rurales pour l'évaluation des parcelles et domaines.

La mission des experts ne semble pas avoir été toujours bien facile. Dans certaines communes, ils se heurtèrent à la mauvaise volonté des officiers municipaux chargés de les renseigner, ou à l'hostilité de la population.

Ecoutons Laurent Boissier, citoyen de Montpellier, expert nommé par arrêté du directoire du district à effet de parcourir le plus promptement qu'il sera possible les cantons de Pignan, Poussan, Saint-Georges, et de dresser dans chaque commune un cahier d'estimation des biens nationaux. « Alors que Guizonnier, maire de Saint-Paul, s'offrit à nous indiquer les biens dépendant de la ci-devant dominicature, les maires de Montarnaud et Grabels déclarent qu'il n'a a point de biens nationaux dans leurs communes » ce qui, pour Grabels tout au moins, était faux.

Un autre expert déclare qu'à Arboras « ...les femmes se sont attroupées et ont tant crié que j'ai été forcé de me retirer sans pouvoir en aucune façon achever l'opération que nous devons faire » ; et l'expert chargé d'opérer à Saint-Christol fait état des menaces et injures faites et proférées contre lui, par des hommes et des femmes de la commune pour s'opposer à l'estimation des biens nationaux situés dans la commune (Q. 72).

Pour l'ensemble des biens soumissionnés par la municipalité de Montpellier, le travail d'estimation était terminé en mars 1791. Ultérieurement il y eut d'autres expertises d'estimation pour certaines catégories de biens qui n'avaient pas tout d'abord été déclarés biens nationaux.

3° Contestations

Les choses semblent s'être passées sans incidents au cours des ventes pour lesquelles nous ne relevons qu'un **contentieux très restreint**.

Par contre, il existe un contentieux important concernant les litiges survenus après les ventes ; il s'agit, pour la plupart, de réclamations des acquéreurs troublés dans leur possession ou empêchés d'entrer en possession des biens nouvellement acquis.

Cependant, on relève des décisions du directoire du département en faveur des curés de campagne qui demandent que soit excepté des ventes le demi-arpent royal accordé aux curés pour leur jardin (Restinclières, Guzargues). Il y a là une simple application de la loi.

Mais il y eut aussi des litiges concernant la propriété de certains biens inscrits comme biens d'église et revendiqués par les communes.

Dans le district de Montpellier, c'est la municipalité de Villeneuve-Maguelonne qui conteste l'appartenance d'un four à l'évêque de Montpellier ; c'est dans le district de Lodève la municipalité de Saint-Pargoire qui conteste au curé du lieu la propriété du moulin à huile.

Dans ces cas, le directoire du district surseoit à l'adjudication, mais somme la municipalité demanderesse de fournir des titres

établissant ses droits de propriété, ce qu'elle est incapable de faire dans les deux cas.

Pour Saint-Pargoire, les choses se compliquent du fait que si la municipalité ne peut apporter les titres de propriété, elle peut prouver « qu'elle a eu jouissance dès avant 1636 et qu'elle a payé l'affranchissement du franc fief du moulin en même temps que celui des autres biens patrimoniaux de la commune ».

Peine perdue, le directoire déclare n'y avoir pas lieu d'accueillir ces pétitions et fait procéder à la vente du moulin et du four (Q. 672).

Mais les protestations contre les ventes viennent parfois de l'administration elle-même. C'est le ministre de la Guerre qui élève une protestation au sujet de la vente de la maison curiale et de l'église de Saint-Denis : « Si cette vente est maintenue, il ne restera plus aucun moyen de placer les approvisionnements des armées ».

Et au sujet du premier lot du couvent Sainte-Marie, à Montpellier, le même ministre déclare « qu'il ne peut être consenti à cette vente qu'autant que la citoyenne Senaux, adjudicatrice, se soumettra à laisser jusqu'à la paix, sans aucune rétribution, la jouissance de la partie servant de magasin militaire » (Q. 667).

Enfin, par une lettre de Paris du 9 septembre 1792, le ministère de la Guerre s'élève contre la mise en vente d'une « redoute en terre située à Sète derrière la montagne, au milieu de laquelle est une petite poudrière », et rappelle la loi du 10 juillet 1791 qui s'oppose à l'aliénation des redoutes et autres fortifications (Q. 442).

QUEL A ETE LE RESULTAT FINANCIER DE CES VENTES ?

Les adjudications connurent dès le début un réel succès et on peut dire que tous les lots ayant quelque importance furent disputés, alors que pour certaines parcelles rurales de médiocre qualité (hermes, garrigues) le lot passa sans enchères aux soumissionnaires.

Des moyennes faites sur l'ensemble des enchères concernant les biens de première origine situés dans les districts de Montpellier et Lodève nous ont permis d'arriver à certains résultats qu'on peut résumer en disant que les augmentations des prix d'adjudications sur les prix d'estimation sont fonction à la fois de la nature du bien vendu, de sa situation et surtout de la date à laquelle il a été vendu, ceci en raison de la dépréciation constante de l'assignat.

Pour l'ensemble des ventes du district de Montpellier, il y a une augmentation de 90 %, mais cette moyenne, qui est seulement de 50 % en 1791, passe à 60 % en 1792, à 100 % pour l'an II et à 400 % pour l'an III.

Les dernières ventes qui se situent au 27 Fructidor, an III, c'est-à-dire en septembre 1795, sont particulièrement significatives. Un moulin à huile situé à Poussan, estimé 18.750 est vendu 142.000, soit 800 % d'augmentation. L'église de Juvignac passe de 1.210 livres à 34.700, soit 2.500 % d'augmentation (1).

Il y a d'ailleurs lieu de noter que ces énormes différences ne correspondent pas à un nombre considérable de surenchères, au

(1) A ce moment, la valeur du louis d'or de 24 francs en assignats était passée, en un an, de 83 à 868 livres, alors qu'il avait mis trois ans pour passer de 24 à 80 liv. es (I, 723).

contraire; il y a cinq enchérisseurs et huit surenchères pour le moulin de Poussan, quatre enchérisseurs et sept enchères pour l'église de Juvignac. Par contre, dans les premières ventes effectuées en janvier 1791, on peut remarquer des augmentations relativement peu importantes pour un afflux énorme de concurrents et un nombre de surenchères très élevé. A Montpellier, une maison de campagne, au ténement de la Trousse, passe de 5.025 à 10.500 pour 65 surenchères; une maison, rue des Carmes, de 7.500 à 9.000 pour 25 surenchères.

Dans le district de Lodève, ces différences sont moins caractérisées car les ventes concernant les biens de première origine n'ont pas eu lieu après 1793 et s'étendent par conséquent sur une période de relative stabilité des prix.

Pour les ventes du district, la moyenne générale d'augmentation est de 80 %. Cette moyenne, qui est de 50 % en 1791, passe à 140 % en 1792 et à 250 % en 1793.

La nature et la situation des biens vendus sont aussi des facteurs importants pour expliquer les différences de plus-value réalisées aux enchères.

DANS LE DISTRICT DE MONTPELLIER :

a) **Pour les domaines**, la moyenne générale d'augmentation est de 60 %, mais elle est de 40 % en 1791 et 1792, de 50 % en 1793 et de 500 % en 1793.

Ce dernier chiffre est d'ailleurs établi sur la vente du seul domaine d'Encivade, situé à Lattes ; domaine qui avait été déjà adjugé le 12 août 1793 et dont la vente avait été résiliée par arrêt du Comité des finances, l'adjudicataire ayant été déchu pour défaut de paiement, c'est après 20 surenchères qu'il est passé de 64.500 à 354.000 livres.

Pour certains domaines particulièrement disputés, vendus en 1791, la différence entre les prix d'estimation et d'adjudication s'est élevée à 100 % et plus, mais après un nombre de surenchères considérables, 50 surenchères pour le domaine de Saint-Drézéry, qui passe de 26.000 à 50.000, et 65 surenchères pour le domaine de Grammont, à Montpellier, qui passe de 31.000 à 70.000 livres.

b) Cette moyenne générale s'élève à 150 % pour les **biens immobiliers bâtis**, qui comprennent des maisons et édifices à Montpellier dans la proportion de 75 % quant au nombre et de 85 % quant à la valeur; le reste étant constitué par des bâtiments ruraux, des bourgs et villages du district.

On peut faire cette remarque que la valeur d'adjudication de ces biens immobiliers bâtis s'élève avec l'importance de la ville où ils sont situés: par exemple, la moyenne d'augmentation, qui est de 125 % pour Montpellier, descend à 90 % pour Lunel et à moins de 5 % pour Ganges.

La moyenne générale, qui est de 45 % en 1791, passe à 75 % en 1792, à 150 % en 1793 et à 375 % pour les quelques ventes de biens immobiliers bâtis effectuées en 1794.

c) Quant **aux parcelles de terres** de toute nature, la moyenne générale d'augmentation est de 120 %, 60 % en 1791 et 1792, 175 % en 1793 et 250 % en 1794.

On peut donc conclure à une certaine prime en faveur des biens immobiliers bâtis sur le marché des biens nationaux, et nous pensons que les conclusions, sensiblement différentes dans le district de

Lodève, ne doivent pas nous faire considérer cette remarque comme mal fondée.

Les chiffres pour ce district sont les suivants : la moyenne d'augmentation pour les **biens immobiliers bâtis** ne s'élève qu'à 60 % (55 % en 1791 et 100 % en 1792), tandis qu'elle est de 100 % **pour les domaines** (20 % en 1791 et 300 % en 1793) et de 100 % pour les parcelles de terres (65 % en 1791, 300 % en 1792 et 200 % en 1793).

Ces derniers chiffres accusent une baisse de moyenne entre 1792 et 1793 qui peut paraître anormale et qui le serait en effet si elle n'était pas établie sur un nombre très restreint de ventes effectuées pendant cette période.

Il y a lieu de considérer qu'il n'y a pas à Lodève de ventes de biens immobiliers bâtis pour les années 1793 et 1794, période de grosses augmentations pour Montpellier ; et, d'autre part, il est incontestable que cette prime en faveur des immeubles bâtis peut jouer davantage dans le district de Montpellier, à cause même de l'importance économique de la cité de Montpellier et du grand nombre d'acquéreurs en puissance qui y habitent, acquéreurs au pouvoir d'achat étendu et qui non seulement manifestent leur activité dans tout le cadre du district de Montpellier, mais vont acquérir des biens dans le district de Lodève, alors que la réciproque n'est pas vraie (1).

QUELS ONT ETE LES ACQUEREURS DE CES BIENS ?

1° Classification sociale des acquéreurs

Or, ces personnes fortunées qui mettent tant d'ardeur à acquérir des biens immobiliers, non seulement sur la place de Montpellier où il est compréhensible qu'elles cherchent à avoir « pignon sur rue », mais aussi dans tout le district, et bien au delà, dans le but de faire de bons placements, sont pour la plupart des négociants. La bourgeoisie étant alors en grande partie issue du négoce, on pourrait conclure hâtivement que ce fut la classe bourgeoise qui fut la seule bénéficiaire des ventes de biens nationaux. Il y a lieu d'apporter plus de circonspection dans une telle affirmation.

Il faut d'abord effectuer une discrimination entre les acquéreurs pour les faire rentrer dans le cadre d'une classe sociale bien déterminée ; mais, comme le fait remarquer Marion, il est bien difficile de diviser bien nettement les acquéreurs en deux classes : d'un côté la bourgeoisie et de l'autre les travailleurs ; ce serait méconnaître l'état social du moment.

En effet, à côté d'une florissante bourgeoisie d'affaires, gravitait toute une série de gens dont le métier (artisanat, petit commerce) était plutôt fait pour les faire qualifier de gens du peuple, mais dont la fortune était souvent importante et qu'il est bien difficile de ranger dans l'une ou l'autre catégorie.

Pour s'y reconnaître, faut-il encore savoir ce que recouvre le qualificatif de « négociant », le plus employé et le plus imprécis. Or, le terme de « négociant », qui est pour nous synonyme de commerçant en gros, était, semble-t-il, à cette époque synonyme de commerçant tout court, et pouvait aussi bien s'appliquer à des petits revendeurs tenant boutique qu'à des personnages importants, dont plusieurs

(1) Pour l'ensemble des ventes, il y a eu à Montpellier pour un million d'immeubles bâtis mis en vente, tandis qu'à Lodève il n'y en a eu que pour 100.000 livres.

occupaient les principales places au directoire du district et du département.

Toutefois, nous adopterons le critérium consacré qui consiste à assimiler tous les commerçants à la bourgeoisie parce que l'exercice de leur profession implique la possession d'un certain capital et tous les artisans dans la classe ouvrière en raison de l'exercice habituel d'un travail manuel. Ainsi seront compris dans cette catégorie les boulangers, jardiniers, menuisiers, serruriers, etc..., même si (la discrimination est impossible) certains d'entre eux exercent une activité confinant davantage au métier d'entrepreneur qu'à celui d'ouvrier.

Nous ne mettons pas avec eux les maçons et plâtriers qui, avec les architectes, forment un groupe à part se rattachant à la bourgeoisie. La distinction entre ces trois professions semblait à ce moment bien difficile à faire; on voit, par exemple, Nougaret, architecte, nommé comme tel expert par le directoire du district, qualifié une autre fois de maçon, tandis que Fraissé, maçon, est qualifié une fois d'architecte. Il y a lieu de penser qu'il s'agissait en fait d'entrepreneurs de maçonnerie dont les capacités financières n'étaient pas négligeables, à en juger par l'activité déployée par eux au cours de la vente des biens nationaux.

Bourgeois encore les notaires, hommes de loi et fonctionnaires d'un certain rang (juges, officiers, ingénieurs).

Mais la difficulté ne réside pas tellement dans le fait de classer ces acquéreurs d'après leur profession que de les classer lorsqu'il n'est point indiqué leur profession.

Nous n'adopterons pas entièrement le système qui consiste à classer comme bourgeois tous les acquéreurs urbains sans étiquette professionnelle. Bien que nous ayons pu vérifier pour certains cas la véracité de cette supposition, nous pensons qu'il n'y a pas lieu d'accepter rigoureusement cette façon de voir et nous admettons pour nos calculs qu'un quart des personnes dont la profession n'est pas indiquée appartiennent à la catégorie des travailleurs manuels. Nous tenons toutefois à souligner l'arbitraire de cette solution, qui aurait cependant le plus de chance d'approcher la vérité.

L'essentiel consiste, en effet, à choisir la méthode qui présente non pas le maximum de certitude, mais le minimum d'incertitude.

Avec les acquéreurs ruraux il y a une incertitude encore plus grande, car nous ne sommes renseignés qu'à moitié, même lorsque la situation sociale de l'acquéreur est indiquée.

En effet, que faut-il entendre par « cultivateur » ou « agriculteur », qualificatifs qui reviennent le plus souvent? On aurait tendance à penser qu'il s'agit de travailleurs de terre, mais on ne peut guère persévérer dans cette idée lorsqu'on voit une personne comme François Oeuf qualifié d'« agriculteur » à Celleneuve, pour le compte de qui sont achetés certains biens de grande valeur (1).

(1) Il s'agit de l'église de Juvignac acquise 34.700 livres et du domaine de la Soucarède, à Grabels, pour 48.000 livres. Une autre source nous apprend que ce François Oeuf se rendit acquéreur des châteaux de la Paillade et de la Mosson, où il installa une industrie de teinture (Albert Leenhardt : « Les plus belles résidences des environs de Montpellier »).

Il faut donc admettre que ces termes recouvrent la qualité des propriétaires fonciers, de petite comme de grande envergure.

Le qualificatif de « ménager » serait à peu près synonyme et nous pensons qu'il désigne les personnes appartenant à la classe des bourgeois ruraux vivant de leurs terres. En effet, nous voyons certaines personnes habitant des communes rurales et qualifiées de « ménager », nommées à titre d'experts pour l'estimation de biens nationaux ruraux et payées à raison de 9 livres la journée de déplacement, tandis que les hommes de peine qu'ils prennent pour les aider dans leurs mensurations ne sont payés qu'à raison de 30 sols la journée (Q. 916).

Le qualificatif de « travailleur » n'apparaîtra que bien rarement au cours des enchères et pour l'acquisition de parcelles de terres de très petite importance. Cela est d'ailleurs compréhensible lorsqu'on sait qu'un travailleur était payé à raison d'une livre ou d'une livre et demie la journée en 1790 (1), époque où commencent les ventes de biens nationaux. Il est normal que les biens montant aux enchères par centaines et milliers de livres n'aient pas été à la portée de leur bourse.

2° La Bourgeoisie urbaine, principale bénéficiaire

Les chiffres, plus éloquentes que tout, vont venir confirmer pour les districts de Montpellier et Lodève cette remarque que ce furent les bourgeois des villes à qui échurent la plupart des lots vendus, tout au moins les plus importants.

Pour la commune de Montpellier (2), les chiffres sont écrasants. La classe bourgeoise, où nous avons rattaché négociants, hommes de loi, architectes et fonctionnaires, s'adjuge la part du lion avec 80 lots sur 109, représentant une valeur de 2.750.000 livres pour 3 millions de livres pour l'ensemble. Tous les domaines et immeubles importants situés en ville leur reviennent et les travailleurs manuels acquièrent les parcelles de terrains et les maisons les plus modestes, à en juger par leur prix d'estimation.

Pour le canton de Montpellier, il y a 10 domaines vendus 1.500.000 livres à 10 acheteurs de Montpellier, tous négociants ou bourgeois, et qui sont : Benoît Roux, Jean Allut, François Oeuf, Coste-Mourgues, Brunet, Rabinet, François Tandon, Martin Campredon, Cambon père et Cambon fils.

L'ensemble des 50 autres lots sont constitués par des terres dont les lots de quelque importance reviennent encore à des habitants de Montpellier, presque tous négociants (Delon, Germain, Barrandon, Séranne, Montaud, Coulet, Gairal, Sallet).

(1) Les salaires étaient plus élevés dans les districts de Montpellier et Béziers que dans celui de Lodève et Saint-Pons. Les travailleurs de terre ou manœuvriers n'exerçant aucun travail artisanal spécialisé, ne bénéficient officiellement, en 1794, que d'un relèvement de salaire de 25 % par rapport à 1791 (I. 792), alors que le seul prix du pain avait augmenté dans la proportion de 50 %.

(2) Sur le territoire de la commune de Montpellier elle seule, il y a eu 3 millions de biens nationaux de première origine vendus sur 8 millions et demi pour l'ensemble du district.

A peine une dizaine de lots, n'excédant pas 25.000 livres, reviennent à des acquéreurs locaux. A Castelnau, par exemple, sur 10 lots vendus un seul est acquis par un habitant de Castelnau et sa valeur est de 160 livres contre 15.000 livres pour l'ensemble des autres lots.

Dans le canton de Mauguio, 11 domaines sont vendus 1.115.000 livres à 9 acquéreurs bourgeois, dont 9 de Montpellier (Jacques Poitevin, trésorier du district ; Accariés et Tesse, hommes de loi ; Coulet, Nouguiér, Bézard, Delours et Chassary, négociants) et 1 négociant de Lunel (Rousselier), 1 tailleur de Montpellier et un ménager de Mauguio dont l'achat se monte à 70.000 livres.

Sur 38 autres lots vendus sur le territoire du canton, 31 représentant la valeur de 88.000 livres sur 115.000 livres, sont acquis par des Montpelliérains (Fraisie, architecte ; Huc, agent de change et Roche, bourgeois). Les 7 autres lots sont vendus 17.000 livres à des acquéreurs ruraux.

Dans le canton de Frontignan, 4 domaines sont vendus 850.000 livres à 4 bourgeois de Montpellier (Poitevin, Montels, Lautier, Jean Allut). Pour les autres lots (130.000 livres dont 70.000 livres pour 2 moulins à huile), il y a un petit nombre d'acquéreurs de Montpellier dont l'ensemble des achats représente cependant la valeur de 90.000 livres sur 130.000.

A Sète, deux maisons reviennent à 2 habitants de Montpellier : un négociant et un maçon.

A Mèze, pour la partie du canton faisant partie du district de Montpellier, il y a 21 lots, dont un seul moulin à huile de Poussan est adjugé 142.000 livres, tandis que les 20 autres lots, dont l'ensemble représente la valeur de 72.000 livres, reviennent à des ménagers habitants du canton. Mais Montpellier est, cependant représenté par Accariés, Flottes et Roquefeuille, officier.

Dans le canton de Castries, trois domaines sont adjugés pour 177.000 livres à Jean Arribat, de Castries ; Jean Abric, de Lunel et Claris, de Montpellier. Les 55 autres lots sont de minime importance puisque leur prix total de vente s'élève à 65.000 livres. Ce sont, pour la plupart, des champs dépendant de plusieurs prieurés achetés par des cultivateurs habitant des communes où sont situés les biens. Mais on note cependant, ici aussi, la présence de quelques habitants de Montpellier (Lablache, Marioge, Gairal, négociants ; Caisergues, administrateur ; Coste et Vallat, plâtriers ; Mourgues, bridier et Gaudin, sellier), qui s'adjugent plus de la moitié des lots.

A Lunel, par contre, tous les biens situés sur le territoire de la commune sont acquis par des habitants de Lunel, artisans et négociants, qui en acquièrent aussi dans les communes environnantes où ils entrent en lisse avec des Montpelliérains et même des Nimois. Quatre domaines situés dans le canton sont adjugés pour la somme de 350.000 livres à Jean Astruc, juge de paix ; M. Bazille et J. Benoît, négociants à Montpellier ; Louis Maigre, négociant à Nîmes. 120 autres lots, constitués surtout par des parcelles de terres, sont adjugés pour 300.000 livres à des habitants de Montpellier (parmi lesquels Bazille, Babot, Ploton, Mourgues, Flottes et Galavieille), des habitants de Lunel et une grande majorité d'habitants des communes où sont situés les biens vendus : agriculteurs, ménagers. A Marsillargues, on note que la plupart des lots sont acquis par l'élément bourgeois du village : le notaire, le maire, le médecin. Pour l'ensemble des cantons de St-Martin-de-Londres, des Matelles, de Claret et de Ganges, il y a

près de 150 lots, mais leur ensemble n'excède par 200.000 livres, dans la masse desquels les Montpelliérains vont aller quérir encore ce qui paraît le plus intéressant.

Si, pour le district de Lodève, nous arrivons à des conclusions sensiblement différentes quant à l'importance respective prise aux enchères par les habitants des villes et ceux des campagnes, c'est que l'importance de Lodève comme chef-lieu de district est bien moindre que celle de Montpellier ; les habitants disposant de fortunes suffisantes pour acquérir les biens immobiliers se sont trouvés moins nombreux et, par suite, n'ont pas cherché, comme les habitants de Montpellier, à faire des acquisitions dans tous les secteurs du district. La part laissée aux cultivateurs a été, dans ce district, beaucoup plus importante.

A Lodève même, c'est l'élément bourgeois de la ville qui s'assure les plus belles parts et la proportion est aussi écrasante qu'à Montpellier, entre le total de leurs acquisitions et celles faites par les travailleurs manuels qui se voient seulement adjuger 24.000 livres de biens sur 380.000 livres de biens vendus.

La bourgeoisie comprend, ici aussi, les négociants, administrateurs, hommes de loi, mais il faut y ajouter un élément nouveau, celui des industriels, fabricants de drap. L'industrie du drap, principale ressource de la ville, fournit aussi toute une série de métiers artisanaux : batteurs de laine, tondeurs, rétorseurs, pareurs et affineurs de drap, qu'il faut ajouter à la liste ordinaire des artisans, tonneliers, cordonniers, serruriers, etc...

Les 8 domaines mis en vente dans le district de Lodève et qui devaient produire 780.000 livres aux enchères, ont été acquis par Galibert, Fabreguettes, Fulcrand Pascal et Jean Arrazat, négociant de Lodève ; Guillaume Arrazat, aubergiste ; Girouard, boulanger ; Huc, ménager de Campagnan et Babot, de Montpellier.

Parmi les 400 autres lots, il faut mettre à part 25 biens immobiliers bâtis (maisons, couvents, moulins, fours) qui, eux aussi, représentent une valeur de 580.000 livres. La valeur des 375 autres lots est de 730.000 livres ; ceux-ci sont constitués par des parcelles de terres, pour la plupart très petites, acquises par des cultivateurs ayant souvent des terres limitrophes, achats qui, on le conçoit, seraient sans intérêt pour des personnes ne résidant pas à proximité immédiate du lieu où sont les biens vendus.

Par exemple, dans la commune du Bosc, 15 parcelles de terres sont vendues 8.800 livres à 10 cultivateurs habitant l'endroit. Il en est ainsi pour toutes les autres communes du canton de Lodève, où les gens de Lodève n'apparaissent que pour enlever les 2 domaines de Soumont et Ferrussac.

Même conclusion pour les cantons de Lunas et du Caylar ; les quelques acquéreurs étrangers à la commune de situation du bien sont encore de Lodève et viennent enlever les lots de quelque importance (on relève les noms d'Hugonnenq, tonnelier ; Crouzet, Benoît, Fourmier, Arrazat, négociants ; Ménard, Labranche, bourgeois, et Bonnafé, de Montpellier).

Avec le canton de Clermont, on change de sphère d'influence. Tous les biens situés sur la commune (51 lots adjugés 147.000 livres), à part l'intrusion d'un négociant de Lodève, Vigourel, sont acquis par des habitants de la ville ; si la classe bourgeoise l'emporte quant à la va-

leur des biens vendus, ce sont les artisans qui sont les plus nombreux acquéreurs : 18 contre 11 de la bourgeoisie.

On note, en particulier, la présence de 4 tonneliers, de 2 aubergistes et de 2 teinturiers. Si le métier de teinturier semble être spécial à Clermont, celui de tanneur l'est pour Aniane où l'on en voit plusieurs participer aux partages des biens dépendant de l'abbaye bénédictine ; pour ces 12 lots représentant une valeur de 193.000 livres, il y a 2 habitants de Montpellier, Causse et Lequepeys, ancien conseiller à la Cour des Aides, qui s'adjugent 2 lots importants, le troisième étant acquis par un boulanger de Lodève et les autres partagés entre les habitants d'Aniane, bourgeois, tanneurs, hommes de loi.

A Argellies et La Boissière, se sont encore deux Montpelliérains qui enlèvent les lots de quelque valeur.

Pour les biens vendus sur les 20 communes du canton de Gignac, qui compte des bourgs relativement actifs comme Saint-André et Saint-Pargoire, on assiste à une répartition des biens vendus où l'élément aisé des campagnes, cultivateurs et bourgeois ruraux, offrent une concurrence effective à l'action des éléments étrangers. Les acquéreurs sont pour Gignac : un boulanger, un officier municipal ; pour Saint-André, un bourgeois, un entrepreneur et trois cultivateurs ; pour Saint-Pargoire, deux bourgeois, un cultivateur et le curé du lieu. On trouve aussi deux habitants de Montpellier, un négociant et un notaire ; deux de Lodève : Garrousse, aubergiste, qui acquiert à Campagnan un champ de 72 sétérées pour 61.000 livres et Avelan, secrétaire du district.

Nous sommes donc amenés à conclure que l'importance de la participation respective de la bourgeoisie urbaine et de la population des campagnes aux achats de biens ruraux dépend de la proximité et de l'importance économique des villes, du district et du département.

Nous avons vu, en ce qui concerne le district de Montpellier :

1° Que la participation des éléments urbains est prépondérante, sinon quant au nombre des lots acquis, du moins quant à la valeur ; cette prépondérance, qui est au moins des trois-quarts, dépasse le 90 % de la valeur de l'ensemble des biens vendus dans les cantons de Montpellier, Mauguio et Frontignan ;

2° Que la sphère d'influence de la ville de Montpellier ne s'arrête pas aux limites de ce district, tandis que des villes de moindre importance comme Lunel et Ganges, n'envoient guère d'acquéreurs au delà des limites de leur canton.

Mais la plupart des biens situés sur le territoire de leur commune sont encore acquis par l'élément bourgeois de ces petites villes, de même que dans les bourgs chefs-lieux de commune, ce qui restreint considérablement la part qui revient aux véritables travailleurs agricoles dans l'ensemble de ces ventes.

Dans le district de Lodève, il n'y a pas cette importante main-mise de la part du chef-lieu sur l'ensemble des ventes concernant les biens situés sur le territoire du district. Aussi, la part prise par les cultivateurs dans l'achat des biens ruraux y est-elle beaucoup plus importante. Si la concurrence de l'élément urbain est moindre que dans le district de Montpellier, par contre il semble que l'élément bourgeois rural s'y soit montré particulièrement actif, en particulier celui des gros bourgs comme Clermont, Aniane, Gignac, St-Pargoire, St-André. Ce sont les notaires, médecins, négociants, entrepreneurs, auxquels

on peut ajouter de nombreux curés de village qui cherchent à récupérer une partie des biens à eux confisqués. Entre autres noms, on trouve ceux de Gibal, curé de St-Pargoire ; Galby, curé de St-Jean-de-Fos ; Bois, curé de Puechabon ; Reynaud, curé de Conas ; Vernhes, curé de Parlatges.

Les maires et officiers municipaux ne sont pas non plus les derniers à participer aux enchères et cette remarque est plus spécialement valable pour le district de Montpellier, où on relève les noms de Bassaget, maire de Marsillargues ; Gros, maire des Matelles ; Jean, maire de Claret ; Guizonnier, maire de St-Paul ; St-Pierre, maire de Saint-Georges ; Soulas, maire de Viols-le-Fort ; Maurras, maire de Bosc. Pour Montpellier, il y a Puech, Bazille, Barrau, Pavée, Montels, Calavielle, Gaizergues, Poitevin, Laval, officiers municipaux ou membres du directoire du district.

3° Intermédiaires

Pour connaître l'importance de la prépondérance de l'élément bourgeois dans les achats de biens nationaux, nous avons tenu compte du fait qu'un grand nombre d'acquéreurs jouent seulement le rôle d'intermédiaires dans les enchères. Quelquefois, un acheteur fait immédiatement éléction pour une tierce personne qui sera nommée dans l'acte de vente, mais le plus souvent on trouve seulement la mention : « pour son ami, élu ou à élire », à la suite du nom de l'acquéreur dans l'acte de vente, ce qui indique que celui-ci se réserve la possibilité de céder le bien acquis à quelqu'un d'autre. Mais la fréquence de son emploi devient telle avec le développement des ventes, qu'on peut se demander s'il ne s'agit pas d'une clause de style insérée dans l'acte de vente.

L'intérêt que pouvaient avoir certaines personnes à se faire remplacer par quelqu'un aux enchères, est différent suivant qu'il s'agit d'acquéreurs urbains ou ruraux.

Pour ces derniers, il est compréhensible que l'éloignement du chef-lieu de district où se passent les enchères est un handicap sérieux à une époque où les transports ne sont pas particulièrement rapides, et que beaucoup d'entre eux préférèrent charger un Montpelliérain, parent ou ami, de s'occuper de l'acquisition de certains biens qui les intéressent. Mais il est aussi des habitants de Montpellier qui, pour des raisons autres que l'empêchement matériel, préférèrent se faire représenter aux adjudications par un mandataire. C'est surtout le cas des personnes appartenant à la grande bourgeoisie ou à l'aristocratie que la vente des biens de l'église intéresse au plus haut point, mais qui préfèrent ne pas voir leur nom mêlé aux surenchères. Ainsi Roquefeuille et de Frégeville, de même que plusieurs veuves de la bourgeoisie montpelliéraine.

Les personnes qui jouent le rôle d'intermédiaires dans ces ventes appartiennent, en général, à la catégorie des hommes de loi ou à celle des architectes et maçons. Cela n'a rien d'anormal, étant donné que les premiers ont une grande pratique des ventes immobilières et

les seconds sont particulièrement compétents en matière de biens immobiliers bâtis (1).

Il y a aussi d'autres personnes n'appartenant pas à ces 2 catégories dont les noms se retrouvent à un nombre considérable d'adjudications et qui ne gardent pas en leur nom la totalité des biens acquis (2).

Il est d'ailleurs assez difficile de savoir jusqu'à quel point ils ont agi pour autrui et si cela n'est pas plutôt par esprit de spéculation qu'ils ont ainsi cherché à se rendre adjudicataires d'un grand nombre de lots.

Il y a eu là, en effet, une période rêvée pour effectuer de fructueuses spéculations immobilières. Le système des paiements échelonnés, allié à l'inflation, aidait les personnes qui n'avaient pas de disponibilités suffisantes pour s'acquitter immédiatement du montant total des sommes dues. Ainsi, malgré les surenchères parfois énormes, le nombre des acquéreurs déçus pour non paiement des termes échus est-il bien minime ! Une douzaine pour plus de mille ventes effectuées dans les deux districts. Les biens revendus à la folle enchère des acquéreurs déçus n'atteignent pas, en général, le plafond des premières ventes (3).

Voici donc pour ces biens un premier changement de propriétaires dont il est resté trace dans les registres de ventes, mais combien d'autres biens ont été vendus à plus ou moins longue échéance ? La question de la dévolution définitive des biens nationaux est de loin la plus difficile à résoudre et on doit avouer qu'à part quelques rares cas, les mutations ultérieures ne pouvaient être connues qu'en consultant les archives des études de notaires ruraux. Les renseignements que nous avons pour quelques biens nous incitent à penser que les reventes furent très nombreuses.

Ainsi le domaine de Grammont, acquis en 1791 par un dénommé Martin pour le compte de Marc-Antoine Valledéau, ancien conseiller à la Cour des Aides, est revendu en 1793 à Barthélémy Brun, négociant et, en 1796, à Charles-Louis de Frégevill, général de brigade (Albert Leenhardt).

Dans le district de Lodève, certains biens situés sur le territoire de la commune de Compagnan, achetés par des acquéreurs de Lodève, sont revendus à des propriétaires des environs ; ainsi Garrousse, aubergiste, revend le bien qu'il a acquis à Bertrand, de Compagnan, et Counougut, de Saint-Pargoire (Bellugou).

(1) Certains architectes, jouant le rôle d'intermédiaires dans les ventes de biens nationaux, comme Henri et Nougaret, avaient même été chargés par le directoire du district de procéder à l'estimation de certains biens immobiliers bâtis.

(2) Ainsi à Montpellier, Piette Atger et Mathieu Cairal.

(3) Les 2 plus importants concernent : le domaine d'Encivade, à Lattes, acquis par Benoit Coulet, tanneur, vente qui n'atteint que 354.000 livres au lieu de 450.000 livres, et tel bien de l'Ordre de Malte, situé à Nébian, acquis pour 50.000 livres par un boulanger de Nébian, qui n'atteint que 38.000 livres à la folle enchère.

Vente des Biens Nationaux de Deuxième Origine

POUR LE DISTRICT DE MONTPELLIER

La période de liquidation des biens nationaux de deuxième origine s'étend de fin Nivôse, an II (janvier 1794) à Fructidor, an III (septembre 1795). Il a été effectué 621 ventes pendant cette période et l'ensemble des biens vendus représente une valeur de 2.685.000 livres à l'estimation et 6.836.000 livres à l'adjudication.

Si on établit le bilan par année, on obtient les chiffres suivants :

An II : 325 ventes	1.650.000 liv. est.	3.975.000 liv. adj.
An III : 296 ventes	1.035.000 liv. est.	2.861.000 liv. adj.

En l'an II, au cours des mois de Nivôse, Pluviôse et Ventôse, il y a 26 ventes représentant une valeur de 248.000 livres à l'estimation et 480.000 livres à l'adjudication. Ce sont les domaines de Figaret, à Guzargues, sur Lacroix, duc de Castries (56.000 et 110.000) ; 11 biens immobiliers bâtis (165.000 et 303.500), parmi lesquels 10 maisons à Montpellier et un bâtiment rural (9.000 livres) et 14 parcelles de terres (27.800 et 46.500).

Au cours des mois de Germinal, Floréal et Prairial, il y a eu 167 ventes, représentant une valeur de 707.000 livres à l'estimation et 1.966.500 livres à l'adjudication. Ce sont 2 maisons de campagne et 4 domaines (227.000 et 405.000) : les domaines de Villetelle, sur le marquis de Rochemaure ; Puechauroux, à Claret-Ferrières, sur Laroque, industriel ; Ste-Colombe, à St-Géniès, sur le duc de Castries, et un domaine à Lattes, sur Durand, ex-maire de Montpellier.

49 biens immobiliers bâtis (390.000 et 1.043.000 livres), parmi lesquels 27 maisons à Montpellier, 5 à Sète et 17 dans les communes rurales (112.000), 126 parcelles de terres (90.000 et 318.000).

Au cours des mois de Messidor, Thermidor et Fructidor, 126 ventes représentant une valeur de 695.000 livres à l'estimation et 1.745.000 à l'adjudication : 9 domaines et 3 maisons de campagne (294.000 et 710.500), qui sont les domaines des Oliviers, à Bancelles de l'Escalière, à Montaulieu, ainsi qu'une maison de campagne sur Vissec, comte de Ganges ; la métairie du Verdier, à Brissac, sur Duffour ; les domaines de Moulinas, à St-Geniès et Castries ; de Cadenet, à Castries et Sussargues ; de St-Antoine-de-Cadoule, à Mauguio, sur le duc de Castries ; de Mezouls (1), à Mauguio, sur d'Ortoman, et de Camasso, à Assas.

(1) Il est déjà paru un domaine de Mézouls parmi les ventes de première origine. Il s'agissait d'une propriété du séminaire de Montpellier. Avec le Mézouls d'Ortoman, il constitue deux parties de l'ancien domaine du St-Esprit.

Parmi les 24 biens immobiliers bâtis (est. 245.000, adj. 590.000), il y a 12 maisons à Montpellier et 12 bâtiments ruraux. Quant aux 92 lots formés de parcelles de terres, l'ensemble estimé 150.000 livres a été adjugé 445.000.

Pour l'an III, la distinction selon la nature des biens donne les résultats suivants : 7 domaines (683.500 à l'estimation et 1.445.000 à l'adjudication) qui sont les domaines d'Anglas, à Brissac et Agonès, sur Faventine ; 3 domaines à St-Just et Lunel-Viel, sur Durand ; les domaines de Zelargues et Gremian, sur Deydé ; 11 biens immobiliers bâtis (41.250 et 130.500), parmi lesquels des bâtiments ruraux pour 86.000 et 4 édifices à Montpellier pour 43.500 ; enfin, 278 parcelles de terres (310.000 et 1.884.000 livres).

DANS LE DISTRICT DE LODEVE

La liquidation des biens nationaux de deuxième origine s'étend de Pluviôse an II (février 1794) à Ventôse an III (mars 1795).

Il a été effectué 800 ventes pendant cette période et l'ensemble représente une valeur de 683.000 livres à l'estimation et 2.366.000 livres à l'adjudication.

Le bilan établi par année donne les chiffres suivants :

An II : 465 ventes 399.000 à l'estim. 1.094.000 à l'adjud.

An III : 335 ventes 284.000 à l'estim. 1.266.000 à l'adjud.

Pour l'an II, on note la vente de 3 métairies (153.000 et 468.500), qui sont les domaines de Ceyras, sur Lauzières, ci-devant évêque de Blois, de Dio et Valquièrre, et Soubès, sur Fleury, ci-devant duc ; 39 ventes de biens immobiliers bâtis, tous biens ruraux (29.500 et 89.000) ; 424 lots constitués par des parcelles de terres (216.000 et 596.000).

Pour l'an III, il y a parmi les ventes une métairie à Mourèze, sur la veuve Poulpry, ci-devant comtesse (37.000 et 39.000) ; 32 biens immobiliers bâtis (32.500 et 160.000) et 303 parcelles de terres.

Un rapide parallèle entre les ventes de première et deuxième origine nous montre que pour le district de Montpellier, il y a eu 26 domaines et maisons de campagne vendus au titre de biens d'émigrés, contre 36 au titre de biens d'église (2.671.000 et 4.422.000), 95 biens immobiliers bâtis contre 145 (2.070.000 et 2.450.000), mais il y a eu 500 parcelles de terres contre 423 (2.092.500 et 1.225.000).

Pour le district de Lodève, les chiffres de comparaison sont les suivants : 4 domaines au lieu de 8 (447.500 et 576.000), 71 biens immobiliers bâtis contre 42 (249.000 et 75.700), 725 parcelles contre 366 (1.667.500 et 757.000).

A noter qu'il s'agit presque exclusivement de bâtiments de médiocre valeur pour les biens bâtis liquidés à titre de biens de deuxième origine, à l'exception de 2 maisons situées à Lodève, adjugées 33.000. Tandis que parmi ceux de première origine se trouvent 30 immeubles à Lodève qui ont produit 378.000 livres. Chiffres minimes en comparaison de ventes de maisons situées sur le territoire même de la commune de Montpellier ; pour la ville de Montpellier, en effet, il y a eu 104 immeubles vendus à titre de biens d'église (1.064.000 livres) et 45 immeubles vendus comme biens d'émigrés (447.500).

Si on compare maintenant l'ensemble des chiffres fournis par l'étude des ventes des biens de deuxième origine avec ceux des ventes

de première origine, on remarque d'abord que le nombre total des ventes concernant ces dernières est inférieur de 400 à celui des ventes de deuxième origine (1.020 au lieu de 1.420), mais que cette différence ne correspond pas à une augmentation parallèle de la valeur totale des biens vendus. Au contraire, bien que ces ventes de biens d'émigrés aient lieu pendant la période d'effondrement de l'assignat, le montant total des adjudications est, pour les ventes de première origine, inférieures en nombre, supérieur de près de 1 million de livres à celui des ventes de deuxième origine (10.325.000 livres contre 9.188.000 livres). Contradiction apparente seulement, car si l'on dénombre les ventes d'après la nature des biens, on voit qu'il n'y a que 30 domaines et maisons de campagne vendus comme biens d'émigrés contre 44 domaines d'origine ecclésiastique et 166 biens immobiliers bâtis contre 187. C'est-à-dire que les biens qui sont, par leur nature, les plus importants, se trouvent être moins nombreux pour les ventes de deuxième origine.

Par contre, le nombre des lots constitués par des parcelles de terres augmentent de 790 pour les biens de première origine à 1.225 pour ceux de deuxième origine. Si, ensuite, on compare le rapport des superficies des terres qui constituent les domaines avec celles des lots parcellaires, on remarque que les domaines d'origine ecclésiastique occupent une superficie totale vingt fois supérieure à celle des parcelles pour le district de Montpellier, et quatre fois supérieure pour celui de Lodève. Pour les biens de deuxième origine, cette différence en faveur des biens vendus en bloc est encore marquée du coefficient 4 pour le district de Montpellier, tandis que pour celui de Lodève on voit que les superficies de terres vendues par petits lots sont devenues supérieures à celles des propriétés vendues en entier et ceci dans la proportion de 3 et 2.

1° Morcellement

Ceci indique avec des différences notables pour les 2 districts, une accentuation du **morcellement des terres** avec les biens de deuxième origine.

Voté par l'Assemblée dès août 1792, le principe du morcellement des biens confisqués n'avait pas eu d'application effective en ce qui concerne les biens de première origine ; en ce qui concerne Montpellier, il est notable à cet égard qu'aucun des 10 domaines dépendant de l'Ordre de Malte et liquidés au cours de l'année 1793 n'ont été soumis à la loi du morcellement.

Pour le district de Lodève, on remarque 2 divisions qui sont celles de l'abbaye d'Aniane et celle des biens de l'abbaye de St-Guilhem, à Campagnan, et encore s'agit-il de ventes séparées effectuées en exécution d'un arrêté du directoire du département, antérieur à la loi de morcellement.

Les fractionnements des propriétés rurales entrent dans le domaine des réalités avec les ventes de biens confisqués sur les émigrés.

Pour le district de Montpellier, le morcellement n'a été appliqué intégralement que dans de rares cas, lorsque la propriété confisquée ne constituait pas en elle-même une unité d'exploitation, par exemple les 144 sétérées appartenant à Bézard, ex-directeur de la Compagnie des Indes, sur les territoires de la commune de Mauguio, sont vendues en 30 lots de 4 à 7 sétérées. C'est le cas aussi de 132 sétérées vendues à Saussan et qui sont vendues morcelées en 21 lots.

Mais lorsque la propriété ne semble pas pouvoir être divisée « sans préjudice notable pour la Nation », on assiste à l'opération

suivante : une partie considérable de la propriété est vendue en un seul bloc ; elle comprend, avec bâtiments de maître et d'exploitation, une portion de terres variant entre deux-tiers et trois-quarts de l'ensemble du domaine ; le reste est alors divisé en lots de petite superficie. Sur le territoire de la commune de Mauguio, c'est le cas du domaine de Mézouls, d'Ortoman, vendu avec 156 sétérées de terres alors que 2 terres d'une superficie de 45 sétérées sont divisées en 16 lots, c'est-à-dire en parcelles sensiblement égales à un hectare.

On trouve un seul cas de démembrement complet d'un domaine ; il s'agit des propriétés du duc de Castries, dont les 744 sétérées de terres et bois, à Castries, ont été divisées en 105 lots, tandis que les biens immobiliers bâtis en dépendant étaient répartis en 9 lots (détails de ces ventes, deuxième partie).

Mais la plupart des domaines sont encore vendus en entier, par exemple les quatre autres domaines de Cadenet, Assas, Sainte-Colombe et Moulinas, confisqués au duc de Castries.

Il est indéniable que le directoire du département ne s'est pas pressé de donner une pleine efficacité à la loi du morcellement dans les limites de ce territoire. Cette réticence à laisser effectuer le démembrement des domaines ne serait-elle pas due à la présence dans ce directoire même de personnes qui se trouvaient particulièrement intéressées par l'achat de domaines en leur intégralité ? Parmi les acquéreurs de domaine, nous voyons apparaître les noms de David, Barrau, Bruno Laval et Valentin, qui sont des administrateurs du district et qui n'ont évidemment pas eu intérêt à favoriser le morcellement de propriétés qu'ils convoitaient (1).

Au contraire, pour le district de Lodève, seulement 2 domaines sont vendus en entier pendant toute la période de liquidation des biens de deuxième origine. Deux autres sont vendus en conservant une partie des terres autour des bâtiments d'exploitation, c'est le cas des propriétés de la veuve Poulpry, à Mourèze, pour l'ensemble desquelles est conservée une certaine d'hectares de terres et bois vendus ensemble, tandis que 80 hectares sont liquidés en plusieurs lots ; quant à la métairie de Fleury, sur le territoire de la commune de Dio et Valquièrre, elle est réduite à sa plus simple expression et vendue seulement avec 6 hectares de terres autour des bâtiments, alors que 10 hectares de terres ont été séparés et divisés en lots de diverse importance.

Tous les autres domaines d'émigrés ont été morcelés à l'extrême. 56 lots pour 100 hectares et 22 lots pour 70 hectares qui représentent

(1) Notre idée se trouve confirmée par un article de M. Saumade : « Les biens de l'Ordre de Malte », « La vente de domaines de la Commanderie de Montpellier », d'où nous avons extrait ceci qui correspond aux indications données en deuxième partie sur la vente du domaine de Launac.

Les administrateurs du département de l'Hérault, qui se montrent très favorables aux partages de communaux prescrits par la loi du 10 juin 1793, s'indignent de la mauvaise volonté mise par les municipalités à effectuer ce partage. Mais l'un d'entre eux, Cambon père, qui avait des visées sur le domaine de Launac (dépendant de l'Ordre de Malte et situé sur le territoire de la commune de Fabrègue), fait rejeter une demande de morcellement en petits lots faite par la commune de Gigan, contiguë au domaine, et obtient que ce vaste domaine de 1.200 hectares soit vendu en 2 parties seulement, qui seront acquises par lui-même et un autre administrateur, François Tandon,

les superficies des propriétés de la veuve Poulpry, au Bosc et à Saint-Privat ; 91 lots pour 35 hectares, propriétés de Claris, à Saint-Guiraud ; 45 lots pour 15 hectares, de Daudé d'Alzon, à Vendémian et au Pouget ; 125 lots pour 38 hectares de terres cultivables, confisqués sur Lauzières à Ceyras et, à Saint-Félix, ce sont 63 lots pour 21 hectares de ce même Lauzières.

Le résultat financier de cet extrême morcellement dans le district de Lodève fut une majoration des prix d'adjudication sur les prix d'estimation, majoration très supérieure à celle réalisée pour l'ensemble des biens d'émigrés vendus sur le territoire du district de Montpellier où nous constatons seulement une augmentation moyenne de 150 %, tandis qu'il s'agit de 250 % de majoration pour l'ensemble des biens d'émigrés liquidés dans le ressort du district de Lodève. Et pourtant, lorsque dans le district de Montpellier il a été procédé à des morcellements, la majoration sur le prix de vente a été bien supérieure. Pour 55 hectares de vignes et champs divisés en 31 lots, terres confisquées à Lavergne, émigré, sur le territoire de la commune de Montbazin, on enregistre une hausse de 450 % (32.000 et 175.000 livres).

2° Acquéreurs

L'application du fractionnement des terres fut donc favorable aux caisses de l'Etat ; il eut aussi pour résultat de **favoriser les acquéreurs de petites conditions.**

Dans les cas où, si la vente avait eu lieu en bloc, nous aurions sans doute trouvé un seul acquéreur, le plus souvent négociant de la ville, ce sont des dizaines d'acquéreurs locaux, agriculteurs pour la plupart, qui vont profiter de ces ventes.

Dans le district de Lodève, nous voyons cette tendance des agriculteurs à contrebalancer les acquéreurs urbains, tendance déjà marquée pour les biens de première origine où elle correspondait d'ailleurs à la vente d'une quantité importante de lots parcellaires, s'accroître pour les ventes de biens d'émigrés. Ce sont les propriétaires ruraux qui viennent en tête quant au nombre des acquisitions et à leur valeur : 262 agriculteurs acquièrent 535 lots représentant une valeur de 1.360.000 livres contre 238 lots à 68 acquéreurs urbains pour une valeur de 950.000 livres et 27 lots d'une valeur de 45.000 livres à 15 artisans (1).

La catégorie des agriculteurs comprend tous les petits propriétaires domiciliés sur le territoire de la commune des biens vendus ou dans les communes limitrophes et qui profitent des ventes morcelées de biens d'émigrés pour arrondir leurs biens de quelque bout de champ.

Ils contrebalancent aussi les propriétaires urbains dans l'acquisition des domaines, puisque sur 4 domaines vendus à titre de biens d'émigrés, 2 sont acquis par des agriculteurs : Cauvy, de Dio, pour une métairie à Dio (80.000 livres) et Sallet, Ceyras, pour une métairie située sur le territoire de la commune de Ceyras (128.000 livres). Les deux autres métairies sont acquises, l'une par un négociant de Lodève, Rabejac, pour une propriété à Aubégués (200.000 livres) et l'autre par un fabricant de drap, également de Lodève, Fulcrand Martin, pour la métairie de Mourèze (69.000 livres).

(1) Nous avons mis à part cette dernière catégorie qui représente des acquéreurs ruraux, mais dont le métier artisanal ne peut être confondu avec le métier de la terre ; ils sont peu nombreux, ils sont domiciliés dans les gros bourgs de Gignac, Aniane et Clermont.

L'élément bourgeois de Lodève, acquéreur de biens d'émigrés, se trouve être, comme pour les biens de première origine, principalement représenté par des fabricants de drap, négociants, auxquels il faut ajouter les administrateurs du district, des notaires, un officier de gendarmerie, un garde-magasin des fourrages et un curé, qui sont parmi les plus intéressés par les ventes.

En ce qui concerne le district de Montpellier, la prédominance revient encore aux acquéreurs bourgeois, habitants de Montpellier pour la plupart. Pour l'établissement des chiffres ci-dessous, nous avons ajouté aux acquéreurs de Montpellier certains acquéreurs bourgeois domiciliés à Lunel et Ganges.

Pour l'ensemble du district, 116 acquéreurs pouvant être catalogués comme appartenant à la classe bourgeoise, ont acheté 293 lots représentant une valeur de 2.664.000 livres, tandis que 163 acquéreurs ruraux ont acheté 350 lots représentant une valeur de 1.989.000 livres.

Pour l'ensemble des biens vendus sur le territoire du canton de Montpellier, les Montpelliérains l'emportent non seulement par la valeur totale des biens acquis, mais aussi par le nombre des acquéreurs et des lots vendus. 67 acquéreurs bourgeois pour 120 lots d'une valeur de 2.420.000 livres contre 36 acquéreurs ruraux pour 71 lots d'une valeur de 465.000 livres (nous faisons abstraction des acquisitions faites par les artisans dans cette comparaison).

C'est la proximité de la ville qui explique l'intérêt ainsi porté par des citadins à des lots de petite importance ; il y a là une sérieuse concurrence pour les cultivateurs qui, dans les cantons plus éloignés d'un centre urbain, se partagent la presque totalité des terres morcelées.

Pour les cantons de Castries et de Lunel, la prédominance écrasante de la bourgeoisie se manifeste par la vente de plusieurs domaines qui reviennent à des habitants de Montpellier.

Pour Castries, 19 acquéreurs bourgeois se partagent 52 lots (parmi lesquels 4 domaines) pour un total de 420.000 livres, contre 32 acquéreurs locaux qui achètent 82 lots pour un total de 140.000 livres.

Pour Lunel, 8 bourgeois enlèvent 14 lots d'une valeur de 758.000 livres (parmi lesquels 4 domaines), tandis que 48 lots d'une valeur de 52.000 livres reviennent à 14 agriculteurs.

Nous avons déjà énoncé cette idée que la plupart des acquéreurs ruraux qualifiés d'agriculteurs, cultivateurs ou ménagers, seraient des propriétaires fermiers et **non pas des travailleurs de terre salariés**, comme on pourrait le croire. Ces derniers forment une catégorie d'acquéreurs dont la présence aux enchères des biens nationaux est extrêmement rare, mais que l'on trouve cependant dans quelques ventes de parcelles de terres constituant des lots de très minime importance à la fois quant à la superficie et quant à la valeur.

Il faut se souvenir qu'un homme de peine était officiellement rémunéré 30 sols par jour en 1791 et que l'économie d'une centaine de livres pour un travailleur représente un certain effort de capitalisation qui n'est pas dans les possibilités de gens vivant normalement au jour le jour.

Pour les biens de première origine, c'était trois travailleurs de Frontignan qui achetaient 6 lots de quelques ares, dont l'ensemble n'excédait pas le total de 400 livres.

Dans les ventes de deuxième origine, on trouve aussi un exemple d'achats effectués par les travailleurs à Cazilhac où 2 personnes ainsi

qualifiées se voient adjuger de petites parcelles de terres de 5 ares environ, prés ou jardins, dont la mise à prix est de 560 livres (on est en 1795 et les prix ont monté).

Ce prix de 500 livres était d'ailleurs considéré par le législateur comme étant à la portée des simples ouvriers, puisque dans le but de faire accéder le plus grand nombre de petites gens à l'état de propriétaires, l'Assemblée avait donné des facilités particulières de paiement aux chefs de famille non propriétaires, désireux d'acquérir des biens nationaux dont la valeur n'excédait pas 500 livres.

Il y a donc eu, de la part du législateur, un effort sincère pour procéder à une démocratisation de la propriété rurale, mais ce fut un essai avorté (1) à cause de l'obstruction faite par la bourgeoisie commerçante qui occupe à ce moment-là, sur le plan local, presque tous les postes administratifs importants et qui cherche à se faire octroyer les plus beaux morceaux sans morcellement ou qui, par des achats successifs d'un grand nombre de lots, reconstitue à leur profit les biens qui avaient été divisés (2).

3° Annulations

La spéculation sur les ventes semble avoir été intense pour les biens de deuxième origine et de nombreux acquéreurs ont acheté, sans avoir le moindre sou vaillant pour acquitter leur dette envers l'Etat. On rachetait n'importe quoi, n'importe quel prix, en escomptant se procurer l'argent nécessaire au paiement par une revente rapide qui procurerait un bon bénéfice. Mais parfois, les biens ainsi acquis ne trouvaient pas un nouvel acquéreur et c'était, pour l'adjudicataire, la déchéance pour non paiement. Il y a ainsi une douzaine de déchéances pour le district de Montpellier (3).

Le total des ventes annulées est de 45, représentant une valeur de 1.200.000 livres pour le district de Montpellier. Avec le non paiement des déchéances, il est deux autres causes d'annulation des ventes :

(1) Pour le district de Lodève, « l'état des bons délivrés » comprend trois noms seulement. Les bénéficiaires sont trois habitants de Ceyras : Luchaire, Viguier et Vernières, alors que l'état des non propriétaires fourni par cette municipalité s'élève à 35 noms.

Il est curieux de constater que la plupart des communes, surtout les communes pauvres, envoient un état négatif concernant les chefs de famille non propriétaires. « Quoique notre commune possède quelques chefs de famille qui ont du mal à pouvoir vivre, cependant ils possèdent tous ». (Réponse de la municipalité du Puech, dans le district de Lodève. Réponses analogues des municipalités des Combes, de la Valette et d'Arboras). Tous les habitants seraient compris dans le rôle des impositions, mais on n'a pas l'air de trop savoir s'il s'agit de la contribution foncière ou mobilière.

(2) Par exemple, sur 66 lots formés par les propriétés de Fleury, à Aubegues, dans le district de Lodève, un fabricant de drap de Lodève, Mazel, en acquiert 37 à la suite.

Autre exemple, celui-là pour le district de Montpellier : Bruno Laval, administrateur, acquiert 11 parcelles de terres sur les biens du duc de Castries. Ayant acheté en même temps le château de Castries pour 58.000 livres, Laval s'en débarrassera au bout de peu de temps après s'être payé en vendant la majeure partie des arbres du parc, qu'il avait fait abattre.

(3) Parmi les acquéreurs ainsi frappés, on retrouve le nom de Benoit Coulet, tanneur de Montpellier, qui n'avait déjà pas pu payer l'acquisition du domaine d'Encivade, bien de première origine, et qui s'était porté acquéreur d'un autre domaine situé à Lattes, confisqué à Durand. Il est également frappé de déchéance pour la même raison,

d'abord la parenté de l'acquéreur avec l'émigré ou le condamné dont les biens ont été confisqués, ses parents ayant à leur tour leurs biens confisqués. Il en est ainsi pour les biens de Deydé dont les domaines de Zellargues et Grémain, à Cournonsec, avaient été rachetés pour 652.000 livres.

Autre cause d'annulation des ventes : lorsque le bien confisqué et vendu appartenait à une personne inscrite par erreur sur la liste des émigrés. Ainsi Serres, déporté, dont on avait vendu une maison à Montpellier, se voit restituer ses biens par un arrêté du Comité de Sûreté générale. Et Clément Faventine, considéré par erreur comme émigré et rayé définitivement de la liste par arrêté du département du 26 Prairial, an IV (juin 1795), se voit autorisé à percevoir directement les prix des biens vendus entre les mains de l'acquéreur (1).

Si on considère que cette restitution n'a pu être effectuée qu'en papier monnaie déprécié, on conçoit que le fait d'avoir été inscrit à tort sur la liste des émigrés ait été véritablement catastrophique pour les personnes dont l'absence du département se justifiait pour des raisons d'affaires, de santé ou d'intérêt national. N'a-t-on pas cité le cas d'engagés volontaires aux armées qui ont eu la désagréable surprise de trouver leurs biens vendus à leur retour de la guerre ?

4° Propriétaires dépossédés

La liste des émigrés du département dont la confiscation des biens fut décrétée, comprend 214 noms, dont 76 pour les districts de Béziers et Saint-Pons et 138 pour ceux de Montpellier et Lodève.

Le district de Montpellier vient en tête avec 114 noms, tandis qu'il n'y en a que 24 pour celui de Lodève. Sur l'ensemble, 60 seulement possèdent des biens immobiliers et 42 eurent leurs biens vendus aux enchères pendant la période de liquidation des biens d'émigrés qui s'étend jusqu'en 1796.

A part quelques grosses fortunes immobilières dont les détenteurs sont pour la plupart des personnes ne résidant pas normalement dans le département et appartenant à l'aristocratie du sang ou à celle de l'argent, on remarque, en ce qui concerne le département de l'Hérault et les districts de Montpellier et Lodève en particulier, une énorme majorité de personnes appartenant au tiers-Etat sur la liste des émigrés et condamnés. Ce sont surtout des artisans et des bourgeois dont la fortune immobilière est bien restreinte, souvent même inexistante. Les prêtres insermentés dont les biens sont aussi assujettis à la confiscation, sont au nombre de 27 pour le district de Montpellier et de 4 pour le district de Lodève. Il s'agit seulement des prêtres déportés possédant des biens immobiliers, petites propriétés de quelques hectares, dont l'importance ne peut être mise en parallèle avec celle, considérable, des propriétés d'une dizaine d'émigrés ou condamnés, propriétés qui, à elles seules, représentent en valeur les quatre cinquièmes des biens vendus sur tous les autres.

Ces personnes sont au nombre de 11 pour le district de Montpellier : le duc de Castries, Chaumont-Guitry, le marquis Deydé, le mar-

(1) Il s'agit du domaine d'Anglas, situé à Agonis et adjugé 206.000 livres à Lours, négociant de Montpellier, ainsi que de quelques terres situées sur le territoire de Brissac.

Ce Faventine est le frère et légataire universel d'un fermier général et il semble qu'en raison de l'importance de sa fortune, on se soit empressé de le coucher sur la liste des émigrés, sans approfondir la raison de son absence du département.

quis de Rochemaure, le comte d'Ortoman, le comte de Ganges, Vissec, maréchal de camp ; Laval-Garnier, capitaine de chasseurs à cheval ; Bézard, directeur de la compagnie des Indes ; Claris, président de la Cour des Aides ; Guignard, intendant de la province du Languedoc et Durand, maire de Montpellier. Pour le district de Lodève, on relève cinq noms de gros propriétaires fonciers dépossédés, qui sont le duc de Rosset, le comte Daudet d'Alzon, la comtesse veuve Poulpry, l'évêque de Blois, Lauzières et Hillaire Rosset, officier au régiment de Vendôme.

VENTES EFFECTUEES A PARTIR DE PRAIRIAL AN IV (juin 1796)

Il est un certain nombre de biens d'émigrés dont la vente ne sera réalisée qu'en 1796 et qui seront liquidés selon diverses procédures de ventes. En 1796, l'assignat définitivement avili a été remplacé par le mandat-territorial dont la destinée sera encore moins brillante puisque son effondrement sera l'affaire de quelques mois. Il n'est plus question de préoccupations d'ordre social dans l'esprit du législateur qui cherche seulement le meilleur moyen de faire rentrer de l'argent.

A partir de Prairial an IV, les ventes ont eu lieu sur estimation et **sans enchère**, au chef-lieu du département qui est devenu le point important de centralisation des ventes effectuées jusque là, à chaque chef-lieu de district.

En l'an V, **on revient aux enchères**. Mais avec ou sans enchères, le résultat financier de ces ventes fut désastreux parce que ces biens, souvent estimés en dessous de leur valeur, furent payés en monnaie dont la valeur s'effondrait chaque jour en raison de l'inflation. Le seul fait d'accorder un échelonnement des paiements équivalait à un cadeau fait aux acquéreurs.

Ainsi furent dilapidés les biens nationaux encore invendus de première et deuxième origine ; les ventes effectuées au directoire du département de l'Hérault s'élèvent à 550 environ pour les 2 districts mais il y a peu de biens immobiliers importants. Pour les biens d'origine ecclésiastique, ce seront surtout des presbytères, des églises, des cimetières, des paroisses rurales. Il y a aussi quelques biens immobiliers bâtis des anciennes congrégations religieuses et quelques parcelles de terres dépendant des curés et fabriques de villages. Comme biens dépendant des communes, il y a des terrains, des fours et maisons communes des villages ; on vend même des maisons servant d'écoles. On note aussi quelques biens de médiocre valeur dépendant de la liste civile. Les biens d'un certain Proussain-Lagrey, ex-administrateur des subsistances militaires, dont les biens sont vendus en raison du fait qu'il est, comme Joubert, ex-trésorier de la province de Languedoc, reliquataire envers le Trésor.

Les seuls lots d'importance sont constitués par des propriétés confisquées aux émigrés. Il y en a quatre : le domaine du Rou, sur le duc de Castries (74.000) ; le domaine de St-Paul, à Mèze, sur Vintimille (124.000) ; le tiers d'un domaine à Poussan, propriété indivise entre les trois frères Franc, dont l'aîné est émigré (sa part est rachetée 30.000 par un des frères) ; le domaine de Montlaur, sur Cambacérès, de Murles, dont les enchères, parties de 27.000, atteignent le chiffre astronomique de 951.000 francs-mandats. Le bénéficiaire de la vente fut un financier de Montpellier, du nom de Destouches ; les 2 autres domaines passent aussi entre les mains de bourgeois montpelliérains.

Le système des ventes au directoire du département favorise les habitants de la ville de Montpellier, qui acquièrent la majorité des biens tant dans le district de Montpellier que dans celui de Lodève.

Certaines personnes n'ont d'ailleurs dans ces achats que les rôles d'intermédiaires, et agissent soit pour des habitants de communes rurales soit, ce qui est nouveau, au nom de diverses associations de rentiers de Montpellier.

VENTE DES BIENS APPARTENANT A LA CAISSE D'AMORTISSEMENT

Ces ventes ont eu lieu de 1807 à 1819, d'abord au chef-lieu du département, pour tout le département. De 1807 à 1811, il y a seulement 9 lots vendus : 3 pour l'arrondissement de Lodève et 6 pour celui de Montpellier et il s'agit de parcelles de quelques ares ou de bâtiments en mauvais état ; ensuite, de 1817 à 1818, il y a encore 3 autres ventes insignifiantes au chef-lieu du département.

Mais, de 1813 à 1817, c'est aux chefs-lieux des arrondissements que s'effectuent les 565 ventes de biens liquides, en vertu de la loi du 20 mars 1813 (425 à Montpellier, 160 à Lodève).

Il s'agit presque exclusivement de biens communaux dont l'importance est grande au point de vue de la superficie, mais qui n'ont pas beaucoup de valeur, étant constitués surtout d'étendues non cultivables : garrigues, hermes, marais. La plupart sont vendus en bloc, mais certains terrains communaux défrichés sont divisés en un nombre considérable de lots : à Villeveyrac, 21 hectares sont vendus en 80 lots ; à Gigean, 21 hectares forment 117 parcelles, vendues en 62 lots ; à Loupian, 10 hectares forment 95 parcelles, vendues en 66 lots ; à St-Bauzille, 4 ha. 50 forment 15 lots.

Dans certains cas, les biens communaux qui devaient être vendus morcelés, sont mis en bloc aux enchères à la demande des acquéreurs ; ainsi, à St-Geniès, 30 hectares divisés en 117 parcelles et formant 40 lots, sont vendus ensemble, de même à St-Guilhem où 1.651 hectares de garrigues, divisés en 15 lots ; à St-André, pour 461 ares de garrigues, il est procédé à la réunion des lots avec l'autorisation de M. le Préfet.

On ne trouve pas d'enchères bien disputées. Il est vrai que nous sommes sous l'Empire et la Monarchie, en période de stabilité monétaire ; la plupart des lots sont vendus à leur prix d'estimation au premier offrant et il faut même, parfois, baisser le prix de mise aux enchères pour que celles-ci puissent avoir lieu ; il en est ainsi pour le domaine de la Communauté, à Marsillargues, qui est le lot le plus important de toutes ces ventes au point de vue valeur (95 hectares de terres cultivables) : mis à prix 180.000 fr, celui-ci dut être abaissé à 114.000 fr. pour qu'il y ait une offre. Pour la vente d'un moulin à huile de Soubès, c'est le maire de la commune qui fait une offre pour « donner de l'élan aux prétendants », qui ne semblent pas du tout empressés de surenchérir.

Il est vrai que les bonnes terres très rares dans ces ventes sont liquidées un bon prix. Par exemple, 4 ha. de vignes à Cournonterral, se vendent 25.300, alors qu'à la même époque les 2.626 ha. de garrigues de la commune de Frontignan trouvent preneur à 31.000 francs.

Les acquéreurs de ces biens peuvent se diviser en deux catégories : toutes les petites parcelles sont acquises par les gens de l'endroit, agriculteurs pour la plupart, mais les lots importants sont encore adjugés aux gens de la ville, négociants ou gens de robe (des Conseillers à la Cour d'Appel de Montpellier semblent s'être spécialement

intéressés à la question). Comme pour les ventes de biens de première et deuxième origine, les intermédiaires jouent ici un rôle important. Pour les petits lots vendus en grand nombre sur le territoire d'une commune, nous voyons un ou deux habitants du village (Villeveyrac), se déplacer à Montpellier et faire des offres sur tous les lots, pour tel ou tel de leurs concitoyens, en général déjà fermiers de la terre mise aux enchères. Ils se trouvent seuls, de sorte qu'il n'y a pas d'enchères et que 80 lots peuvent être adjugés dans l'après-midi. Pour les lots importants, nous trouvons aussi ces spécialistes des enchères qui viennent là dans l'espoir de réaliser quelque bénéfice sur les opérations de vente et qui cèdent leur place à un ou plusieurs acquéreurs définitifs (Belus jardinier, Caizergues avoué à Montpellier). Il en est aussi qui, habitant au chef-lieu, se portent acquéreurs pour un ami habitant d'un village pour lui éviter le déplacement.

Au point de vue social, il n'est pas évident que cette cession définitive des biens communaux à des particuliers ait sérieusement aggravé la situation des habitants pauvres des communes rurales, car la plupart de ces terrains vacants étaient déjà affermés, comme nous l'avons indiqué ; toutefois, comme cela s'était produit pour la vente de certains biens d'église (1), les protestations des habitants des communes et des municipalités se faisant leur interprète, furent très nombreuses. Pourtant, nous devons nous méfier des termes pathétiques (2) employés par certains maires pour plaider la cause de leurs administrés, car ces ventes portent sur des terrains affermés dont le prix est porté au budget de la commune, ces ventes constituant donc pour eux la perte d'un revenu communal.

Certaines ventes stipulent que le droit de « lignerage en faveur des habitants de la commune » n'est pas réservé (garrigues de Murviel), ce qui implique que ce droit existait jusque-là. C'est donc une affirmation du droit exclusif de propriété qui est la conclusion des atteintes portées par la Révolution à la propriété collective.

(1) Ce sont par exemple les habitants de St-Jean-de-Cuculle qui jouissaient pratiquement du droit d'aller couper du bois et des broussailles dans les garrigues dépendant de l'évêché. Ce sont par exemple des habitants de Castelnau qui, en 1793, se voient infliger une amende de 50 livres par le tribunal civil pour avoir « dépu et mangé l'herbe ». Dans le devois du Sablas, acquis par le citoyen Rouchet, alors que les habitants du lieu affirment avoir toujours eu le droit de « dépaître sur lesdits fonds » (Q. 665). (Sur la question, V. « La vaine pâture en Languedoc au XVII^e siècle », Apollis).

(2) Entre autres, le maire de la commune de Ganges fait observer que « Le devois communal est la ressource des malheureux qui, en tout temps, l'ont joui en commun pour l'usage des buis et souches de bois bâtard pour leur chauffage : il est la ressource des pauvres et s'ils en sont privés, leur situation sera encore plus triste ».

CONCLUSIONS

En faisant procéder aux ventes de biens nationaux, le législateur avait eu la double intention de remplir les caisses de l'Etat, tout en permettant l'accession à la condition de propriétaires du plus grand nombre possible de gens susceptibles de faire des partisans du nouvel ordre politique.

Nous n'insisterons pas sur le **résultat financier** de l'opération qui fut déplorable pour toute la France ; la majoration des prix parfois énorme résultant des enchères n'ayant pas compensé la perte immense subie par l'Etat du fait de l'avalissement du papier monnaie.

La démocratisation de la propriété rurale, autre espoir déçu. Très peu de travailleurs sont devenus propriétaires fonciers, grâce aux ventes de biens nationaux, dans notre région. C'est la petite propriété rurale, déjà très répandue, qui sort territorialement renforcée de la révolution. La vente des biens nationaux a permis à la classe laborieuse de petits propriétaires terriens d'accroître leurs biens des parcelles de terres confisquées sur les émigrés ou le clergé des campagnes. Il est curieux de remarquer qu'une fois rassurés, par la Restauration, sur la légitimité de leurs acquisitions, ces bénéficiaires ou leurs descendants sont devenus, en bien des cas pour notre contrée, « fervents défenseurs du trône et de l'autel ».

La plupart des domaines ont été vendus en entier et leur acquisition est venue renforcer l'importance déjà grande de la bourgeoisie des villes.

Je ne dirai rien de nouveau en énonçant cette idée que ce sont les bourgeois qui ont été les grands bénéficiaires des ventes de biens nationaux. Ce sont eux qu'on retrouve, après la Révolution, possesseurs des domaines dont a été dépossédé le clergé et une partie de la noblesse. Notons qu'il ne s'agit pas de rentiers, mais de gens qui ont gagné leur fortune en travaillant dans le commerce et l'industrie, et parmi eux on remarque un nombre important de protestants pour qui la Révolution constitue véritablement une émancipation politique et dont le rôle ira croissant dans les affaires publiques.

Révolution politique et non pas sociale, comme on a prétendu ; cela est incontestable si on considère en particulier le fait que les dirigeants les plus déterminés de la Convention sortaient de la bourgeoisie et furent des partisans inconditionnels de la propriété individuelle, considérée par eux comme la base essentielle de la société. Certains ne dédaignant pas, à l'occasion, de faire l'acquisition de quelques beaux domaines vendus comme biens nationaux (1).

(1) Ainsi nous avons vu le conventionnel Cambon, originaire de Montpellier, acquérir avec son père et ses frères les splendides propriétés du Terral, à St-Jean-de-Védas et de Launac, à Fabrègues.

On peut même affirmer que cette période marqua une régression de la propriété collective et donc une diminution des possibilités économiques des non propriétaires qui voient leurs droits restreints au fur et à mesure de l'appropriation par les particuliers de terres jusqu'à la portée de tous.

Enfin, au point de vue foncier, quelle a été l'importance des biens nationaux vendus ?

Dans le district de Montpellier, pour une superficie totale de 177.692 hectares, il y a eu 9.215 hectares vendus comme biens nationaux ce qui représente seulement une moyenne de 5 %. La superficie totale des biens de première origine représente 3,2 % avec 5.995 hectares et ceux de deuxième origine 1,8 % avec 3.220 hectares. Pour le district de Lodève, cette moyenne tombe à 2,5 % pour l'ensemble ; il y a 3.557 hectares vendus comme biens nationaux sur 142.450 hectares, les biens de première origine y rentrent pour 1,7 % avec 2.441 hectares et ceux de deuxième origine pour 0,8 % avec 1.116 hectares.

On peut considérer que « si ces moyennes ne sont pas plus élevées pour les districts de Béziers et Saint-Pons », le département de l'Hérault fut peut-être la région de France où la superficie totale des biens immobiliers non bâtis confisqués sur le clergé et les émigrés était la plus faible (1) ; et c'est sur ce point que nous pensons avoir apporté quelques éléments nouveaux à l'histoire générale des ventes de biens nationaux en France.

En ce qui concerne les biens communaux vendus au profit de la Caisse d'Amortissement, il semble au contraire qu'ils sont dans l'Hérault assez importants, puisqu'ils représentent, avec 10.230 hectares, 3,1 % de la superficie totale des districts de Montpellier et Lodève, pour lesquels la proportion est respectivement de 3,8 % avec 6.583 hectares et de 2,8 % avec 3.702 hectares. Mais il y a lieu de rappeler qu'il s'agit presque uniquement d'étendues non cultivables (landes, garriques, marais), alors que la plupart du temps il s'agit de bonnes terres pour les biens de première et deuxième origines.

(1) Nous nous sommes référés à certains chiffres fournis pour d'autres régions et concernant uniquement les biens du clergé. Le pourcentage serait pour eux seuls de 28 % dans l'Artois, de 15 % dans le Berry et de 4 % dans le Sud-Ouest.

DEUXIEME PARTIE

Ventes par Cantons et Communes

District de Montpellier BIENS DE PREMIERE ORIGINE

CANTON DE MONTPELLIER

Commune de Montpellier :

165 ventes de biens immobiliers bâtis et non bâtis

Montant total des estimations 1.447 000 livres

Montant total des adjudications 2.952.000 livres

A) Nature des biens vendus :

1° 104 biens immobiliers bâtis : maisons, couvents, églises (11 églises et chapelles, 12 maisons et maisons conventuelles, 81 maisons), l'ensemble, estimé 1.064.000 livres, a été vendu 2.311.000 livres ;

2° 11 enclos et jardins d'une superficie totale de 284 sétérées ; l'ensemble, estimé 116.000 livres, a été vendu 205.000 livres ;

3° 6 domaines et maisons de campagne d'une superficie totale de 865 sétérées ; l'ensemble, estimé 113 000 livres, a été vendu 206.000 livres ;

4° 24 terres, champs et vignes d'une superficie de 172 sétérées ; biens estimés 54.500 livres, vendus 120.000 livres ;

5° 17 terrains et vacants d'une superficie de 10 sétérées ; biens estimés 48.000 livres, vendus 110.000.

B) Origine et situation :

1° Religieux Grands-Carmes : 7 maisons rue Poitevine, 3 rue Dauphine, 1 porte du Peyrou et 1 rue des Carmes-Déchaussés ; 1 jardin au tènement de la Trousse, 1 olivette à Boutonnet, 1 terre et 1 vigne au tènement du Gros-Olivier, l'église et la maison des religieux Grands-Carmes, l'ensemble des adjudications s'élevant à 171.500 livres ;

2° Religieux Carmes-Déchaussés : église, maison et jardin au faubourg Saunerie : 53.000 livres ;

3° Religieux Augustins, 6 maisons : 2 rue Puits-des-Esquilles, 2 rue Vignogoul, 2 isle Saint-Augustin, 1 jardin à côté des Recollets, 1 maison de campagne et 1 jardin le « Petit Versailles », 1 propriété au Verdanson, le tout vendu 132.000 livres ;

4° Religieux Dominicains, 5 maisons : 3 rue Verrerie, 2 rue du Calvaire, couvent et église isle Saint-Mathieu, couvent à Celleneuve, jardin et maisonnage au Prédicadoux, 1 boutique place Notre-Dame-des-Tables, le tout vendu 77.000 livres ;

- 5° Religieux Cordeliers : maison et église faubourg de Lattes, grand jardin aux Aiguerelles : 99.000 livres ;
- 6° Religieux Capucins : couvent, église et jardin : 40.000 livres ;
- 7° Religieux Recollets : jardin et enclos : 18.500 livres.
- 8° Religieux Trinitaires : 1 maison rue Saint-Paul, 1 vigne à Figuerolles et 1 terre à Saint-Mos : 10.200 livres ;
- 9° Bénédictins d'Aniane : maisons rue Vieille-Intendance et chemin de Lavérune : 74.500 livres ;
- 10° Frères des Ecoles Chrétiennes : 1 maison plan de l'Olivier : 20.300 livres ;
- 11° Religieuses Sainte-Catherine. 6 maisons : 3 rue des Soldats, 1 rue St-Guilhem, 1 faubourg du Courreau, 1 rue de l'Ecole-Mage, 1 terrain divisé en 10 parcelles rue St-Guilhem, terrains et champs au tènement du Gabian, église, maison et jardin des religieuses, le tout vendu 155.000 livres ;
- 12° Religieuses de la Merci, 6 maisons : 3 rue Ste-Catherine, 3 rue de la Merci, 1 vigne au tènement du Gabian, 1 vigne à Figuerolles, enclos et vacants rue de la Merci : 52.000 livres ;
- 13° Religieuses Visitation Sainte-Marie : 5 maisons rue Blanquerie et Arc-des-Mourgues, domaine Ste-Claire-de-Las-Torres au tènement du Rafegou : 89.000 livres ;
- 14° Religieuses Ste-Ursule, 9 maisons : 4 rue Ste-Ursule, 2 rue Blanquerie et 3 rue Chapelle-Neuve : 68.000 livres ;
- 15° Religieuses Vignogoul : 1 maison : 70.000 livres ;
- 16° Religieuses St-Charles : 2 maisons isle St-Charles : 48.000 livres ;
- 17° Religieuses de la Providence : 2 maisons isle Pénitents-Blancs : 48.000 livres ;
- 18° Religieuses de la Miséricorde : 2 maisons rue Montpelliéret : 112.000 livres ;
- 19° Religieuses Sœurs-Noires : 2 maisons isle Grande-Loge et rue Saint-Paul : 46.000 livres ;
- 20° Religieuses du Refuge : 3 maisons et 1 vigne : 69.000 livres ;
- 21° Congrégation de l'Oratoire : 1 maison et domaine du mas de Grille : 55.000 livres ;
- 22° Œuvre de la Propagande : 1 maison : 62.000 livres ;
- 23° Paroisses : églises Ste-Anne et St-Denis, cimetière St-Denis : 164.000 livres ;
- 24° Chapelles : St-Sépulcre, St-Michel, Notre-Dame-de-Bethléem : 3 maisons rue Terral, rue Verrerie et rue du Palais et 1 terre : 17.500 livres ;
- 25° Pénitents-Blancs : maison, chapelle et jardin donnant sur l'Esplanade : 57.000 livres ;
- 26° Evêché : moulin de l'Evêque, sur le Lez : 24.000 livres ;
- 27° Chapitre Saint-Pierre : 3 maisons place de la Canourgue et rue Saint-Pierre, 1 maison de campagne à St-Martin-de-Prunet, domaine de Montaubéron, maisons curiales de Montels et Montaubéron, église et cimetière aux bords du Lez, terres, vignes et maisonnage à Puech-Pinson : 110.000 livres ;
- 28° Séminaire : le moulin du Roy sur le Lez et le domaine de Grammont : 101.000 livres ;
- 29° Curé de Celleneuve : 1 maison et 1 aire : 3.000 livres ;
- 30° Ordre de Malte : 2 enclos du Grand et Petit-St-Jean, 2 champs faubourg St-Denis, 98 sétérées, le tout 120 500 livres ;
- 31° Hospice Saint-Eloi : 2 maisons rue Blanquerie et plan d'Encivade : 78.500 livres ;
- 32° Hôpital Général : 3 maisons rue Blanquerie et porte du Peyrou : 49.000 livres ;
- 33° Corps des marchands de Montpellier : 1 maison isle Grande-Loge : 45.000 livres ;
- 34° Corps des Chirurgiens de Paris : 1 maison isle Petite-Loge et 1 champ : 26.000 livres ;
- 35° Collège de droit de Montpellier : 1 maison place Chapelle-Neuve : 90.000 livres ;
- 36° Domaine du Roy : 1 maison rue Trésoriers-de-France, maison de l'hôtel de la Monnaie, 1 vacant et 1 terre à la Citadelle : 294.000 livres ;

37° 2 maisons rue Trésoriers-de-France appartenant à feu Joubert, trésorier de la province de Languedoc, biens devenus nationaux en exécution d'une transaction passée entre les commissaires de la Trésorerie nationale et la veuve Joubert, approuvée par décret de la Convention ; biens vendus : 232.000 livres.

C) Acquéreurs :

Ceux-ci sont au nombre de 109, parmi lesquels 36 marchands et négociants, pour 47 ventes représentant une valeur totale de 1 430.000 livres (prix d'adjudication) : Puech, Vialan, Fabre, Vézian, Gaujoux, Fajon, Brun, Guinard, Pontier, Sue, Barrandon, Lonjon, Lablache, Andriel, Icard, Poutignon, Marioge, Tandon, Baderon, Léonard, Montels, Coste-Mourgues, Gaussel, Reboul, Delon, Teyssières, Caire, Granier, Jean David, Lajeune, Roudier, Banne, Balestrier, Chauliac, Atger et Agard.

4 veuves de la bourgeoisie et du négoce ayant acquis 4 lots d'une valeur totale de 272 000 livres : Jeanne Serre, veuve Sadde ; Anne Bardy, veuve Soubeyran ; Louise Delon, veuve Redon ; Elisabeth Crassous, veuve Roche.

17 artisans acquéreurs de 17 biens représentant une valeur de 78.500 livres : 4 menuisiers : Clauzet, Charpentier, Hébrard, Aloux ; 4 tonneliers : Bayol, Cobrat, Lanson et Soin ; 2 jardiniers : Apolis et Galavieille ; 2 boulangers : Coste et Rigal ; 1 charpentier : Tufféry ; 1 serrurier : Bergeret ; 1 voiturier : Durand ; 1 bridier : Mourgues ; 1 tanneur : Rouzeau.

10 architectes, maçons et plâtriers, acquéreurs de 27 lots d'une valeur totale de 350.000 livres : 4 architectes : J.-P. Nougaret, Chauvet, Donnat et Henry ; 3 plâtriers : Dessale, Roulier, Coste ; 3 maçons : Boué, Icard et Fraïsse.

7 hommes de loi acquéreurs de 10 lots d'une valeur de 190 500 livres : 2 notaire : Bonfils et Boude ; 4 avoués : Faradèche, Boudou, Marques, Tesses ; Lèquepeys, ancien conseiller à la Cour des Aides.

5 fonctionnaires de district, acquéreurs de 6 lots d'une valeur de 40.800 livres : Jacques Poitevin, trésorier du district ; Bonnier, administrateur ; Faure, juge de paix ; Roussel, ingénieur des Ponts et Chaussées et Fargeon, en tant que représentant de la municipalité.

2 travailleurs, acquéreurs de 2 lots d'une valeur de 14.500 livres.

1 ménager : 1 lot d'une valeur de 3.000 livres.

28 personnes dont la situation sociale n'est pas mentionnée .

40 lots d'une valeur de 431.000 livres : Azais, Babet, Poujoulac, Fournel, Dur, Armand, Fadat, Pierre David, Vessier, Boulaber, Cairoche, Pellier, Liquier, Rabinet, Gasc, Combemale, Laurent, Davranche, Espinas, Garimont, Cayles, Esprit, Bouys, Walras et Roustau.

4 étrangers à la commune acquéreurs de 5 lots d'une valeur de 121.750 livres : Coustol, bourgeois de Vendémian ; Amblard, ménager de Mauguio ; Gervais, habitant de Poussan ; François Martin, de Saint-Bauzille-de-Putois.

Commune de Castelnau-le-Lez :

10 lots provenant :

a) Du séminaire : 4 lots vignes, devois, champs et remise : 14 sétérées (est. 3.400, adjud. 5.450) ;

b) Grands Carmes : 1 vigne de 7 sétérées (1.050-1.850) ;

c) Chapelle St-Pierre : cure et couvert : 125 sétérées (400) ;

d) Fabrique du lieu : 2 champs : 11 sétérées (270-590) ;

e) Prieur du lieu : 2 champs : 32 sétérées (3.925-6.690).

Soit un total de : 75 sétérées (est. 8.770, adjud. 14.940).

Ces 10 lots ont été partagés entre 7 acquéreurs dont 6 de Montpellier : Allut, négociant (2 lots) ; Rochet, juge de paix (2 lots) ; Viel, architecte (1 lot) ; Rame et Jeanjean (1 lot) ; 1 de Castelnau, acquéreur d'un champ vendu 160 livres.

Commune de Clapiers :

Chapitre St-Pierre : champs et hermes : 14 sétérées (est. 600, adjud. 11.000), à Gourgas, négociant à Montpellier ;

Chapelle St-Antoine : plusieurs terres : 20 sétérées (1.225-4.900), à Rame, habitant de Montpellier.

Soit un total de : 34 sétérées (est. 1.825, adjud. 15.900).

Commune de Lattes :

4 domaines comprenant champs, vignes, prés et bâtiments d'exploitation :

a) 1 domaine dépendant du Chapitre St-Pierre : 350 sétérées (est. 60.000, adj. 80.200), acquis par Benoit-Roux, financier, citoyen de Montpellier ;

b) 1 domaine dépendant du Chapitre St-Sauveur : 125 sétérées (16.000-38.000), acquis par Jean Allut, négociant, habitant de Montpellier ;

c) 1 domaine dépendant de l'Ordre de Malte, commanderie de Barbentane, le domaine de Soriech : 885 sétérées (61.000-140.000), acquis par Martin Campredon, bourgeois de Montpellier ;

d) Domaine d'Encivade, dépendant du collège de Montpellier : 384 sétérées (64.300-354.000), acquis par Pierre Coste-Mourgues et Jean Billière, négociants de Montpellier. Soit une total de : 1.744 sétérées (est. 201.900, adj. 616.500).

5 biens, champs et prés, aux chapelains titulaires de diverses chapelles : St-Pierre, Notre-Dame-de-Las Torres, Notre-Dame-de-la-Pitié, Notre Dame-du-Paradis : 87 sétérées (est. 6.840, adj. 10.395) ;

4 champs et prés dépendant du Chapitre St-Pierre : 11 sétérées (2.000-2.650) ;

3 champs dépendant du collège de Montpellier : 38 sétérées (25.700-45.000) ;

2 champs religieuses Ste-Catherine : 23 sétérées (4.200-7.400) ;

1 champ séminaire : 17 sétérées (1.475-2.700) ;

1 pré dépendant du Prieur de Saturargues : 21 sétérées (3.200-10.175).

Soit un total de : 190 sétérées (est. 43.415, adj. 78.320).

Ces 16 lots ont été adjugés à 12 acquéreurs. Les plus importants à Jean Séranne et Barrandon, négociants à Montpellier, et Mourgues, bridier à Montpellier : 4 lots vendus 55.000. Viennent ensuite Benoit-Roux, financier ; Benoit-Coulet, tanneur ; Mathieu Cairal, marchand fripier ; Nougaret, architecte ; Babot, Roudier, Bertrand, Moreau et Bonneville, tous de Montpellier.

Commune de Pérols :

Château et 34 sétérées de terres dépendant du chapitre St-Pierre, biens estimés 10.340 et vendus 18 000 à Coste, plâtrier, pour Ribau, marchand parfumeur de Montpellier.

Commune de Cournonsec :

Champs, vignes, olivettes : 20 sétérées, dépendant du chapitre St-Pierre, biens estimés 3.720, vendus 3.745 à Alexis Germain, négociant de Montpellier.

Commune de Cournonterral .

Maisons et 2 sétérées de terres dépendant du chapitre St-Pierre (est. 295, adj. 470) ;

Maisons et terres dépendant de la chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié (200-6.525) ;

La chapelle des Pénitents-Blancs (875-1.550), acquéreurs : Escarry, de Montpellier : Jean Massol et Cabanis, de Cournonterral.

Soit au total : (est. 1.370, adj. 8.545).

Commune de Fabrègues :

2 domaines dépendant de l'Ordre de Malte, commanderie du Grand-St-Jean :

1^o Domaine de St-Jean-de-Clapasses : 3.600 sétérées, dont 690 en terres cultivables, vignes et prés, 2.910 en bois et garrigues, estimés 75.000, adjugés 172.000 à François Tandon, bourgeois de Montpellier ;

2^o Domaine de Launac : 4.400 sétérées, dont 1 200 en terres cultivables, vignes et prés et 3.136 en bois et garrigues, estimés 155.000, adjugés 274.000 à Joseph Cambon père, négociant à Montpellier ;

1 pré de 15 sétérées dépendant du Domaine, estimé 8.000, adjugé 11.900, acquis par Delon, négociant à Montpellier.

Prieuré du lieu : 3 lots, maison, église et ferraial (est. 275, adj. 575) ;

Chapitre St-Pierre, maison et cazal (1.550-1.700) ;

Chapitre d'Avignon, chapelle Saint Martin (150-1.025).

Totaux pour ces dernières ventes : (est. 1.975, adj. 3.300). Tandis que pour les domaines on a les totaux : (est. 230.000, adj. 446.000).

Les acquéreurs de ces derniers lots sont Jacob Montaud, de Montpellier ; Guillaume Merle et Rose de Jouie, de Fabrègues.

Commune de Saint-Georges-d'Orques

Evêché de Montpellier, terrains et ferraial : 1 sétérée, 200 livres, à Saint-Pierre, maire de St-Georges.

Commune de Grabels :

Domaine de la Soucarède au monastère des religieuses du Vignogoul de Montpellier : 2.877 sétérées, dont 2.800 en garrigues et bois, plus 350 bêtes à laine, estimés 20.000 et adjugés 48.000 à Henri Duplatre, pour François Œuf, de Montpellier,

Chapitre St-Pierre : 1 champ de 7 sétérées et un petit mas estimés 1.315, vendus 2.545 à Larrieu, chirurgien à Celleneuve, et Babot, pour Antoine Sallet, de Montpellier.

Commune de Saint-Jean-de-Vedas :

Domaine du Terral, dépendant de l'évêque de Montpellier : 3.530 sétérées de champs, vignes, olivettes, prés et garrigues, plus bâtiments d'habitation et d'exploitation, estimés 56.000 livres, adjugés 131.000 livres à Pierre Cambon fils, négociant à Montpellier, membre du directoire du district ; 1 maison dite « la boucherie de la belle », sur le chemin de Lavérune, estimée 480, vendue 510 à Pierre Cambon, tant pour lui que pour ses frères Joseph, Jean et Auguste : « Joseph Cambon père, ici présent, a accepté ladite déclaration ».

Commune de Lavérune :

Le château et domaine de Lavérune, aux évêques de Montpellier : 864 sétérées, dont seulement 60 de garrigues, le reste en prés, champs, vignes, olivettes, plus 40 sétérées de parcs et jardins, clos de murailles, château et maisonnage, estimés 210.000 livres, adjugés 241.000 à Louis Pégat, de Montpellier, pour Jean-Jacques Brunet, négociant.

Chapitre St-Pierre : 1 maison estimée 2.600, vendue 4.000 à Benoit Coulet, pour Etienne Guizard, de Lavérune.

Chapelle Notre-Dame-de-Bethléem : 2 terres 5 sétérées, estimées 550, vendues 1.225 à Mathieu Guéral, marchand fripier à Montpellier.

Commune de Juvignac :

Eglise et cimetière de la paroisse, estimés 1.220, vendus 34.700 à Bousquet, pour François Œuf, cultivateur,

Commune de Murviel-les-Montpellier :

1 aire d'un demi-sétérée dépendant de l'évêque de Montpellier, vendue 320 à Deleuze, de Murviel.

Commune de Pignan :

Domaine de Vignogoul appartenant aux religieuses du monastère Vignogoul, de Montpellier : 190 sétérées sur le territoire de la commune de Pignan, et 70 sur la commune de Murviel, estimé 27.000, adjugé 50.000 à Rabinet, de Montpellier.

Chapelle des Pénitents-Blancs, estimée 480, adjugée 1.600 à Azais de Pignan.

Commune de Saussan :

Domaine des Bénédictins de la Chaise-Dieu, en tant que prieur de Saussan : 25 sétérées, estimé 6.000, adjugé 6.600 à Giniez, négociant de Saussan ;

2 lots de champs et vignes : 25 sétérées (5.200-7.000), à Bonnier, ménager de Saussan. Soit au total : 50 sétérées (11.200-13.600).

CANTON DE SETE

Commune de Sète :

Eglise des Pénitents, estimée 1.000, adjugée 1.100 à Delmas, maçon de Montpellier.

Moulin à vent de la manufacture des tabacs, estimé 2.940, vendu 25.000 à Fulcrand Sue, négociant à Montpellier.

CANTON DE FRONTIGNAN

Commune de Frontignan :

Chapitre St-Pierre, 4 lots : moulin à huile, tinal, écuries et maisonnage, estimés 1.224, adjugés 5.330 à 3 acquéreurs : Bertrand, notaire à Mauguio ; Lablache, négociant à Montpellier et Reboul, de Frontignan.

Biens de chapelains titulaires de diverses chapelles : champs, herme, vignes et 1 magasin : 12 carterades en 20 lots ; l'ensemble, estimé 4.600, est vendu 8.935 à 12 acquéreurs : François Thomas, notaire à Frontignan (3 lots) ; François Poudroux (2 lots), Gachon, Fabre, Peyronnet, Argellies, Poulhe, Durand, Moure, Kunholtz, Bruguère, de Frontignan (2 lots). A noter la présence de 3 personnes qualifiées de « travailleurs » : il s'agit de Lacombe, Mauran et Chastan, acquéreurs de 6 lots représentant une valeur de 400 livres.

Commune de Balaruc :

Chapitre St-Pierre, champs et prés : 36 sétérées, estimés 6.800, adjugés 10 500 à Auguste Delon, négociant à Montpellier.

Curé du Lieu : 2 sétérées de vignes, estimées 400, adjugées 475 à Paulet, habitant de Balaruc.

Commune de Mireval :

Chapelle St-Michel : 30 sétérées de terres en 13 parcelles et 1 maison, le tout estimé 2.725, vendu 3.025 à André Atger, de Montpellier.

Chapelle St-Jean, 3 champs : 3 sétérées et demie, estimés 100, adjugé 105 à Garonne, de Mireval.

Domaine de la Couronne : 1 enclos estimé 400, adjugé 450 à Bredin, de Mireval.

Biens de la commune : moulin à huile et maison, estimés 2.300, adjugés 47.800, acquis par Durand, voiturier de Montpellier et Bonniol, de Mireval, pour la maison adjugée 5.600.

Commune de Vic :

Chapitre St-Pierre : 1 maison estimée 600, adjugée 1.000.

Pénitents-Blancs, chapelle et vignes : 2 sétérées, est. 450, adj. 4.325.

Bien de la commune, moulin à huile : estimé 6.000, adjugé 21.000 ; acquéreurs : Lacombe, maire ; Jeanjean et Boude, habitants de Vic ; Bonnier, de Montpellier.

Commune de Villeneuve-les-Maguelonne :

3 domaines dépendant du chapitre Saint-Pierre :

1^o Domaine de Maurin et Aresquiers : 1.823 sétérées, sur les communes de Villeneuve et de Lattes, estimé 521.250, adjugé 610.000 à Pierre Montels, bourgeois de Montpellier ;

2^o Domaine de Capitoul : 186 sétérées (85.300-134.000), à Jacques Poitevin, trésorier du district ;

3^o Domaine des Isles de Maguelonne et de l'Esclavou : 450 sétérées (48.550-60.100), à Michel Lautier, citoyen de Montpellier.

1 domaine dépendant de l'Ordre de Malte, commanderie du Grand-Saint-Jean, le mas d'Andos : 192 sétérées, sur les communes de Villeneuve et Murviel (17.200-37.300), à Jean Alexis, citoyen de Montpellier.

L'ensemble de ces 4 domaines, d'une superficie totale de 2.651 sétérées, a été estimé 652.300 et adjugé 841.400.

Four et vacants dépendant de l'Evêché (1.300-1.550).

3 maisons et 22 sétérées de terre du collège de Montpellier (4.000-25.000).

Chapelle et cimetière des Pénitents (490-3.050),

5 champs de 36 sétérées dépendant de la chapelle Notre-Dame (2.850-4.325).

Soit 7 lots adjugés à Pascalet, de Montpellier ; Etienne Cambon, Valat, Héraud, tous de Montpellier, et Vassas, qui acquiert le four pour le compte de la commune de Villeneuve-les-Maguelonne. Au total : estimations 8.190, adjudications 33.925.

CANTON DE MAUGUIO

Commune de Mauguio .

6 domaines, 2 dépendant du séminaire :

1^o Domaine de Mézouls : 274 sétérées et maisonnage (18.000-20.300), adjugé à Jacques Poitevin, trésorier du district ;

2^o Domaine de St-Martin, comprenant château, maisonnage et 479 sétérées (41.800-70.000), adjugé à Pierre Séran, ménager de Mauguio ;

3^o Un domaine dépendant du chapitre St-Pierre, maisonnage, cour, jardin et 38 sétérées et demie de terres cultivables, adjugé 10.000 à Bourdარი, tailleur à Montpellier, soumissionnaire ;

4^o Le domaine d'Auroux, dépendant du chapitre de la Trinité, maisonnage, cour, jardin et 19 sétérées de terres (5.400-5.575), à Accariès, homme de loi à Montpellier ;

5^o Le domaine de Vauguière, dépendant de l'Ordre de Malte, commanderie du Grand-Saint-Jean : 2.565 sétérées de champs, prés, vignes et hermes (270.000-350.000), à Michel Nouguiér, négociant à Montpellier, cédé à Combes, négociant à Sète ;

6^o Domaine de 143 sétérées, dépendant de l'Evêché (25.000-43.600), à Bézard, négociant à Montpellier.

L'ensemble de ces 6 domaines, d'une superficie totale de 3.518 sétérées, a été estimé 370.000 et adjugé 499.500.

Sœurs-Noires de Montpellier, 5 lots : 4 vignes de 14 sétérées et demie, maisonnage et jardin (5.155-11.675). Les 4 lots, vignes, ont été acquis par Jean Borie, maire de Mauguio (4.475) et l'autre lot par Antoine Valette, de Montpellier (7.200).

Diverses chapelles : St-Claude, St-Pierre, Ste-Catherine, 4 lots champs et prés : 95 sétérées (11.549-19.799) ; acquéreurs : Pierre Rochet, de Montpellier, pour le lot le plus important de 65 sétérées, adjugé 14.000 ; Jean Huc, agent de change ; Paleyra, de Montpellier, et Ducros, ménager de Mauguio.

Séminaire : 5 lots de terres, 84 sétérées (11.550-18.375).

1 terre appelée « la Comdamine » : 49 sétérées en champs et 15 sétérées en prés, au total 64 sétérées (9.900-14.000), à Mathieu Cairal, agissant pour Pierre Rochet, bourgeois de Montpellier.

4 différentes terres de 20 sétérées (4.350-4.375) à Paleyra fils, de Montpellier
Evêché : four et remise (2.100-2.200) à Amblard, ménager à Mauguio.
pellier.

Curé du lieu : ferrajal, 3 quartes (300-340), à Coste, p^lâtrier de Montpellier.

Confrérie du St-Sacrement, champs et ferrajal : 1 sétérée (750) à Jean Borie, maire de Mauguio. Soit un total général de 3.655 sétérées (423.900-544.000).

Commune de Saint-Aunès :

1 lot de 20 sétérées de terres en friches aux trinitaires de Montpellier, adjugé 75 livres à Cabannes, ménager de St-Aunès.

Commune de Candillargues :

2 lots : 88 et 34 sétérées, soit au total 122 sétérées de vignes et prés, dépendant du curé du lieu, le tout estimé 3.000 et adjudgé 9.000 à Antoine Coulondre, menager d'Aigues-Vives.

Commune de Lansargues .

3 domaines :

1^o Domaine d'Arboras, aux religieuses Visitation Ste-Marie de Montpellier : 350 sétérées, sur le territoire des communes de Lansargues et Valergues (30.000-32.000) à Tesses, homme de loi de Montpellier ;

2^o Domaine St-Denis, du chapitre St Pierre de Montpellier : 35 sétérées prés et champs (5.200-9.000) à Rousselier, négociant à Lunel ;

3^o Domaine de St-Jean-Ginestet, dépendant de l'Ordre de Malte, commanderie de St-Christol, maisonnage et 243 sétérées de champs (49.600-80.2000) à Benoit Coulet, tanneur à Montpellier. Au total : 628 sétérées (84.800-121.200).

Fabrique du lieu, 9 prés et champs : 23 sétérées (6.000-16.400).

Chapitre St-Pierre, 4 lots : sol, cimetière et vacants (170-1.975).

4 acquéreurs se partagent ces 13 lots : Aigoïn, négociant à Montpellier (1); Castilhon, de Montpellier (6) ; Langlade et Favar, de Lansargues ; Lauret, colassier, et Rouchet, ménager de Lansargues. Soit au total, pour la commune, 16 lots de 3 domaines (90.700-149.500).

Commune de Mudaison :

2 domaines, biens de feu Joubert, ci-devant trésorier de la ci-devant province de Languedoc :

1^o Domaine de Valignac : 224 sétérées de terres cultivables sur les communes de Mudaison et Mauguio, 175 de vignes, 20 de terres et 20 en olivettes ; sa fabrique d'eau-de-vie, comprenant 6 pièces dans lesquelles se trouvent 6 grandes chaudères en cuivre, des cuves de pierre (contenance : 400 muis), 8 cuiviers en bois (contenance : 8 muis chacun), 2 pressoirs et 17 foudres en bois du Nord vernissés de 5 muis chacun ; les bâtiments comprennent la maison de maître et la ménagerie, écurie, grenier, cuves vinaïres et basse-cour ; le domaine est estimé 142.000 et adjudgé 185.000 à Agneau Pouget, pour Delours et Chassary, négociant à Montpellier ;

2^o Le domaine du Bosc : 531 sétérées, dont 250 en vignes, 150 en terres labourables, le reste en hermes et bois, avec les maisonnages (216.970-320.500) à Delours et Chassary, négociant de Montpellier. Total pour les 2 domaines : 755 sétérées (359.000-487.500).

Curé du lieu : 8 différentes terres, 10 sétérées (2.000-3.400) à Louis-Michel Castelnaud, négociant à Montpellier.

Abbé Calages, vicaire de Cournonterral : 8 terres, 16 sétérées (3.000-3.900) adjudgées à Mathieu Guéral, marchand à Montpellier.

1 vigne de 42 sétérées, dépendant de feu Joubert (21.000-30.000) à Fraïsse, maçon de Montpellier. Total pour la commune : 823 sétérées (385.000-524.000).

CANTON DE CASTRIES

Commune de Castries :

Domaine de Baumièrre, territoire de Castries et Vendargues, dépendant de l'Ordre de Malte, commanderie du Grand-Saint-Jean, d'une superficie de 661 sétérées (41.000-101.300) à Jean Arribat, de Castries (pour son ami élu ou à élire).

Abbé Cambacérès, de Castries : maisonnage et 2 sétérées de champs (1.700-2.175) à Rédier, de Castries.

Biens de la commune, cimetière et creux à fumier (170-885) à Raymond Caizergues, administrateur du district. Au total : (1.870-3.050).

Commune d'Assas :

1 maison et 4 terres dépendant de la chapelle St-Sébastien (240-510) à Lablache, négociant de Montpellier,

Commune de Baillargues :

Chapitre St-Pierre : 3 champs (825-1.000) à Pralon, homme de loi de Montpellier.

Chapelle de l'Hostie, maison et jardin : 22 sétérées champs (4.300-7.725).

Paroisse de Lairargues : chapelle, cimetière (300-4.100) à André Pomier, habitant de Montpellier.

Commune de Saint-Brès :

Chapitre St-Pierre : 1 terre 8 sétérées et demie (250-1.000) à Merle, habitant de Saint-Brès.

Commune de Buzignargues :

3 champs, 16 sétérées, au curé du lieu (2.175-4.310) à Etienne Cambon, de Montpellier ; Volle et Bauquier, de Buzignargues.

Commune de Saint-Drézéry :

Domaine de St-Drézéry, « ci-devant Joul, par le prévôt de la cathédrale St-Pierre de Montpellier », comprenant 417 sétérées, dont 110 en terres cultivables et 88 en vignes, le reste en bois et garrigues (26.600-50.100) à Claris, procureur, habitant de Montpellier.

Prieur du lieu, terre et jardin : 41 sétérées (3.300-7.625) à François Lablache, de Montpellier, pour Boubounoux, ménager de St-Drézéry. Au total : 458 sétérées (29.300-57.725).

Commune de Petit-Gallargues :

Curé du lieu : 1 champ de 4 sétérées (450-550) à Bardon, de Castelnau.

Confrérie du St-Sacrement : 1 maison (800-1.425), à Clément, de Gallargues. Au total : (1.250-1.975).

Commune de Saint-Geniez-des-Mourgues :

Prieuré du lieu : 6 terres de 28 sétérées (2.500-5.700) à Mathieu Guéral, fripier, et Gaudin, sellier à Montpellier.

Commune de Guzargues :

Prieuré du lieu : un petit domaine de 25 sétérées, olivettes, champs, vignes, prés. « Il en est fait distraction d'un champ de 108 dextres, environnant le jardin du curé, afin de parfaire le demi arpent royal accordé aux curés pour leur jardin » (2 400-3.300) à Etienne Valat, plâtrier de Montpellier.

Commune de Saint-Jean-de-Cornières :

13 parcelles de champs : 27 sétérées, dépendant de la dominicature du lieu, à 5 acquéreurs : Laroque pour 6 lots et Rouveyroles, de St-Drézéry ; Berger (5 lots) et Rivière, de St-Jean-de-Cornières ; Delon, négociant de Montpellier. Total des estimations : 1.880 et des adjudications : 2.220.

Commune de Saint-Hilaire :

Prieur du lieu : 8 pièces de terres, 12 sétérées (1.150-2.000).

Chapitre St-Pierre : 1 terre de 6 sétérées (660-1.260) à Mathieu Guéral, fripier, et Jean Mourgues, bridier de Montpellier. Au total : 18 sétérées (1.810-3.260).

Commune de Jacou .

Prieur du lieu : 2 terres, 9 sétérées (1.200-1.485) à Jean Dumas, de Montpellier, pour Pierre Dumas, ménager de Jacou.

Commune de Montaud :

5 terres, 17 sétérées, dépendant du curé du lieu (2.000-5.600) à Laroque, de Saint-Drézéry.

Commune de Restinclières

Terres 11 sétérées, dépendant du curé du lieu (2.400-4.425) à Jean Causse, de Restinclières.

Commune de Sussargues :

Curé du lieu : 1 champ, 5 sétérées (610-850).¹

Chapitre Ste-Anne : 1 maison (1.100-2.475) à Marioge, négociant à Montpellier, et Langlade, ménager de Sussargues.

Commune de Vêrargues :

Domaine de Viala, dépendant de l'Ordre de Malte, commanderie de Saint-Christol : 50 sétérées de terres cultivées (7.000-15.500) à Jean Abric, habitant de Lunel.

1 terre de 4 sétérées, dépendant du prieur du lieu (318-650) à Coste, plâtrier de Montpellier.

Commune de Villetelle :

1 aire dépendant du chapitre de Nîmes, adjugée 72 livres à Pierre Fournel, de Villetelle.

CANTON DE LUNEL

Commune de Lunel :

Capucins de Lunel, maison conventuelle et jardin en 3 lots, le tout : (20.400-31.875) à Louis Pigot, négociant à Lunel ; Jean Durand, négociant à Lunel, et Bézard, marchand de Lunel.

Carmes-Déchaussés : 2 maisons et 1 église, le tout estimé 7.250, adjugé 7.505, à Faure, homme de loi à Montpellier, pour Pigot, négociant à Lunel.

Pénitents : église en 2 lots (13 800-35.500) à Ménard et Joubert, ménager de Lunel.

Prieuré du lieu : 2 vignes, 10 sétérées (2.000-3.300) à Trémolet et Jean Durand, négociant à Lunel.

Ordre de Malte, commanderie du Grand-St-Jean, à Montpellier : 16 parcelles de champs, au total 46 cartérades.

Total des estimations : 44.5550 et des adjudications : 65.575, à 10 acquéreurs de Lunel : Jean Gauthier, négociant, pour 5 lots ; Miaulet, fenassier, pour 2 lots ; Charron, droguiste, pour 1 lot ; Rouet, négociant ; Castel, ménager ; Runel, Joujoux et Pellet, citoyens de Lunel, également pour 1 lot.

Au total, pour la commune, 8 ventes de biens immobiliers bâtis, représentant une valeur de : 41.450-74.880) et de 18 lots de terres, représentant une valeur de : (46-650-68.875). Soit un total général pour la commune de : (87.000-143.755).

Commune de Boisseron :

Différentes terres, champs et prés : 71 sétérées, dépendant du prieur du lieu (2.450-5.025) à Mathieu Gairal, marchand de Montpellier,

Commune de Saint-Christol :

2 domaines dépendant de l'Ordre de Malte, commanderie de St-Christol, au total : (85.100-156.200) :

1^o Le domaine de St-Christol, comprenant 154 sétérées de terres (35.000-60.100) à Marc-Antoine Bazille, négociant à Montpellier ;

2^o Le domaine de la Bruyère, de 910 sétérées (50.000-96.000) à Jean Astruc, juge de paix.

2 bois :

a) 1 bois de 340 sétérées (28.000-45.000) ;

b) 1 bois de 276 sétérées (21.500-58.000), dépendant de l'Ordre de Malte.

Au total pour les bois : 616 sétérées (49.500-103.000) à 2 acquéreurs : Marc-Antoine Bazille, négociant, et Babot, citoyen de Montpellier.

27 lots de terres dépendant des Ursulines de Sommières : 14 vignes, 39 sétérées et demie (4.250-6.765) ; 9 champs, 13 sétérées et demie (1.850-2.740) ; 2 oli-

vèttes, 1 sétérée et demie (100-182) ; 1 terre, 11 sétérées (2.000-3.100) ; 1 maison avec jardin, 4 sétérées (1.250-1.375). Au total : 68 sétérées (9.450-14.155).

Ces 27 lots ont été adjugés entre 6 acquéreurs : Jallouin, Arnaud, Astier, de St-Christol ; Barnabé et Fournier, de Montpellier ; Galavielle, officier municipal de Montpellier, s'adjuge 18 lots. Total général pour la commune : 1.748 sétérées (144.000-273.350).

Commune de Saint-Just :

Visitation Ste-Marie : plusieurs champs, 69 sétérées (14.500-16.100).

Prieuré du lieu : plusieurs vignes, 19 sétérées (10.500).

Ordre de Malte : 1 champ, 3 sétérées (1.000-1.225). Le premier lot a été adjugé à Chambe, de Montpellier ; le deuxième à Nicolas, de Bordeaux ; le troisième à Ploton, de Montpellier. Au total : 91 sétérées (26.000-27.325).

Commune de Lunel-Viel :

Chapitre St-Pierre : mazet et aire (1.000-6.000).

Chapelle St-Jean : bois, champs, vignes, 3 sétérées (375-1.000).

Prieuré : 1 vigne, 3 sétérées (210-1.300).

Fabrique du lieu, église et cimetière (350-2.650).

Ces 7 lots ont été adjugés à 6 acquéreurs : Poussigues et Capmal, agriculteurs de Lunel-Viel ; Trémolet, Miaulet, Poussigues, tonnelier ; Pinède, jardinier de Lunel. Au total : 10 sétérées (1.935-10.950).

Commune de Marsillargues :

2 domaines :

1° Le domaine de Prédicadoux, dépendant des religieux dominicains de Montpellier, d'une superficie de 90 cartérades (39.500-54.600) à Jean Benoit, négociant à Montpellier ;

2° Le domaine de St-Jean-de-Cornilhac, dépendant du chapitre d'Alès, 191 cartérades (110.000-138.100), à Louis Maigre, négociant à Nîmes,

Ordre de Malte : 17 champs, 62 cartérades plus 26 sétérées (28.540-35.695) à 7 acquéreurs, tous de Marsillargues : Bassaget, maire, pour 5 lots ; Astruc, notaire, pour 3 lots ; Angès, médecin, pour 2 lots ; Féline, Aigoïn, Daumas, Lacombe, de Marsillargues.

1 moulin bladier sur le Vidourle, appelé le « Moulin Bernard » (18.000-26.000) à Louis Lunel, de Lunel.

1 terre de 6 cartérades (3.000-7.100) à Jean Mourgues, de Montpellier.

Chapelle de l'Hostie : 3 champs, 5 cartérades (2.100-3.900), à Massip et Féline, de Marsillargues. Total général pour la commune de Marsillargues : 354 cartérades (192.000-265.400).

Commune de Saint-Nazaire :

Chapitre Ste-Anne : 1 lopin de terre (340-460) à Favard, procureur, de Montpellier.

Chapitre Trinité : maison et jardin (900-3.700) à Pascal, avoué, de Montpellier, pour Pagès, ménager, de Saint-Nazaire.

1 pré dépendant du domaine (160-225) à Héraud, bourgeois de Lunel. Au total : (1.300-4.385).

Commune de Saturargues :

Plusieurs pièces de terres, 14 sétérées, dépendant de la dominicature du lieu (1.600-2.000) à Chabanel, ménager de Saturargues.

Commune de Saussines :

Plusieurs terres : 10 sétérées, dépendant du curé du lieu (1.200-2.325) à Compan, ménager de Saussines,

Commune de Saint-Sériès :

Prieuré du lieu : 8 terres, 25 sétérées (2.500-5.700), à Mathieu Gairal, de Montpellier.

Ordre de Malte : 1 moulin bladier sur le Vidourle, appelé « Moulin de St-

Christol » : « Ledit moulin allant et virant et ayant tous ses attrait » (12.000-17.000) à Mathieu Gairal, de Montpellier.

Commune de Teyran .

1 champ d'une demi-sétérée et 1 aire dépendant de la dominicature (75-85) à Pierre Flottes, de Montpellier.

Commune de Valergues :

2 vignes, 4 sétérées, dépendant du curé du lieu (430-4.900) à Pierre Flottes, de Montpellier.

Commune de Vendargues

Chapitre St-Pierre : maison et champs (1.900-3.425).

Chapelle St-Théodorit : maison et terres (1.300-2.600) à Etienne Richard, ménager de Vendargues, et André Belen, bourgeois de Poussan.

CANTON DE SAINT-MARTIN-DE-LONDRES

Commune de Saint-Martin-de-Londres :

Curé de St-Martin : 2 prés (4.000) à Viel, architecte à Montpellier.

Curé de Cazevielle : champs et prés, 5 sétérées (2.240-4.025) à Bancal, de Montpellier.

Curé du Frouzet : vignes et prés, 3 sétérées (700-925) à Salager, de St-Martin

Abbé d'Aniane : un devoi de 375 sétérées (2.700 10.100).

Bénédictins de St-Guilhem : maison, moulin et 375 sétérées en devoi (11.700-15.200).

Chapelles : 2 terres de 10 sétérées (4.550-9 650).

Ces 3 derniers biens ont été adjugés à Roux, de St-Martin ; Etienne Boulet, de Notre-Dame-de-Londres, et Bancal, de Montpellier. Soit au total pour la commune : (27.850-33.700).

Commune de Saint-André-de-Buèges :

Curé du lieu : 1 lopin de 4 dextres (17-23) à Py, chirurgien du lieu.

Chapitre St-Pierre : 1 terre de 15 sétérées (1.500-1.675) à Olivier, de Montpellier.

Commune du Mas-de-Londres :

1 champ de 2 sétérées et demie, dépendant de Joubert, adjugé 150 à Théron, de Cabrillac.

Commune de Notre-Dame-de-Londres :

Abbé Paulet : 1 maison (800-1.625).

1 bois taillis de 50 sétérées (7.000-12.100).

Plusieurs terres : 7 sétérées et 60 sétérées en devoi (1.050-1.800), adjugées à 3 acquéreurs : Louis Marre, procureur, de Montpellier ; Antoine Mayran, de Montpellier, et Viel, architecte, de Montpellier. Total pour la commune : 117 sétérées (8.850-15.525).

Commune de Pégaïrolles :

Chapitre St-Pierre : 1 champ d'une sétérée et demie (120-165).

Curé du lieu : creux à fumier (37) à Pierre Flottes, de Montpellier, et Hubac, officier municipal, de Pégaïrolles.

Commune de Viols-le-Fort :

Bénédictins d'Aniane : aire et écurie (300).

Chapelles du Rosaire, du Chapelet et de l'Hostie : 8 biens, vignes, hermes et champs, 32 sétérées et demie (5 935-6.035) ; plus une maison (600-1.300). Au total : (6.835-7.635), à 4 acquéreurs de Viols-le-Fort : Claparède, notaire, pour 3 lots ; Alexis Soulas, officier municipal, pour 3 lots ; Durand, charbonnier, pour 2 lots, et Rigal.

CANTON DES MATELLES

Commune des Matelles :

Chapelle St-Roch et chapelle du Rosaire : 21 sétérées de champs et champs et vignes (910-975) ; 100 sétérées de bois (120-2.375) ; 2 maisons (400-455). Au total : 11 lots (1.530-3.805), à 4 acquéreurs des Matelles ; Lafon, Mazauric, Gros, maire, et Calage, ménager.

Commune de Saint-Bauzille-de-Montmel :

2 pièces terres et devois, 35 sétérées, dépendant des religieuses Visitation Sté-Marie de Montpellier (3.100-5.100) à Bergeon, ménager de St-Bauzille.

Commune de Saint-Clément :

Curé du lieu : 4 champs, 12 sétérées (1.125-2.100) à François Ricome, de Montpellier.

Bénédictions d'Aniane : champs et devois, 5 sétérées (290) à Pascal, du Moulin de Laffoux.

Evêché de Montpellier : le Moulin de Laffoux (6.800-16.300) à Bonfils, notaire de Montpellier. Total : (8.200-18.600).

Commune de Saint-Gély-du-Fesc :

1 aire dépendant du prieur (110-140) à un ménager de St-Gély.

Commune de Murles :

5 lots : prés et champs, 8 sétérées, dépendant du prieuré du lieu (870-1.300) à Nicot, ménager, et Martinier, habitants de Murles.

Commune de Prades-le-Lez :

7 pièces : terres et champs, 27 sétérées et demie, dépendant du curé du lieu (4.250-5.700) à Jean Auverny, de Montpellier.

Commune de Vaillauques :

Domaine de la Fenouillède, dépendant des religieuses du monastère Vignogoul, de Montpellier, comprenant maisonnage, 49 sétérées en champs, 1.200 sétérées en bois et devois et 350 bêtes à laine (25.000-30 000) à Jean Audran, papetier, de Montpellier.

Religieuses Visitation Ste-Marie : 59 sétérées de bois (1.025-3.100) à Coste, pour Pierre Nicot, habitant de Murles.

75 sétérées en hermes et devois (1.550-2.925) à Reboul, pour Vassal, habitant de Montarnaud.

Curé du lieu : champs et jardin (3.000-3.500) à Jean Audran, de Montpellier.

Commune de Saint-Vincent-de-Barbeirargues .

1 herme d'une sétérée, dépendant du prieur du lieu (450-510) à Paul Ali-bert, ménager de St-Vincent,

CANTON DE CLARET

Commune de Claret :

Prieuré de Claret : 5 parcelles champs, 12 sétérées et demie (2 200-2.600) à Lacan, Bringuier et Jean, maire de Claret, plus 1 terre de 8 sétérées (3.825-5.000) à Bringuier, de Claret.

Commune de Campagne

10 parcelles de terres, d'une surface de 25 sétérées, dépendant du curé du lieu (1.500-2.600) à Babet, de Montpellier, pour Jacques Quissac, ménager de Garrigues.

Commune de Ferrières :

9 parcelles, champs, olivettes, vignes, de 8 sétérées et demie, dépendant du

prieuré du lieu (310-880) à Viala, maire, pour 6 lots, et Cabanne, de Ferrières, 3 lots.

Commune de Fontanès :

Domaine de Puech-Arnaud, aux Dominicains de Montpellier : 50 sétérées de terres (8.950-15.200) à Sérane, de Montpellier, pour Jacques Coulet, ménager, de Fontanès.

Prieuré : maison et jardin (350-1.460), à Ferrier, de St-Bauzille-de-Montmel.

Commune de Garrigues :

Olivettes, champs et paran : 6 sétérées (540-1.000) à Jean, de Garrigues Coulet, de Garrigues, et Puech, négociant, officier municipal de Montpellier.

Commune de Lauret :

Plusieurs terres : 1 sétérée, dépendant du curé du lieu (300-600) à Teissier, ménager de Lauret.

Commune de Sauteyrargues :

Terres et prés : 7 sétérées, dépendant du prieuré (2.600-2.900) à Rouvière, ménager de Vacquièr.

CANTON DE GANGES

Commune de Ganges :

Curé de Ganges : 1 champ de 4 sétérées (1.700-2.050) à Villaret, négociant, de Montpellier.

Curé de St-Martin-de-Londres : 1 champ de 3 sétérées (2.400-3.700) à Poujol, boucher de Ganges.

Religieux Cordeliers de Ganges : maison conventuelle et jardin d'une sétérée et demie (11.450-11.600) à Guillaume Granier, négociant, de Montpellier.

Religieux Capucins de Ganges : maison conventuelle et 3 sétérées de jardin (14.549) à Dominique Pouget, négociant à Ganges.

Commune d'Agonès :

Dominicature du lieu : 3 pièces terres, 2 sétérées (700-1.000) à Rouvière, ménager, d'Agonès.

Commune de Saint-Bauzille-de-Putois :

Evêché de Montpellier : 2 champs, 5 sétérées et 1 four, à Laurens, homme de loi de St-Bauzille, pour les parcelles champs, et Ducayles, acquéreur du four pour la commune (2.800-4.825).

Chapelle St-Antoine : maison, bois et jardin (1.250-1.715) à Bougette, de St-Bauzille-de-Putois, et Delacombe, de Montpellier.

Commune de Brissac :

Fondation des Ames du Purgatoire : 1 champ d'une sétérée (200-500) à Coste-Mourgues, négociant à Montpellier.

Commune de Cazilhac :

Chapelle St-Georges : 2 champs, 2 sétérées et demie (1.000-3.100) à Bancal, maire de Cazilhac.

Curé du lieu : 1 terre, 2 sétérées et demie (3.010-3.050) à Gounelle, ménager de Cazilhac.

Commune de Corniès :

Curé du lieu : 1 terre d'une sétérée et demie (767-783) à Etienne Boulet, ménager de Notre-Dame-de-Londres.

Commune de Laroque :

Prieuré : bois et devois, 4 sétérées et demie (150-335) à Franck Durand, dit

« Vinaigre », de Montpellier, et Religieux Cordeliers de Granges : 1 vigne de 3 sétérées et demie (2.000-3.300) à Gaubert, fabricant de bas de Laroque.

Commune de Montaulieu :

Dominicature du lieu : champs et devois, 66 sétérées (3.190-6.075).

CANTON DE MEZE

Commune de Bouzigues :

Prieuré : 4 champs et vignes, 12 sétérées et demie (2.610-7.800) et 1 champ clos de murailles (400-925).

Eglise des Pénitents (1.400-1.450).

Lots adjudés à Maurras, maire de Bouzigues ; Tudez (propriétaire limiotrophe), de Bouzigues et Flottes, citoyen de Montpellier.

Commune de Gigean :

Religieuses Visitation Ste-Marie : abbaye et biens fonds en dépendant (9.000-29.000) à Accariès, homme de loi, de Montpellier.

Evêché de Montpellier : château et prés (2.500-6.000). Les lots dépendant de l'évêché sont achetés par Viel, architecte, pour Henri Roquefeuille, capitaine de dragons.

Curé du lieu : différents biens (1.600-1.400) à Pellegrin, de Montpellier.

Commune de Montbazin :

Chapelle Notre-Dame : maison et vignes, 9 sétérées (4.000-10.600) à Cabanis, de Montpellier.

Chapelle St-Jean : 1 vigne de 14 sétérées et 1 maison (3.190-5.400) à Gélibert, négociant, de Montbazin.

Commune de Poussan :

Chapelle des Cabannes : 4 vignes (675-8.425) à Tessier, maçon, et Dehaud, habitants de Poussan.

1 moulin dépendant de la commune (18.750-142.000) à Grenier, habitant de Poussan.

BIENS DE DEUXIEME ORIGINE

CANTON DE MONTPELLIER

Commune de Montpellier :

61 ventes de biens immobiliers bâtis et non bâtis	
Montant total des estimations ...	648.000 livres
Montant total des adjudications	1.611.000 livres

Nature des biens vendus : 45 maisons :

L'ensemble des estimations est de 580.000 livres, et celui des adjudications de 1.340.000 livres : 13 terres, champs, vignes et olivettes, d'une superficie totale de 94 sétérées (33.500-134.000) ; 3 maisons de campagne, avec 88 sétérées de terres (36.600-137.000).

Origine de ces biens :

A) 30 proviennent des biens de prêtres émigrés et déportés, au nombre de 13 : Coulomb, Théron, Cambon, Euzet, Rey, Niboulet, Poussigues, Pélissier, Ratier, Jouve, Chiffre, Martel et Rouel.

Ces biens représentent une valeur de 509.000 livres au total des enchères : 279.000 livres pour 16 maisons à Montpellier, 137.000 livres pour 3 maisons de campagne et 93.000 livres pour 11 terres, vignes, champs, olivettes, d'une superficie de 72 sétérées ;

B) 31 proviennent de biens confisqués aux émigrés et condamnés civils, au nombre de 15 : Claris, ci-devant président de la Cour des Aides : 4 maisons (131.300) ; Deydé, ci-devant marquis : 2 maisons (92.500) ; Bézard, ci-devant directeur de la Compagnie des Indes : 2 maisons (149.300) ; Guignard, ci-devant intendant de la province de Languedoc : 2 maisons et 1 enclos (96.300) ; Durand, ex-maire de Montpellier : 1 champ et 3 maisons (201.700) ; 4 négociants de Montpellier : Coulet, Vabre, Allut et Saliens : 7 maisons (181.150) ; 3 hommes de loi : Feau, Bringuier et Serres : 3 maisons et 1 champ (102.350) ; 2 femmes : Fargeon, veuve Bussy, et Huc, veuve Ballard, marchande : 2 maisons (101.400) ; 1 officier : Beaulieu (73.200).

Ces biens représentent une valeur totale de 497.450 à l'estimation et 1.902.000 à l'adjudication et comprennent : 28 maisons à Montpellier estimées 482.500 et vendues 1.060.800 et 3 terres, d'une superficie de 23 sétérées, estimées 15.900 et adjugées 41.250 ;

C) Acquéreurs de ces biens : sont au nombre de 46, parmi lesquels : 10 négociants, dont 9 de Montpellier : Castelnau, Barrandon, Germain, Chazelles, Ploton, Flottier, Bruyas, Roquemartin et Banne ; 1 négociant de Sète : Lacroze, qui se portent acquéreurs de 15 biens : 14 maisons et 1 métairie, représentant une valeur de 677.000 livres (prix d'adjudication). 12 architectes, maçons et plâtriers : Nougaret et Donnat, architectes ; Deleuze, Boué, Dessale,

Astruc, Vincent, Fraisse, Garnier, Gaudy, Jac et Nègre, acquéreurs de 15 lots, représentant une valeur de 235.000 livres ; 12 artisans de Montpellier, 4 jardiniers : Sempet, Crespy, Martel, Fermaud ; Bonnet, boulanger ; Brun, colporteur ; Imbert, maréchal ; Fabre, potier ; Coronat, perruquier ; Boissier, aubergiste ; Chane, menuisier ; Hugues, tailleur, acquéreurs de 15 lots représentant une valeur de 217.000 livres ; 1 médecin : Lambert ; le président du Tribunal criminel : Salsifis Gas (1) ; 9 acquéreurs dont la situation sociale est indéterminée : Armand, Ruat, Bousquet, Vidal, Basset, Treillet, Jourdan, Babot et Foulquier, acquéreurs de 17 lots d'une valeur totale de 427.000 livres.

Commune de Castelnau :

Vente du 14 Germinal an II (mai 1794) :

8 ventes portant sur les biens de Mohandy, prêtre : 1 maison et 1 jardin (1.500-7.700) ; 7 lots, vignes et champs de 8 sétérées (1.940-6.150) à 4 acquéreurs de Montpellier : Moulinier, pour 4 lots ; Armelier, pour 2 lots ; Roucher, tui-lier, et Gausse, négociant. Total des estimations 3 400, des adjudications 13 850.

Commune de Montferrier :

Vente du 22 Germinal an II :

Portant sur les biens d'Euzet, prêtre : 1 maison de 6 sétérées (4.000-9.000) ; 8 parcelles, champs et hermes : 15 sétérées (1.550-5.025) ; 2 biens bâtis, maison et écurie (2 900-11.125), à 6 acquéreurs, 5 de Montpellier : Boué, maçon, 2 lots ; Astruc, plâtrier, 2 lots ; Forel, négociant, 3 lots ; Teissonnière, Cauvas ; 1 agriculteur de Montferrier : Domergue. Total : (8.450-13.850).

Commune de Lattes :

Vente du 27 Germinal an II :

Vente d'un domaine de 196 sétérées, bien de Durand, ex-maire (36.000-80.000) à Benoit Coulet, tanneur de Montpellier.

Vente du 27 Messidor :

1 champ de 6 sétérées, bien de Cambon, prêtre (1 050-5.600), à Pierre Nègre, maçon de Montpellier.

Vente du 8 Thermidor :

Vente portant sur 8 biens de la veuve Bussy : 6 prés, 38 sétérées (17 400-31 700) ; 1 vigne, 8 sétérées (1.000-4.000) ; 1 maison (900-3.200), à 7 acquéreurs de Montpellier : Barraffort, officier ministériel ; Viel, avoué ; Barrandon et Ploton, négociants ; Serpolet, tailleur ; Armand, ménager, et Lours, négociant. Superficie totale pour la commune : 244 sétérées de terres (56.350-123.500).

Commune de Pérols :

Ventes du 15 Prairial an II :

Portant sur les biens de Billard, prêtre : 4 vignes, 5 sétérées et demie (480-1.085).

Bessières, prêtre : 1 maison de campagne et 40 sétérées de vignes (4.500-20.500), à 5 acquéreurs : 2 agriculteurs de Pérols, Jouvenel et Pervel, et 3 habitants de Montpellier : Delmas, marchand ; Armelier et Bouisson.

Commune de Pignan :

Ventes du 12 Floréal, 2 Messidor an II et 8 Ventôse an III :

Laval-Garnier, émigré : 1 maison et 17 sétérées de terre (16 000-24 000) ; Chaumont-Guitry : 1 maison et 600 sétérées champs (18.650-58.500) ; Cambon, notaire : 1 vigne de 4 sétérées (1.200-2 425), à 5 acquéreurs : 2 de Pignan, Galibert et Michel : 3 de Montpellier. Mathieu Guéral, Cambon et Carrier. Superficie totale : 85 sétérées (35.850-84.925).

Commune de Fabrègues :

Vente du 24 Germinal an II :

Portant sur les biens de Laval-Garnier : 12 vignes, 160 sétérées (20.600-

(1) Deuxième exemple de prénom à la mode sous la Révolution. Salsifis Gas et Agneau Pouget (1^{re} origine), ont troqué leur prénom chrétien contre une appellation de végétal et d'animal.

54.450), à 3 acquéreurs de Montpellier : Mathieu Gairal, pour 10 lots ; Bruno-Laval, administrateur du district, et Dessalle, plâtrier, 1 lot.

Vente du 12 Floréal an II :

Portant sur les biens de Claris, émigré : 2 prés et champs, 40 sétérées et demie (12 345-41.130) à Bonnier, de Saussan.

Vente du 3 Vendémiaire an II :

Sur Chaumont-Guitry : cazal et prés, 41 sétérées (9.100-20.925), à 2 cultivateurs de Fabrègues : Azais et Jouie.

Vente du 8 Ventôse an III :

Sur Chaumont-Guitry : 7 lots champs et hermes, 102 sétérées (20.600-135.950) ; 1 vigne de 37 sétérées et demie (5.400-15.000), à 5 acquéreurs, dont 2 de Saussan : Loubatière et Bonnier ; 1 de Pignan : Mestre ; 2 de Montpellier : Saltet et Durand. Soit 24 lots représentant une superficie de 381 sétérées (68.000-267.450).

Sur 10 acquéreurs, 5 cultivateurs ont acquis pour 135.000 et 5 habitants de Montpellier pour 132.000.

Commune de Saussan :

Vente du 28 Nivôse an II :

Sur Chaumont-Guitry : 13 lots de terres, 70 sétérées (vendus 187.000) ; sur Durand : 14 lots, 132 sétérées (53.000).

Ces 27 lots de terres, champs, prés, vignes, olivettes, hermes, d'une superficie totale de 202 sétérées, plus 1 maison vendue 16.000, sont partagés entre 12 acquéreurs : 2 de Montpellier, pour 7 lots : Mouchon, pharmacien et Baud, et 10 cultivateurs, dont 6 de Pignan, pour 11 lots : Saltet, Ripert, Pinson, Triaire, Calibert et Lombard ; 1 de Saussan : Bonnier ; 1 de Gigean ; Mestre ; 2 de Laverune : Guizard et Roche. Total : (39.000-240.000).

Commune de Saint-Georges-d'Orques :

Vente du 12 Vendémiaire an II :

Sur Baissade, prêtre : 4 lots, 7 sétérées vignes, maison et écurie (1.500-3.800) .

Vente du 5 Frimaire an III :

Sur Durand : 19 lots, 11 parcelles en vignes, 11 sétérées (14.300-54.550) ; 4 en olivettes, 11 sétérées (2.725-15.900) ; 1 champ 3 sétérées (720-4.800) ; maison et magasin (8.000-25.625). Soit au total 23 lots de 112 sétérées de terres cultivables (28.250-104.675), à 13 acquéreurs, dont 11 de St-Georges : Saintpierre, maire, pour 4 lots ; Allien, pour 4 lots ; David, pour 2 lots ; Picard, Icard, Vidal, Bosc, Laurens, Poujol, Cablat et Guizard ; 2 de Montpellier : Mercou, tailleur, et Cagnon, 2 lots d'une valeur de 3.400 livres.

Commune de Cournonsec :

Ventes du 26 Pluviôse et 13 Vendémiaire an II :

A) sur Deydé, émigré :

1^o Le domaine de Gremian, d'une superficie totale de 1.604 sétérées (213.000 566.000), à un dénommé Dartis, pour le compte de la veuve Deydé ;

2^o Le domaine de Zélargues, d'une superficie totale de 121 sétérées de terres cultivables (30.000-85.900), à Dartis, pour le compte de la veuve Deydé ; 6 champs, 21 sétérées (4.750-25.800) ; 2 vignes, 12 sétérées (2.800-19.400).

B) sur Robecq, prêtre :

2 parcelles, vignes et jardin : demi-sétérée (1.260-5 285).

Ces 10 lots parcellaires, représentant une superficie de 35 sétérées et demie (8.810-50.485), à 7 acquéreurs, dont 6 de Cournonsec : André Cabanis, Coste, Rigal, Palanque et Triboulon ; 1 de Montpellier : Manchon, pharmacien, pour 1 lot de 120 livres.

Commune de Murviel :

Vente du 24 Nivôse an III :

Sur Baissade, prêtre : 2 vignes, 7 sétérées (840-1.060) ; 6 champs, 15 sétérées (2.250-10.450). Au total : 8 lots représentant une superficie de 21 sétérées (3.095-11.500), à 5 acquéreurs : 3 de Murviel : O'ivier, Laurent et David, pour 5 lots ; 2 de Montpellier : Moulinier et Cambacédès, pour 3 lots.

Commune de Grabels :

Vente du 3 Ventôse an II :

Sur Bringuier, notaire, émigré : 2 vignes, 17 sétérées et demie (1 800-9 000); biens immobiliers bâtis, maison, grenier (1.460-4.300). Total : (3.260-13.900), 4 acquéreurs : 1 cultivateur de Grabels : Rougier, et 3 habitants de Montpellier : Galot, officier de santé ; Reboul, négociant, et Larrieu, 11.800 livres d'acquisition.

Commune de Lavérune :

Vente du 26 Floréal an II :

Sur Pioch, prêtre : maison et jardin (3.175-14.600), acquis par Portal, de Montpellier.

Sur Durand : 1 vigne, 2 sétérées (200-825), acquis par un habitant de Lavérune. Total : (3.575-15.425).

Commune de Saint-Jean-de-Vedas :

Vente du 8 Thermidor an II :

Sur Louise Fageon, veuve Bussy : 1 vigne de 8 sétérées (1.000-4.000), à Henri Barrafort, officier ministériel à Montpellier, et 1 cazal (40-1.025) à Sérane, agriculteur, de St-Jean-de-Vedas. Total : (1.040-5.025).

CANTON DE CASTRIES

Commune de Castries :

Ventes des 27 Nivôse an II (1 bien vendu), *19 Floréal an II* (24 biens vendus), *8 Prairial an II* (5 biens vendus), *27 Vendémiaire an II* (79 biens vendus), *3 Brumaire an II* (4 biens vendus), *18 Prairial an III* (1 bien vendu) :

Portant sur les biens de Lacroix, ci-devant duc de Castries, maréchal de France, émigré ; ceux-ci, vendus en 114 lots, comprennent :

a) 17 terres labourables, divisées en 62 lots, d'une superficie totale de 217 sétérées, représentant une valeur de : (23.385-140 800) ;

b) 12 parcelles en olivettes de 43 sétérées, divisées en 10 lots (6.615-44.225) ;

c) 1 vigne de 4 sétérées (300-3.500) ;

d) 17 parcelles, hermes et bois : 475 sétérées, divisées en 22 lots (5.817-0.715) ;

e) 9 biens immobiliers bâtis, château, bâtiments d'exploitation, tuilerie, moulin à huile et four à cuire (46.550-99.690).

Soit au total 744 sétérées de terres et bois, plus biens bâtis, représentant une valeur de : (82.650-308.950), à 36 acquéreurs, dont 25 habitants de la commune de Castries, qui se partagent 69 lots représentant une valeur de 103 000 livres ; 1 agriculteur de Vendargues, pour 3 lots, d'une valeur de 6.100 livres, et 10 habitants de Montpellier, qui sont : Brune Laval, administrateur du district, qui acquiert le château 58.000 livres et 11 parcelles pour 49.250 ; David Barrau, négociant, administrateur de district, 2 parcelles (15.000) ; Fabre, notier, 12 parcelles (36.250) ; Gibert, Hugues et Marcou, tailleurs, 9 parcelles (24.700) ; Moulinier, Flottes et Paleyra, 9 lots (14.000).

Commune d'Assas :

Domaine d'Assas, d'une superficie de 2.015 sétérées, sur les communes d'Assas et Guzargues, propriété du duc de Castries (56.000-110.000), le 27 Nivôse an II, à David Barrau, négociant, administrateur du district, par l'intermédiaire de J.-P. Nougaret, architecte.

Commune de Sussargues :

Domaine de Cadenet, d'une superficie de 337 sétérées, sur les communes de Sussargues et Castries, propriété du duc de Castries (11.500-63 000), le 29 Thermidor an II, à Jean Delmas, maçon, habitant de Montpellier.

Commune de Saint-Geniès :

Domaine de St-Geniès, d'une superficie de 316 sétérées, dont 170 en champs, 50 en vignes et 96 en garrigues, propriété du duc de Castries (45.000-

102.000), le 23 *Floréal an III*, à un dénommé Valentin, qui agit pour le compte de la veuve Estève, née Fageon, de Montpellier.

Domaine de Moulinas, d'une superficie de 312 sétérées, propriété du duc de Castries (13.000-60.200), le 21 *Messidor an III*, à Jean Martin, négociant de Montpellier, plus 3 lots vendus séparément : bergerie, four et vacant (2.270-4.765), à 3 acquéreurs : 1 de St-Geniès, 1 de Lunel, 1 de Montpellier.

Vente du 12 Vendémiaire an II :

Sur Taillefer, prêtre : champs, vignes, jardin et olivette, d'une superficie de 10 sétérée, le tout (1.700-8.900), à 3 acquéreurs de St-Geniès : Liabet, maire ; Rouche et Vianez ; 1 de Montpellier : Estève, administrateur du district. Total pour la commune : 638 sétérées (61.900-175.800).

Commune de Saint-Jean-de-Cornières :

Vente du 12 Vendémiaire an II :

Sur Lacroix duc de Castries : 1 herme de 37 sétérées (600-3.025) à un habitant de l'endroit.

Sur Floutier, prêtre : 1 terre de 3 sétérées (200-400), à Ribeyrroles, de SaintDrézéry. Au total : 40 sétérées (800-3.425).

Commune de Saint-Hilaire :

Vente du 12 Germinal an II :

1 champ de 14 sétérées (3.000-12.000), sur Claris, émigré, adjudé à Arnaud, marchand de cuir à Montpellier.

Commune de Saint-Brès :

Vente du 14 Prairial an II :

5 parcelles, olivettes et vignes, 14 sétérées (1.423-10.450), sur Despuech, prêtre, adpugé à Langlade, de Lansargues.

Commune de Gallargues :

Domaine du Crès, de 200 sétérées, propriété de Laroque, fabricant de verres (30.000-95.000), à Teissonnière, de Montpellier, pour le compte de Combes, négociant à Sète.

Commune de Vendargues :

Vente du 19 Floréal an III :

Sur Gleize, prêtre : 2 terres, 14 sétérées (850-4.125) à Garimond, de Montpellier.

CANTON DE SETE

Commune de Sète :

Ventes des 27 Germinal et 12 Floréal an II :

Portant sur les biens de Coulet, négociant à Sète, émigré : 2 maisons (44.790-118.300), adjudées à Vivarès, négociant de Sète, et Bouat, négociant à Montpellier.

Sur Pa'anque, condamné à mort : 1 maison (2.500-11.800) à Dessales, plâtrier de Montpellier.

Sur Bessière, prêtre déporté : 1 maison (1.515-5.000) à Dessales, plâtrier de Montpellier.

Sur Durand, ex-maire de Montpellier; guillotiné : 5 maisons (170.000-285.000) à Bousquet, négociant à Sète ; Forest, négociant à Sète ; Coste, plâtrier à Montpellier, et Nougaret, architecte à Montpellier.

CANTON DE FRONTIGNAN

Commune de Frontignan :

Vente du 10 Prairial an II :

Portant sur les biens de J-B. Pascal, prêtre : 3 maisons (545-1.825) et 11 parcelles, vignes, 50 sétérées (6.020-31.730). Soit au total pour 14 lots : (6.565-

33.555) à Pascal et ses deux sœurs, de Frontignan, à l'exception de 2 parcelles acquises par Marquez, de Frontignan.

Commune de Mireval :

Vente du 19 Thermidor an II :

Sur Félix Berard, prêtre : 4 champs, 17 sétérées (520-2.350).

Avignon, prêtre, guillotiné : 2 champs, 6 sétérées (540-1.410). Total : 23 sétérées de champs (1.060-3.760) à Duffour et Azais, de Mireval.

CANTON DE MEZE

Commune de Gigean :

Vente du 12 Floréal an II :

1 vigne de 17 sétérées et demie, sur Laval-Garnier, émigré, adjugée 2.200 à Anjeau, de Gigean.

Commune de Montbazin :

a) *Vente du 18 Thermidor an II :*

Sur Pierre Brun, ancien directeur du Séminaire : 2 vignes, 4 sétérées (720-1.700) ; 1 champ, 4 sétérées et demie (1.200-2.500) ; 1 maison (1.500-6.000). Total : (3.420-10 200) à 3 acquéreurs : Brun, agriculteur de Montbazin, pour 2 lots ; Jean, notaire à Montbazin, et Tudez, agriculteur, de Frontignan.

b) *Vente du 19 Fructidor an II :*

Sur Lavergne, émigré : 6 biens bâtis, château, maison, bergerie, four (12.200-28.900) ; 19 vignes, 145 sétérées (33.590-164.375) ; 12 champs, 85 sétérées (18.800-110.600) ; 2 devois et bois, 109 sétérées (1.600-8.900) ; 1 jardin et parc, 12 sétérées (11.000-30.300) ; 1 olivette, 12 sétérées (6.000-26.000). Au total : 41 ventes, dont 35 de terres et bois, ayant 363 sétérées de superficie (83.000-368.500) à 18 acquéreurs de Montbazin : Gélibert, pour 6 lots ; Jean, notaire, et Mirabel, pour 5 lots ; Allien, pour 4 lots ; Raynaud, Artaud, Arnaud, Dupin, Artagnan, Poulailon et Charles, pour 2 lots ; Fournier, Donnadiou, Brun, Roussel, Pasteur, Gonthier et Arboussier, 1 lot.

CANTON DE MAUGUIO

Commune de Mauguio :

Vente du 15 Fructidor an II :

Sur d'Ortoman, guillotiné, employé à l'Etat-Major de l'armée d'Italie : domaine de Mézouls, 150 sétérées (36.000-120.000) à Jean Rigal, de Montpellier ; 1 terre en 8 lots, de 35 sétérées (7.160-16.375) ; 1 terre en 2 lots, de 10 sétérées (1.030-2.000). Total : 45 sétérées (8.190-18.375) à 3 acquéreurs de Montpellier : Babot, Borie et Fonchonnet, tailleur.

Sur Lacroix, duc de Castries : domaine de St-Antoine de Cadoule, 120 sétérées (20.000-76.000) à Portalès, de Montpellier.

Vente du 11 Vendémiaire an II :

Sur Bézard, directeur de la Compagnie des Indes : bâtiments d'exploitation, logement, écurie, grenier, etc... (5.000-15.500) ; 2 prés, 5 sétérées (1 000-3.800) ; 1 terre en 2 lots, 12 sétérées (2.150-7.400) ; 1 terre en 4 lots, 35 sétérées (5.610-28.300) ; 1 terre en 4 lots, 22 sétérées et demie (3.507-22.700) ; 1 terre en 14 lots, 75 sétérées (16.380-81.250), soit un total de : 144 sétérées et demie (33.650-158.950).

Vente du 18 Pluviôse an III :

Sur Dumont, prêtre : 2 vignes, 6 sétérées (1.260-5.675).

Ces 32 lots, représentant une valeur de 158.950, ont été adjugés à 13 acquéreurs, dont 4 de Montpellier : Borie, pour 4 lots ; Fonchonnet, pour 6 lots ; Rigal, pour 2 lots ; Poitevin, pour 1 lot, et Davranches, pour 2 lots.

Au total : 15 lots, représentant une valeur de 65.775, à 9 acquéreurs de Mauguio : Brunel, 4 lots ; Valette, 3 ; Amblard, 2 ; Huc, 2 ; Massia, 2 ; Fermaud, Cobrat, Recours et Vacassy, 1 lot. Total : 17 lots représentant une valeur de 93.000.

Totaux généraux pour la commune : 510 sétérées (379.000 livres) prix global des adjudications.

Commune de Saint-Aunès :

Vente du 11 Ventôse an II :

Sur Dusffours, de St-Bauzille-de-Putois, émigré : 1 vigne et 1 jardin, sétérées et demie (8.500-17.000) ; 2 parcelles de terres, 1 sétérée (600-1.050) ; 1 maisons et dépendances (8.000-11.200) à 2 acquéreurs : Laurent, de St-Bauzille-de-Putois, et Causse, ménager, pour 1 terre d'une demi-sétérée adjud. 500 livres.

Commune de Lansargues :

Vente du 13 Pluviôse an II :

Sur Lacroix, duc de Castries : 4 petits prés, 2 sétérées (328-1.025) à Laglade, de Lansargues.

Sur Vidal, dit « Pilot », berger condamné à mort : 4 olivettes, 3 sétérées (1.500-2.375) ; 10 terres, 13 sétérées (12.500-24.825) ; 1 vigne, 4 sétérées demie (3.670-20.000) ; 2 biens bâtis, maison et écurie (4.025-22.800), soit un total de : 17 lots (21.695-70.000) à 7 acquéreurs de Lansargues : Marquez, pour 3 lots ; Granier, pour 4 ; Rousselier, pour 3 ; Bouscaren, 12 et Planchut, Rivière et Fueillade, 1 lot.

CANTON DE GANGES

Commune de Saint-Bauzille-de-Putois :

Vente du 11 Ventôse an II :

Sur Duffours, de St-Bauzille-de-Putois : 8 parcelles champs, 13 sétérées (17.370-26.190) ; 2 parcelles, hermes et bois, 11 sétérées (815-850), acquis par Bruno Laval, administrateur du district.

Vente du 21 Messidor an II :

Sur Vissec Louis-Alexandre, maréchal de camp, émigré : métairie de l'Escalière, 425 sétérées (22.000-36.200) à Gay, notaire à St-Bauzille ; 3 vignes et hermes, 3 sétérées (405 livres) à Coulet, ménager de St-Bauzille.

Pour la commune, total des superficies : 425 sétérées et des adjudications 63.250.

Commune de Cazilhac :

Vente du 12 Germinal an II :

Sur Vissec, maréchal de camp, émigré : 1 jardin, 1 sétérée et demie en lots de 500 livres (35.000-9.700) ; 1 champ d'une sétérée un quart en 4 lots (2.000-6.300) ; 1 pré de 2 sétérées et demie en 10 lots (8.500-27.900). Au total : 2 lots, représentant une superficie de 5 sétérées un quart (13.500-43.900).

Commune de Bancelis :

Vente du 21 Messidor an II :

Sur Vissec : domaine des Oliviers de 1.483 sétérées, dont 148 en terres cultivables et 1.325 en hermes, bois et garrigues (91.000-145.000) à Antoine Laurent, de St-Bauzille-de-Putois.

Commune de Laroque :

Vente du 2 Messidor an II :

Domaine de 862 sétérées sur les communes de Laroque et Bancelis, biens de Vissec, émigré (47.000-100.000) ; 1 métairie et 38 sétérées de champs et vignes (20.000-36.000) ; 6 champs, 32 sétérées et demie (8.510-18.025) ; 4 devoirs 41 sétérées (1.260-3.520) ; maison, four et château (8.800-16.525).

Vente du 19 Messidor an III :

1 prairie de 47 sétérées, 22 sétérées d'oseraies (82.000-202.300).

Ces biens ont été adjudgés à 8 acquéreurs : Barral, négociant à Ganges, pour le domaine et 1 champ, acquéreur pour une valeur totale de : 106.650 ; Bancal, propriétaire foncier, acquéreur de la métairie, de la prairie, de bois et champs, pour une valeur de 246.260 ; Charrier, jardinier ; Maille, cordonnier ; Daucé,

1 vigne de 4 sétérées (1.800-2.125).

Biens de Cambacèdes, prêtre, adjugés à Jean Cambacèdes, de Montpellier.

Total de la commune, superficie : 1.048 sétérées ; montant des adjudications : 378.500.

Commune de Brissac :

Vente du 21 Messidor an II :

Sur J.-B. Duffours, de St-Bauzille-de-Putois : métairie du Verdier, de 267 sétérées (13.500-23.000), à Jacob Monteau, négociant de Montpellier.

Sur Faventines, émigré, champ de 8 sétérées (2.850), à Trinquier, de Brissac.

Commune d'Agonès :

Vente du 9 Vendémiaire an II :

Sur Faventines, émigré : domaine d'Anglas de 1.350 sétérées (120.000-206.000), à Guillaume Lours, négociant, de Montpellier ; 8 champs, 29 sétérées (6.875-17.845), à Coulet, négociant de St-Bauzille-de-Putois, pour 5 lots ; Guillaume Lours, de Montpellier, pour 2 lots, et Bourgade, fermier, 1 herme de 200 livres.

CANTON DE LUNEL

Commune de Lunel :

Vente du 29 Prairial an II :

1 maison à Lunel à Dejeu, émigré (2.190-4.200) ; 2 maisons à Berteau, prêtre (1.680-3.350), acquises par Arribat et Jean Brun, de Lunel.

Commune de Lunel-Viel :

Vente du 29 Prairial an II :

Sur Poussigues, prêtre : 1 maison (1.890-4.050), acquis par Poussigues, de Saint-Geniès.

Vente du 14 Vendémiaire an II :

2 domaines sur Jean-Jacques Durand, ex-maire de Montpellier :

1^o 1 domaine de 182 sétérées (122.500-182.000), à Fromiga et Carrière, de Montpellier ;

2^o 1 domaine de 250 sétérées (78.000-150.000), à Auguste Delon, négociant à Montpellier.

Totaux pour la commune : superficie 432 sétérées ; adjudications 339.750.

Commune de Saint-Just :

Vente du 29 Prairial an II :

Sur Lambert, prêtre : 1 maison (225-750), acquise par Noël, commissaire du département.

Vente du 14 Vendémiaire an II :

1 domaine de 182 cartérades, biens de Durand (90.000-160.000), acquis par Chazelles, négociant à Montpellier.

Commune de Villetelle :

Vente du 29 Prairial an II :

Sur Rochemaure, émigré : le domaine de Villetelle, de 402 sétérées, dont 192 en terres cultivables, champs, vignes et oliviers (84.000-160.000), acquis par Jean Valentin, administrateur du district, habitant de Montpellier.

1 jardin sur Curnier, prêtre, 14 dextres (250-310).

Commune de Boisseron :

Vente du 5 Frimaire an III :

Sur Duchols, émigré : 7 terres divisées en 15 lots, 69 sétérées et demie (16.525-37.700) ; 2 prés, 11 sétérées (2.320-3.250) ; 4 vignes, 29 sétérées (2.900-3.170) ; 10 lots en olivettes, 23 sétérées (2.250-7.250) ; 15 parcelles champs, 44 sétérées (10.160-18.685), à 13 acquéreurs : 1 de Montpellier : Figuier, 6 lots d'une valeur de 23.500 ; 2 de Sommières : Aubanel, 5 lots et Béchard, 1 lot, valeur 12.000 ; 10 acquéreurs de Boisseron, pour 38 lots d'une valeur de 35.300 : 1 acquéreur de 10 lots, Devic ; 1 de 7, Théron ; 2 de 5 lots, Vézian et Soulier ; 1 de 3 lots, Montagne ; 1 de 2 lots, Arnaud, maire, et 3 acquéreurs d'un lot ; Fumisier, Rédarès et Gascuel.

VENTES EFFECTUEES A PARTIR DU 14 JUIN 1796

(Prairial an IV)

AU DIRECTOIRE DU DEPARTEMENT

CANTON DE MONTPELLIER

Commune de Montpellier :

47 biens représentant une valeur totale de 278.000 francs, prix de vente.

Nature des biens vendus :

9 maisons d'une valeur de 96.400 ; 7 locaux divers, boutiques, logements des portiers de la ville (portes de la Blanquerie, des Carmes et St-Guilhem), greniers, écuries, fours : 28.450 ; 8 édifices à destination religieuse : 2 églises, Ste-Denis et St-Paul ; 3 cures : St-Denis, St-Paul et St-Pierre, avec le square de la Tour-du-Pin ; 1 couvent en 3 parties : couvent des religieuses Visitation Ste-Marie, valeur totale : 95.000 ; 5 jardins et enclos : 47.500 ; 14 terrains dont 4 formés par des parties des fossés de la ville : 14.500.

Origine :

Biens d'église : cures, églises, couvents et 2 maisons appartenant au séminaire, 10 ventes d'une valeur de 157.000.

Biens d'émigrés : Prévôt, aubergiste : 17.000 ; Viel : 24.200 ; Pagési : 4.180 ; Faucilhon : 139 ; Sirven et Huc, fugitifs : 5.400, 540. Soit un total de 6 ventes, représentant une valeur de : 51.800.

2 biens liste civile : 4.700.

Biens appartenant à la commune, 29 : 57.200, et 1 maison de l'Académie des Sciences : 6 800.

Les acquéreurs sont au nombre de 37, dont 35 habitants de Montpellier : Poitevin, Caizergues, Fraisse, Astruc, Féridier, Jaoul, Accariés et de Frégeville, acquéreurs des lots les plus importants ; Armichaud, Chauvet, Blouquier, Desfours, Durand, Jossé Crémieux, Domergue, Cabannes, Pan, boulanger ; Fabre, Gausse, Bouschet, Gévaudan, négociant ; Buisson, jardinier ; Alicot, notaire ; Izard, imprimeur ; Balestrier, Desmazes, Rame et Tudez, agriculteur.

Sont seulement indiquées les professions des personnes dont le nom n'est pas paru dans les ventes de première et deuxième origines.

2 acquéreurs étrangers à la commune : Valada, potier à Pézénas, et Billard, négociant à Saint-Félix.

Commune de Castelnau :

4 ventes représentant une valeur de 6.675 : 1 champ d'une sétéree, de Charandon-Romier, émigré, vendu 4.900 à Granier, de Montpellier ; maison, château et four, biens de la commune, 1.775 à Dessalle, de Montpellier, et Bardou, de Castelnau.

Commune de Cournonterral :

2 maisons et 1 tour, biens de la commune, vendus 1.812 à 3 habitants de Cournonterral.

Commune de Cournonsec :

1 maison et 1 four, biens de la commune, 1.820, à 2 habitants de Cournonsec.

Commune de Fabrègues :

13 ventes représentant une valeur de 8.910 : 33 sétérées de vignes et hermes à Garnier-Laval, émigré (852) ; Presbytère, maison commune et 2 autres maisons (4.050) ; 1 four (3.672), et 7 vacants (1.335), acquis par Azaïs, habitant de Fabrègues, 7 lots représentant une valeur de 6.875 ; 5 habitants de Fabrègues et 1 de Saint-Jean-de-Védas.

Commune de Lavérune :

7 ventes représentant une valeur de 5.625 : 1 vacant de Garnier-Laval, émigré (297) ; église, four, école et 3 terrains indépendants de la commune (4.970), acquis par Rame et Fesquet, de Montpellier, pour 2.120. Le reste entre 3 habitants de Lavérune : Duverger, Amadou et Prompt.

Commune de Pignan :

7 ventes représentant une valeur de 3.592 : maison, four et égoir (3.300) ; cimetièrre protestant et 2 lopins de terre (292), acquis par 6 habitants de Pignan : Galabert, Irlandès, Pons, Vidal et Delanglade, notaire.

Commune de Saint-Georges-d'Orques :

Maison commune et église (1.536) ; 1 olivette (2.130), à 3 acquéreurs de Saint-Georges : Saintpierre, Bompert et Septfonds.

Commune de Clapiers :

Cure et église (1.008), à Bazille, de Montpellier, et Portes, de Clapiers.

Commune de Lattes :

Maison et église (1.728) : 1 champ de 4 sétérées de Prévôt, aubergiste émigré (675), acquis par Elisabeth Briffaut, veuve Prévôt, et Bastide, négociant de Montpellier.

Commune de Grabels :

1 vacant (22), acquis par Roux, de Grabels.

Commune de Pérols :

Ecole, chapelle des Pénitents et église (3.100) ; pêcheries de l'Estagnol (6.600).

Commune de Saussan :

Hermes et couvent, acquis par Bonnier, de Saussan.

Commune de Saint-Jean-de-Védas :

La maison commune (900), acquise par Roussel, de St-Jean-de-Védas.

Soit, pour le canton de Montpellier, un total de 99 biens vendus, représentant une valeur de 321.000.

Ventes de l'An V :

A Montpellier : 3 ventes (380.800) : l'église de la Merci (20.000-76.800), à Balestrier, Martin et Chassary, négociant de Montpellier ; 2 maisons de la liste civile (12.000-304.000) à Combescure, officier de santé de Montpellier.

Au Crès : écurie et aire (200-10.100).

A Castelnau : ancien château dépendant de Lacroix, émigré (630-1.200), à Combescure, pour l'association des rentiers.

A Fabrègues : 1 vigne et garrigue, 22 sétérées, de Garnier-Laval (3.000-13.500) et 1 vacant (350-400), à Poujol, agriculteur de Fabrègues.

A Montferrier : 4 jardins, aire et ferraïal, biens de la commune (360), à Jacques Vincent, de Montpellier.

Vente de l'An VII :

A Montpellier : 1 vigne, bien de Félix Avignon, émigré (100).

Ventes de l'An XI :

2 champs à Montpellier (2.675), à Galot et Barrandon ; la métairie de Merle, déshérence (16.000), à Trignon.

A Fabrègues : 13 biens de Proussain-Lagrey, ex-administrateur des Subsidés militaires, relicataire envers le Trésor : 12 parcelles, champs et vignes d'une valeur de 12.100, et 1 cazal de 1.430, acquis par Saltet pour 8 lots, Armantès, Vincent et Rouanez.

Ventes de l'An XII :

A Montpellier : 2 lots, anciens fossés et 2 lots, rue Muraillette, à Nougare et Estore, veuve Luchaire ; 1 champ à Lattes et chapelle des Pénitents, à Romez et Grollier.

CANTON DE CASTRIES

Castries : domaine du Rou, au duc de Castries, 494 sétérées (74.341), acquis par Lablache, négociant ; pigeonnier et terrasses (216), à Jeanne Gounelle épouse Labre-Caizergues.

A Baillargues : prés, champs, moulin à blé et à huile, biens de Joubert, ex-trésorier de la province de Languedoc, vendus 38.500 à Marc-Antoine Bazille, négociant de Montpellier ; église, maison commune, presbytère et cazal, biens de la commune, vendus 1.950 à Jacques Vincent, de Montpellier ; Galibert et Rivière, de Baillargues.

A Saint-Brès : prés et moulin à huile, biens de Joubert, vendus 13.420 à Aurès, notaire ; 3 hermes, église, maison commune et four, biens de la commune (4.105), à 3 habitants de Saint-Brès : Arnaud, Malacombe, menuisier, et Despuech, aubergiste.

A Assas : 2 aires et 2 bâtiments, biens de la commune (6.136), à Duvernès et Bouschet, hommes de loi de Montpellier.

Saint-Geniès : maison commune, presbytère, cazal et 2 terrains (2.455).

Jacou : église (810), à Caizergues, notaire de Montpellier.

Beaulieu : cure (1.800), à Charpentier, menuisier de Montpellier.

Saint-Hilaire : jardin (120), à Armand, de Saint-Hilaire.

Sussargues : four (1.260), à Copert, de Sussargues.

Guzargues : presbytère (4.161), à Fédière, négociant de Montpellier.

Valergues : église, cure, maison commune et four (5.450), à Rédier et Laplaine, de Valergues.

Vendargues : 1 bâtisse (450), à Jaoul, de Montpellier.

Teyran : 1 vacant (550), à Bedos, de Teyran.

Restinclières : 1 vacant (325), à Tronc, de Pégairolles.

Au total : 35 biens, représentant une valeur de 149.000.

Ventes de l'An V :

Castries : herme de 8 sétérées, au duc de Castries (250-7.800), à Jacques Vincent, de Montpellier, pour une association de rentiers (1).

Assas : devois et olivettes au duc de Castries (2.525-20.100).

Vente de l'An VII :

Castries : 6 parcelles, biens de Lacroix, duc de Castries, au total : 3.000, à Tesses, Coste, Vézian et Alicot, de Montpellier.

Ventes de l'An VIII et IX :

Diverses terres à Castries, de Lacroix, duc de Castries, 8 lots (3.450). à Coste, Sanier, Postral et Prades.

(1) Il est probable que les biens déjà acquis par ce Jacques Vincent l'ont été pour cette « association de rentiers » pour laquelle il fait d'ailleurs d'autres acquisitions par la suite.

CANTON DE MAUGUIO

Mauguio : 2 maisons et 1 église (4.950) à Amblard, de Mauguio ; Jac, Desfours, de Montpellier.

Candillargues : cure (1.530), à Garimond, de Montpellier.

Lansargues : maison commune, four, église, champs, prés et terrains. Parmi ces biens, 1 champ de 3 sétérées et demie de Vidal, berger, condamné. Au total : 11.750. Biens acquis par Bonnier, Granier, Laplaine (agriculteurs de Lansargues), Granjent, de Baillargues ; Castilhon, de Vendargues.

Mudaison : maison commune, four, écurie, sellier et jardin (4.800), à Boulet, Bosq et Rivière, de Mudaison ; Marre, de Montpellier, soit 16 biens représentant une valeur totale de 25.000.

Vente de l'An V :

Mauguio : pêcheries à l'étang (15.40-1.800), à Portalès.

Ventes de l'An VII :

3 vignes, biens de Melon, père d'émigré ; 1 terre, bien de la veuve Roccl'e, mère de Davranche, lieutenant au 15e Dragons, émigré.

Ventes de l'An VIII et IX :

3 vignes, biens de dame Melon, née Roquefeuille, mère d'émigré.

CANTON DE SETE

Hôtel de l'Amirauté et 1 maison dépendant de la liste civile, à Mercier, négociant à Sète, et Boudet, de Lunel ; église, 2 maisons, égorgoir et bâtiment, à Bousquet et Goudard, notaire ; Mercier et Théodore Michel, négociant. Parmi ceux-ci, une maison dépendant des religieuses de Picpus et 1 maison, biens de Vintimille, émigré ; 6 terrains et vacants (8.000), à Donnat, Michel, Rousstan, négociants à Sète.

Au total : 14 biens d'une valeur de 94.000.

Ventes de l'An V :

1 église (3.600-16.000), acquise par les hôpitaux de Montpellier ; 1 terrain (500-3.800), acquis par Jacques Vincent et Combescure, de Montpellier, pour une association de rentiers.

Vente de l'An VII :

2 terrains (615), par Bousquet, de Sète,

CANTON DE MEZE

Domaine de Saint-Paul, bien de Vintimille, émigré (124 245), à Jean-Pierre Thomas, de Montpellier ; 1 maison de Ribes, émigré, vendue 72.699, à Magne, de Loupian ; église, chapelle, bergerie et magasin, biens de la commune (9.745) ; 9 emplacements et vacants (3.168) ; 1 champ et 1 pré de 65 sétérées (29.500), à Doumette, de Pézénas.

Les autres acquéreurs sont : Laurent, Jacomel, Lavit, Fraisse, Bonnet et Barrescut, de Méze, et Jacques Vincent, de Montpellier. Au total : 16 biens vendus 239 350.

Montbazin : 1 vigne 7 sétérées de Lavergne, émigré (2.288) à Arnaud, de Montbazin ; maison, chapelle, hermes et champs (1.560), à Poulailion, Armand et Raynard, de Montbazin.

Poussan : le tiers d'un domaine, bien de Franc aîné, officier du Génie, vendu 30.884 à Annibal Franc, de Narbonne ; église et maison (3.000) ; 6 vacants (624), acquis par Blanc, Teissier, maçon ; Fabre, Gervais, Badoron et Sihol, de Poussan ; soit un total de 10 biens d'une valeur de 34.508.

Gigean : chapelle, maison et vacant (1.800), à Reboul, Mestre et Amietux, de Gigean.

Loupian : chapelle, tour, vacant, ferrajal et maison, à Renouvier, de Montpellier (2.135).

Villeveyrac : maison et champs, de Raymond, émigré (1.767) ; 2 maisons, biens de la commune (1.362), à Cosne, de Villeveyrac, et Monnarel, de Montpellier. Soit, pour l'ensemble du canton : 45 biens vendus 283.775.

Vente de l'An V :

Mèze : église des Pénitents (6.300-20.000), à Privat, agriculteur de Mèze.

Ventes de l'An VII

2 pièces de terres, 66 sétérées, biens d'Elisabeth Mélon (1.825) ; 8 vacants et terrains (3.125) ; 1 partie de l'étang (3.250).

Loupian : terres et cazal (60).

Poussan : terrain (994).

CANTON DE FRONTIGNAN

Frontignan : église des Pénitents et égorgéoir (2.510) ; vigne, fossés, vacants et herme (780), à Bonfils, notaire à Montpellier ; Mercier, négociant à Sète, et Rivière, de Montpellier.

Villeneuve : fossés en 3 parties (1.200), à Bouchet, de Montpellier, et De'orme, de Villeneuve.

Mireval : four et maison commune (2.820), à Durand et Tourrière, de Montpellier.

Vic : cure et maison (2.790), à Jacques Vincent, de Montpellier, et Camredon, de Vic.

Baillargues : église et cure (2.664), à Donnat, de Sète, et Eymard, de Montpellier.

Ventes de l'An VII :

1 champ de 16 sétérées à Frontignan et 1 vacant, à Jacques Vincent, de Montpellier (410).

CANTON DES MATELLES

Les Matelles : écurie et jardin (372), à Gros, agriculteur des Matelles.

Saint-Mathieu-de-Trévières : 4 champs et 1 bois, biens de l'Evêché, vendus 4.145 à Jacques Vincent, marchand de Montpellier.

Saint-Jean-de-Cuculle : cure et devois (311), à Brousse, de St-Jean-de-Cuculle, Saint-Clément : cure et église (2.000), à Sauvan, de St-Clément.

Cazevieille : cure (1.412), à Gévaudan, négociant de Montpellier.

Le Triadou : presbytère, aire et vignes (1.910), à Vincent, de Montpellier.

St-Bauzille-de-Montmel : terrain (261), à Malbec, de Montpellier.

Ventes de l'An V :

Saint-Jean-de-Cuculle : 1 devois dépendant de l'Evêché, 388 sétérées, vendu 3.050 à Combescure, de Montpellier ; 6 parcelles, vignes et olivettes, dépendant de la Dominicature du lieu (1.150), à 3 agriculteurs de St-Jean-de-Cuculle et à Vincent, de Montpellier.

Saint-Mathieu-de-Trévières : 1 bois de 363 sétérées dépendant de l'Evêché, vendu 9.525 à Jacques Vincent, de Montpellier, et 1 bois taillis et devois de 365 sétérées, vendu 17.100 à Suzanne Pons, épouse libre Joseph Cambacérés-Murles, émigré.

Murles : domaine de Montlaur, sur les communes de Vailhauquès et Murles, de Charles Cambacérés-Murles, père d'émigré, estimé 27.000, adjugé 951.000 à Destouches, financier de Montpellier.

Domaine de Murès, évalué 9.000, enchères montées à 381.000, adjudication renvoyée.

Ventes de l'An VIII et IX :

Saint-Bauzille-de-Montmel : terre de Cambacérés-Murès (565), à dame Pons.
Saint-Mathieu-de-Trévières : terrain de l'Evêché (175).

CANTON DE CLARET

Cazilhac : terres incultes (66), à Crouzet, de Montpellier.
Garrigues : cure, maison et jardin (1.375), à Bouzanquet, de Sommières,
et Quissac, de Garrigues.

Ferrières : 1 terrain (110), à Cabannes, cultivateur de Ferrières.
Valflaunès : 1 terre (990), à Bruguière, de Montpellier.

Ventes de l'An V :

Claret : jardin, grenier, four et écurie (900-28.200), à Pierre Flottes, pour
Dumas, agriculteur, et Saumade, menuisier à Claret.
Lauret : 1 jardin (150-10.600), à Mazel, agriculteur de Claret.

CANTON DE GANGES

An V : 2 moulins à huile et 1 four, biens de la commune, vendus 9.360 à
Cambacédès de Montpellier, et Conduzorgues, de Ganges.
1 cazal à Gorniès (375),

CANTON DE SAINT-MARTIN-DE-LONDRES

Pégairolles : creux à fumier, maison, cure, moulin à huile et cazal, biens
de la commune, vendus 3.087 à Tronc, de Pégairolles.
Saint-André-de-Buèges : 1 maison (1.300), à Fain, de Montpellier.
Mas-de-Londres : maison et hermes (1.289), à Nouailhac et Cancel, du Mas-
de-Londres.

CANTON DE LUNEL

Lunel : église des Cordeliers (9.000) à Rouet, négociant à Lunel ; moulin,
hôtellerie et église du pont de Lunel (56.500), à Rouet ; cimetière et 2 terrains
(8.165), à Rouet, Ducros et Castel, de Lunel ; sur Rochemaure, émigré : 1 mou-
lin (36.720), à Faure, homme de loi de Montpellier ; sur Solier, émigré : 2 mai-
sons et terrain (19.377), à Catherine Solier, de Lunel.
Au total : 8 biens vendus 210.660.

Marsillargues : chapelle d'Asport (630), à Isnard, négociant à Montpellier ;
sur Huc, religieuse fugitive : 1 maison (540), à Jaoul, bridier de Montpellier, et
sur Daniel, religieuse fugitive : 1 terrain (352), à Jaoul, de Montpellier.

Saint-Christol : église et hâteau (1.391), à Bazille, négociant de Montpellier ;
four (1.260), à Bompard, de Saint-Georges.

Saint-Just : presbytère, four et maison (3.770), à Coste Enjalvin, de Mont-
pellier, et Pauline Bargaenac, veuve Durand, de Montpellier ; 3 champs (3.833),
à Castel, de Montpellier.

Saint-Sériés : vigne, cure et paran (2.000), à Moureau et Gervais, de Mont-
pellier.

Saint-Nazaire : 1 terre (35), à un habitant de Saint-Nazaire.

Saussines : 1 four (1.260), à Liouze, de Montpellier.

Saturargues : presbytère (1.890), à Aubanel, négociant de Lunel, et 1 her-
me (104), à Boyer, tailleur à Montpellier.

Lunel-Viel : maison commune (430), à Nougailhac, de Lunel-Viel.

Boisseron : presbytère (2.880), à Sùe, négociant de Montpellier.

Vérargues : 1 four (900), à Moureau, de Montpellier.

Villetelle : 1 moulin à blé (3.340), à Louis Domergue, de Montpellier,

Ventes de l'An V :

Lunel : sur Juge, émigré, métairie et dépendance (15.400-70.100), à Vézian, négociant à Montpellier, comme directeur d'une association de rentier ; liste civile ; 1 vacant (600-25.000).

Ventes de l'An VII :

Marsillargues : 3 prés (1.970).

Lunel-Viel : 1 terre (450).

District de Lodève

BIENS DE PREMIERE ORIGINE

CANTON DE LODEVE

Commune de Lodève :

30 ventes de biens immobiliers bâtis et non bâtis

Montant total des estimations	204.950 livres
Montant total des adjudications	378.500 livres

Nature des biens vendus :

13 maisons représentant une valeur de 50.450 à l'estimation et de 95.000 à l'adjudication ; 4 monastères (99 525-162.500) ; 2 moulins à blé (21.750-58.150) ; 2 fours (3.500-11.350) ; 7 prés, vignes, champs et garrigues (29.015-50.385).

Origine des biens :

1^o Chapitre cathédrale de Lodève : 14 biens représentant une valeur totale de 141.900 (prix d'adjudication), soit : 8 maisons (78.675), 2 moulins (58.130), 1 four (3.350), 2 terrains (1.125), et 1 petit pré (620) ;

2^o Evêché de Lodève : 5 biens représentant une valeur de 54.000 ; 4 lots : prés 14 sétérées, champs 45 sétérées, 3 vignes 7 sétérées et garrigues 58 sétérées ; au total : 46 000 et 1 four (8.000) ;

3^o Diverses chapelles : 4 biens représentant une valeur de 14.175 : 3 maisons (12.350) et 1 vigne de 2 sétérées (1.825) ; abbaye Saint-Sauveur : 1 maison (2.625) ;

4^o Frères de la Doctrine Chrétienne : 1 vigne de 3 sétérées (1.880) ;

5^o Religieux Recollets : monastère et jardin d'une sétérée (24.000) ;

6^o Religieux Cordeliers : monastère et enclos de 5 sétérées (26.300) ;

7^o Religieux Grands-Carmes : monastère (26.000) ;

8^o Religieuses Ursulines : monastère (86.200) ;

9^o Commune de Lodève : 1 maison (1.350).

Acquéreurs de ces biens, mis à part le monastère des Recollets, acquis solidement par Bastide, traiteur ; Vigourel, bourrelier, et Arrazat, bourgeois, les 29 autres biens sont adjugés à 22 acquéreurs de Lodève :

10 négociants : Charles Vallat, Louis et Joseph Teisserenc, Antoine Causse, Fulcrand Benoit, Fournier, Ménard, Baupillier et Labranche, administrateur du district (18 lots d'une valeur de 276.800) ; 4 bourgeois : Arrazat, Journaud, Rouch et Barascut (5 lots d'une valeur de 71.000) ; 2 hommes de loi : Arnaud et Fabre, avoués (2 lots de 6.950) ; 6 artisans : Tiffy, tonnelier ; Cazilhac, boulangier ; Gay, cordonnier ; Segon, serrurier ; Baumelle, rétorseur et Brun, batteur de laine (6 lots de 23.750).

Commune du Bosc :

15 parcelles d'une valeur de 8 880 (prix de vente) ;

Chapitre cathédrale de Lodève : champs, hermes, aire et vignes, 4 sétérées (650-1.600), à 4 cultivateurs du Bosc : Rigaud, Baumes, Brouet et Benoit.

Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié : prés, vignes, champs et mougère, 14 sétérées (940-3.160), à Martin, Jourdan et Alteyrac.

Cure de Loiras : 1 vigne, herme et maison, 9 sétérées (1.600-4 055), à Altayrac et Duviol, de Loiras ; Ricard, de Lodève,

Cure de Saint-Frichoux : champs et vigne, 8 sétérées (500-625), à Sengla, de Saint-Frichoux.

Commune de Saint-Etienne-de-Gourgas :

Cure de Parlatges : 1 champ de 2 sétérées (264), à Vernhes.

Commune de Fozières :

Cure de Fozières : ginetière et herme, 3 sétérées (400-530), à Sauvan, de Fozières et Monery, de Soubès.

Commune de Saint-Jean-de-B'aquière :

2 lots. vendus 1.735, à 2 habitants de St-Jean-de-Blaquière : Evêché de Lodève : 1 champ de 5 sétérées (655-1.025) ; curé du lieu : 1 champ de 3 sétérées (433-710).

Commune de Lauroux :

6 lots vendus (3.670) : Evêque de Lodève : four (3.000-3.350), à Ménard, de Lodève ; curé du lieu : vigne, champ et herme, 15 sétérées (250-320), à Crouzet et Dédé, de Lauroux.

Commune de Olmet-et-Villecun :

2 lots vendus (2 500) : Chapitre de Lodève : châtaignette, 14 sétérées (750-1.000) ; prieuré du lieu : champ de 2 q. (725-1.500), à Pascal, ménager, cultivateur de l'endroit.

Commune des Plans :

2 lots vendus (1.380) : chapitre de Lodève : champ et jardin, 1 sétérée (445-650).

Commune des Plans : champ. 3 sétérées (380-730), à Lagarde, bourgeois de Lodève, et Caisso, ménager des Plans.

Commune de Saint-Privat :

Prieuré : champ et pré, 2 sétérées (1.810-2.100), à Hugounenq, tonnelier de Lodève.

Commune de Soubès :

Curé de Soubès : 3 olivettes, 3 sétérées (720-950), à Caisso, Barrascut et Cathala, de Soubès.

Commune de Soumont :

Domaine des religieux de Gramont : champ, prés, vignes, jardin, garrigues et maisonnage : 350 sétérées, acquis par Galibert, négociant de Lodève (45 000-55.000).

Chapitre de Lodève : prés et vignes, 3 sétérées (520-650) : 3 parcelles, 59 sétérées (13.595-16.000), à Vinas, Labranche, de Lodève, et Latreille, de Fozières.

Commune des Usclas :

6 lots vendus 6.000 : chapitre de Lodève : 1 champ 6 sétérées (2.925-4.500), à Lagarde, agriculteur de Paulhan.

Curé d'Usclas : herme, champ, ginetière, vigne et aire, 8 sétérées (800-1.500), à Farragut et Duviol, d'Usclas.

Commune de La Vacquerie :

Domaine de Ferrussac : 200 cannes carées de bâtiments, 211 sétérées de champs et 2.560 sétérées de bois et garrigues, estimés 64.680, vendus 81 400 à Fabreguette, négociant à Lodève.

CANTON DE LUNAS

Commune de Lunas :

Curé du lieu : champ et prés, 3 sétérées (1.900-2.675), à Cifre et Blaye, de Lunas.

Commune d'Avène :

Curé d'Avène : vigne, champ et prés, 4 sétérées (1.200-1.700), à Poujade, négociant d'Avène, et Cabassut, curé.

Commune du Bousquet-d'Orb-Caunas :

Curé de Caunas : 10 parcelles, champs, prés, bois, vignes et olivette, 15 sétérées (7.960-8.680), à Crouzet et Benoit, négociant de Lodève ; Cressol, Nougier, Blanc et Verdier, cultivateurs de Lunas.

Commune de Brenas :

Curé de Brenas : 5 parcelles, vigne, herme, 6 sétérées et demie (1 025-1.900), à Arles, de Lodève ; Salasc Michel et Poujol, de Brenas.

Commune de Ceilhe-et-Rocozels :

Curé de Ceilhe : champ et vigne, 1 sétérée, 3 q. (1.050-1.525) ; chapelle, champ et bois, 6 sétérées (820-975), à Guiraudon, négociant de Ceilhe, et Carrière, cultivateur.

Domaine de la Borie, provenant de l'Ordre de Malte, commanderie de Ste-Eulalie, 170 sétérées de terres (13.725-27.000), à Fulcrand Pascal, négociant, de Lodève.

Commune de Dio-et-Valquièrre :

5 lots vendus 3 550 : curé du lieu : champ et herme, 16 sétérées (116-1.550) ; chapelle, bois et champ, 13 sétérées et maisons (1 200-2.000), à Ollier et Cauvy, de Dio.

Commune de Joncels :

16 lots vendus 26.545 : abbé de Joncels : 8 lots, prés, champs et châtaignette, 34 sétérées (9.025-17.310) ; 5 biens immobiliers bâtis, maisons et cazals (2 000-2.950) ; 1 moulin (2.400-5 300) ; chapitre de Lodève : 3 maisons (925-985).

Le moulin est acquis par Fournier, négociant de Lodève et 1 pré (pour 8 425), par Arrazat, de Lodève. Les autres lots sont partagés entre 7 cultivateurs de Joncels : Cabanette, Courtès, Bonnafé, Laures, Bastide, Nougier et Fabre.

Commune de Lavalette :

Prieuré : 2 prés, 2 sétérées 1 q. (1.520-1.820), à un habitant de la commune.

Commune de Mérifons :

Curé du lieu : champ et bois, 11 sétérées (650-800), à Donnadiou, de Salasc.

Commune d'Octon :

Prieuré du lieu : champ, herme et prés, 3 sétérées 3 q., vendus 2 225.

Chanoine Caylar, de Lodève : 1 pré de 3 sétérées, vendu 2.900 à Labranche, négociant de Lodève. Les 3 autres lots à 3 ménagers d'Octon : Fromenty, Charles et Mathieu.

Curé de Lauroux : champ, vigne et aire, 5 sétérées (550-570).

Commune de Romiguière :

Abbé de Saint-Sauveur : 1 maison (200), à Fraissines, de Lodève.

Commune de Roqueredonde :

Maison curiale (298), à Bonnafé, de Montpellier.

Commune de Saint-Martin-des-Combes :

Abbé de Saint-Sauveur : champ, herme et bois, 25 stérées (1.760), à Bosc, de Layalette.

CANTON DU CAYLAR

Commune du Caylar :

Chapelles Navarre et Montmirail : 9 ventes. champs, prés, hermes et de-vois, 91 sétérées (6.750-8.150) ; 1 maison (2 000-2.025) ; fabrique du lieu : 1 champ, 2 sétérées 3 q. (480-650), tous ces biens acquis par des habitants de la commune du Caylar : Sérane, chirurgien ; Maury, Lonjon, Cristol, Barral, Favier, Agussol et Trinquier, cultivateurs.

Commune du Cros :

Curé du lieu : 6 champs, 43 sétérées (3.940-4.225), à Bruguier, Cartailhac et Reyne, du Cros.

Commune de Saint-Maurice :

Curé du lieu : champs, 3 sétérées 3 q. (170-440), à Pons, de St-Maurice.

Commune de Pégairolles :

Curé du lieu : vigne de 3 sétérées (154), à un habitant de Soumont.

Commune des Rives :

Curé du lieu : maison et pré, 4 sétérées (2.200-4.745), à Guillaume Arrazat, aubergiste de Lodève.

Maison (300-400), à Balzy, des Rives.

Commune de Saint-Michel-d'Alajoux :

Domaine de la Prade (91.500-112.200), à Jean Arrazat, négociant de Lodève.

Curé du lieu : 4 champs et devoirs, 16 sétérées (1.275-1.500), à Vernhes, Commeignes et Cros, de Saint-Michel.

CANTON DE GIGNAC

Commune de Gignac :

4 lots, adjugés 21.545 :

Religieux Cordeliers : couvent, maison, église et 14 sétérées de terres attenantes, formant 3 lots (13.890-14.385) ; religieux Recollets : maison, église et jardin en 1 lot (7.100-7.160). Biens acquis par David Verdier, négociant à Montpellier ; Pagès, boulanger à Gignac, et Bezombes, officier municipal de Gignac.

Commune de Saint-André-de-Sangonis :

8 lots adjugés 26.644 :

Chapelles St-Antoine et Notre-Dame-de-Consolation : 5 lots champs, vignes et olivettes, 51 sétérées (11.464-13.780) ; évêché de Montpellier : 1 champ, 9 sétérées (4.400-9.000) ; curé de Ceyras : 1 pré d'une sétérée 3 q. (814) ; municipalité : 1 vigne de 6 sétérées (1.012-3.050), biens acquis par 6 acquéreurs de Saint-André : Vincent, entrepreneur de travaux publics ; Marsal, négociant ; Jourdan, bourgeois ; Revel, Cristol et Boyer, cultivateurs.

Commune d'Arboras :

Chapelle Notre-Dame de la Pitié : champ de 3 sétérées 1 q. (945-1.750), à Gay, bourgeois d'Arboras.

Commune d'Aumelas :

3 lots adjugés 4.600 : curé du lieu : bois de 77 sétérées et vigne de 6 sétérées (1.850-3.425) ; chapitre de Béziers : 1 bâtiment (500-1.180), à Faucon, de Vendémian ; Foulquier, de Gignac, et Pagès, d'Aumelas.

Commune de Saint-Bauzille-de-la-Sylve :

4 lots adjugés 1.970 : curé du lieu : 2 vignes, 4 q. (200-220) ; évêque de

Béziers : 2 champs et 1 aire, 11 sétérées (1.232-1.750), à Rocher, bourgeois ; Marissal et Favier, cultivateurs de St-Bauzille.

Commune de Bêlarga :

Curé du lieu : 6 terres, vignes, champs et olivettes, 6 sétérées (1.800-1.825), à Avellan, secrétaire du district de Lodève.

Commune de Campagnan :

Abbaye de Saint-Guilhem :

5 lots, superficie 179 sétérées, adjugés 142 425 : 1 champ de 72 sétérées (34.762-61.100), à Jean Garrousse, aubergiste de Lodève ; 1 champ de 65 sétérées (24.400-52.000), à Jourdan, cultivateur du Bosc ; 1 champ de 34 sétérées (11.370-21.000), à Bourrier, cultivateur de Campagnan ; 1 champ de 5 sétérées (2.420 6.000), à Bertrand, négociant de Campagnan ; 1 lot de 3 sétérées (1.750-2.050), à Brouillet, pour un groupe d'acheteurs d'Aspiran, biens revendus à la folle enchère pour 1.827, à Pascal, du Bosc, ainsi que le champ de 65 sétérées, vendu pour 52 500 à Faucilhon, de Saint-Pargoire.

Commune de Saint-Guiraud :

Curé du lieu : 1 champ d'une sétérée (308-600), à Raynaud, maçon de Ceyras.

Commune de Saint-Jean-de-Fos :

6 lots adjugés 18.350 :

Bénédictins de Saint-Guilhem : vigne et olivette, 22 sétérées (7.040-12.450) ; maison curiale : avec cave et jardin, four et bâtiments (3.333-5.186) ; curé de Saint-Jean-de-Fos : 4 vignes, 6 sétérées (983-1.786) ; chapelle Saint-Benoît : 1 vigne, 1 sétérée et demie (101-270), à 7 acquéreurs de Saint-Jean-de-Fos : Albe, bourgeois ; Joullié, tailleur ; Galby, curé de Saint-Jean-de-Fos, et Bonnarie, curé de Notre-Dame-de-Garrigues ; André, ancien garde du roi ; Brès et Combacal, cultivateurs.

Commune de Lagamas :

Notre-Dame-de-Garrigues : 1 vigne, 3 q. (370-770), à Pastourel, de St-André.

Commune de Montpeyroux :

Chapelle de Ferrussac : maison et champ 3 q. (125-135), à Benoit et Sanguinède, de Montpeyroux.

Commune de Saint-Pargoire :

8 lots adjugés 19.935 :

Cure de Saint-Pargoire : 2 lots, champs 2 sétérées (300-955) ; abbaye de Saint-Guilhem : évêque de Lodève, en tant qu'abbé de Saint-Guilhem : 6 lots, prés et champs, 10 sétérées (3.750 3.980) ; château (7.500-11 000), le château acquis par Faucilhon, bourgeois de St-Pargoire, les 7 autres lots par Faucilhon, Niguié et Lamouroux, bourgeois ; Bruguier, cultivateur, et Gibal, curé de Saint-Pargoire.

Commune de Plaissan :

Curé du lieu : 4 terres, champ et vigne, 1 sétérée 1 q. (695-1.400), à Cairol, de Plaissan.

Commune de Popian :

Curé du lieu : 1 champ de 11 sétérées et 1 terrain (600-813), à Ratier, de Popian, et Devés, notaire à Montpellier.

Commune de Le Pouget :

6 lots adjugés 51.140 :

Archiprêtre du Pouget : métairie de Laumède, 97 sétérées de vignes, champs, prés, riviages et jardin (38.000-49.000), à Hué, négociant de Campagnan ; 1 champ de 2 q. (131-305), à Hué, de Campagnan ; Prieuré de Saint-Amans : champ et vacant, 5 sétérées (929-1.555) ; Prieuré de Saint-Jean : chapelle et cimetière (255 280), à Fournier, Boussuges, Boyer, du Pouget, et Pelletier, curé de Saint-Amans.

Commune de Pouzols :

Prieuré du lieu : 1 vigne, 3 sétérées 1 q. (2.024-2.425), à Rouaud-Tartary, négociant de Clermont.

Commune de Puilacher :

Curé du lieu : 7 terres, champs et vignes, 9 sétérées (2.154-6.600), à Henry, cultivateur, de Puilacher.

Commune de Saint-Saturnin :

Curé du lieu : 9 lots adjugés 5.375 : 7 champs, vignes et olivettes, 10 sétérées (2.550-4.150) ; 2 maisons (1.200-2.225), à Boyer et Puech, cultivateurs de St-Saturnin ; Lafon, d'Arboras, et Villar, de St-André,

Commune de Tressan :

Curé du lieu : 3 lots, hermes, aire et église de St-Etienne-de-Gaspeyroux (72-92), à Teissier, de Tressan.

Commune de Vendémian :

Curé du lieu : 1 champ, 2 sétérées (559-1.025) ; chapelle : 1 vigne, 7 sétérées (1.950-3.700) ; Bénédictins de St-Guilhem : 1 champ, 2 sétérées 3 q. (1.056-1.450) et Domaine : 1 vieille bâtisse (800), à Azémar, Espagne et Bouillon, de Gignac ; Arnaud, bourgeois, de Vendémian.

CANTON DE CLERMONT-L'HERAULT

Commune de Clermont :

51 lots adjugés 146.950 : 3 monastères pour une valeur de 74.825 et 48 lots parcellaires pour 72.125.

ORIGINE :

1° Religieux dominicains de Clermont, 18 lots d'une valeur de 70.850 : 13 lots champs, vignes et olivettes, 50 sétérées (6.410-15.050) ; 1 pré, 2 sétérées (4 000-5 600) ; 1 jardin, 3 q. (1.360-1.500) ; creux à fumier, 3 cannes carrés (150-155) ; 1 moulin bladier (900-1.050) ; cloître, maison et enclos de 5 sétérées (20.050-47.500) ;

2° Religieuses bénédictines de Clermont, 17 lots pour une valeur de 61.445 : 16 lots champs, prés, vignes, 46 sétérées 2 q. (25.100-38.445) ; jardin et bâtiment (8.000-23.000) ;

3° Religieux Recollets, jardin et pré d'une sétérée (1.980-2.200) ; couvent et enclos (4 000-4.325) ;

4° Curé de Clermont : 3 lots champs et vignes, 4 sétérées (710-1.770) ;

5° Chapelles Notre-Dame-des-Agonisants, des 11.000-Vierges, St-Jacques, Ste-Ann eet Ste-Croix : 6 lots champs, vignes, aires et ferrajals, 17 sétérées (4.075-6.360).

Ces biens sont adjugés à 35 acquéreurs :

a) 3 étrangers à la commune : Vigourel, négociant à Lodève, acquéreur du monastère des Bénédictines ; Baumes, cultivateur de La Coste, et Léotard, dit l'« Américain », de Brignac ;

b) La municipalité de Clermont, qui se porte acquéreur du couvent des Recollets ;

c) 32 habitants de Clermont : négociants : Gaussinel, Bouisson, Rouaud-Tartary, Martin ; bourgeois : Jean Maistre, Rouquet, Lugagne et Belloux ; tonneliers : Bruguié, Baumes, Balp, Laurent et Liquier ; teinturiers : Marquez et Germain ; aubergistes : Bellugou et Pauze ; Coste plâtrier, Cabannes cordonnier, Jean Martin jardinier, Lavit roulier, Aujerly et Martin tuilliers, Tronc vicaire de la paroisse, Ginouvier, Brunet et Raunier cultivateurs, Ferrier citoyen, demoiselle Marie Genies et dame Salasc, épouse Bertrand, négociant.

Commune d'Aspiran :

Abbaye d'Aniane, moulin sur l'Hérault et bâtiments (8.100-16.550) ; 3 vignes muscat, 49 sétérées (5.950-44.300) ; curé du lieu : 10 parcelles champs, vi-

ghes et ferrajal, 11 sétérées (1.750-9.250) ; chapelle : 9 parcelles champs et vignes, 8 sétérées 2 q. 10 dextres (977-2.525) ; Recollets de Clermont : 1 maison (150-355).

Au total, 25 lots adjugés 72.625 à 19 acquéreurs : 16 habitants d'Aspiran : Aubrespy, homme de loi ; veuve Jeanjean, Fournier, Enjalvin, Pons, Coste, Cellier, Bonnet, Barral, Baumel, Carles, Roux, Renouvier, Siadoux, Palot et Bourrié ; 2 de Paulhan : Giniès, ménager, et Satger, tonnelier ; 1 de Campagnan : Bourrier.

Commune de Brignac :

Bénédictines de Clermont : 1 champ, 3 sétérées (594-1.000) ; Dominicains de Clermont : 1 vigne, 1 sétérée (209-400), à Baumes, négociant, et Blaquière, de Clermont.

Commune de Canet :

Ordre de Malte : commanderie de Ste-Eulalie : 1 champ de 3 sétérées (225), à Bastet, de Canet.

Commune de Ceyras :

Abbaye de Nonnenque : 1 vigne, 8 sétérées (600), à Raynaud, maçon, de Ceyras.

Commune de Saint-Félix-de-Lodès :

Chapelle St-Antoine : 2 champs, 17 sétérées (2.025), à Rouquette, bourgeois de Saint-Félix.

Commune de La Coste :

Abbaye de Nonnenque : 1 bois de 6 sétérées (203) ; chapelle Ste-Croix : vigne et champ, 7 sétérées (1.230-1.800), à Lavit, voiturier de Clermont, et Carrière de La Coste.

Religieuses de Mourgues : la métairie de Corniès en 13 lots, le tout estimé 7.870, adjugé 13.600 à Pierre Carrière, ménager.

Commune de Liausson :

Curé du lieu : 2 parcelles champs 2 q. (45), à Valette, de Liausson.

Ordre de Malte : 6 parcelles champs, 8 sétérées et un four (1.200-2.450).

Ségurier, acquéreur de 8 lots pour 2.495 ; Maistre, Guillaud et Vernhes, de Liausson ; Donnadiou, d'Octon.

Commune de Mourèze :

Abbaye de Gourgean : 3 lots prés et bois, 26 sétérées (2.125-3.300) ; fabrique de la paroisse : 1 maison (100), à Soullignac et Bruguier, cultivateurs à Lodève.

Ordre de Malte, commanderie de Ste-Eulalie : métairie de 391 sétérées, estimée 45.200, adjugée 206.500 le 8 août 1893, à Guillaume Arrazat, aubergiste de Lodève.

Commune de Nébian :

16 parcelles champs et hermes, 79 sétérées (15.750-77.320).

Dominicains de Clermont : 1 vigne de 1 sétérée (400) ; chapelles Corpus-Christi et Sainte-Anne : 3 parcelles champs et prés, 6 sétérées (3.960-5.025).

A 17 acquéreurs : 12 de Nébian : Vidal, Vernazobres, Maury, Donnadiou, Carrière, Fabre, Béloury, Cabassut, Delpont, Dupin, Rabéjac, Desfour ; 2 agriculteurs de Canet : Guyon et Lautié ; 2 habitants de Clermont : Ginouvès, négociant, et Berthomieu, médecin ; 1 cultivateur de Saint-André : Revel.

Commune de Paulhan :

6 lots, 38 sétérées, adjugés 16.750 : curé de Paulhan : champs et vignes, 11 sétérées (1.845-3.000) ; abbaye d'Aniane : 1 champ, 3 q. (154) ; chapelle : 2 parcelles, champs et vignes, 17 sétérées (3.900-7.560) ; Ordre de Malte :

champs et vignes, 9 sétérées (6.025), à Arlès, de Lodève ; Clergue, Satger et Verdier, de Paulhan.

Commune de Salasc :

Curé de Salasc : prés et ferrajal, 1 sétérée (800) ; évêché de Lodève : four et prés, 2 sétérées (2.335-3.400), à Poujol, Cellier et Donnadiou, cultivateurs de Salasc.

Commune de Valmascle :

Abbaye de Gorgean : champs, bois, hermes, 93 sétérées (6.600-6.950) ; curé du lieu : champ, 1 sétérée (200-495), à Baumes, négociant de Clermont, et Ricard, cultivateur de Valmascle.

CANTON D'ANIANE

Commune d'Aniane :

12 lots, 333 sétérés, adjugés 193.000 : biens dépendant de l'abbaye d'Aniane, ventes séparées en exécution d'un arrêté du Directoire du département du 21 mars 1791.

Premier lot : bâtiments d'exploitation, église, jardin, enclos et 12 sétérées de terres (51.750-63.000), à Causse, ci-devant conseiller à la Cour des Aides de Montpellier.

Deuxième lot : moulin bladier sur l'Hérault (28 600-33.700), à Léquepeys, ci-devant conseiller à la Cour des Aides de Montpellier.

Troisième lot : métairie, 109 sétérées de terres et 139 sétérées de bois, « Ne peut être séparé sans préjudice notable pour la Nation » (25.000-51.300), à Girouard, boulanger, de Lodève.

Quatrième lot : 1 vigne de 46 sétérées (18.745-26.600), à Autichan, homme de loi d'Aniane.

Cinquième lot : 1 pré de 6 sétérées (4.400-12.900), à Branjon, tanneur d'Aniane.

Plus : 5 autres lots, champs et hermes, 9 sétérées (2.075-3.675).

Chapelles Saint-Lazare et Saint-Antoine : 2 lots champs et vignes, 14 sétérées (3.430-7.550).

Ces derniers lots adjugés à 5 acquéreurs, dont 3 d'Aniane : Joullié cadet, tanneur ; Gaël, ménager ; Michel, bourgeois ; Girard, boulanger à Saint Jean-de-Fos, et Lequepeys, de Montpellier.

Commune d'Argelliers :

Abbaye d'Aniane : 1 métairie de 800 sétérées de bois et 9 de terres, plus bâtiments et bergerie (11.339-12.390), à Babot, fenassier à Montpellier.

1 bois taillis de 412 sétérées et bâtiments (10.100), à Granier, d'Argelliers.

Commune de La Boissière :

Abbaye d'Aniane : bois de 137 sétérées, hermes et aire (2.275-13.258), à Léquepeys, de Montpellier ; Autichan, d'Aniane, et Lavène, de La Boissière.

Curé du lieu : champ de 4 sétérées (437-525).

Commune de Saint-Guilhem :

4 lots, 7 sétérées (37.875) :

Bénédictins de Saint-Guilhem : enclos, bâtiments et 6 sétérées de terres (6 510-11.600) ; bâtiments de l'abbaye et jardin, 1 sétérée (12.790-12.875) ; moulin de la Clamouse (6.000-14.400).

A Rouqué, menuisier à Saint-Guilhem ; Albe, boulanger de Montpellier ; Puech, de Saint-Jean-de-Fos, et Fermaud, négociant à Gignac.

Commune de Puéchabon :

Abbaye d'Aniane : bois de 311 sétérées, aire, four et maison (11.160-13.000) ; curé de lieu : aire et champ (810-1.800), à Dupin, cultivateur à Puéchabon, pour le premier lot, et le curé de Puéchabon pour le dernier.

Commune de Saint-Paul :

Dominicature du lieu : 6 parcelles, champs et vignes, 17 sétérées (1.860-3.540), à Pierre Guizonnier, courrier de Montpellier à Sète.

BIENS DE DEUXIEME ORIGINE

CANTON DE LODEVE

Commune de Lodève :

Vente du 22 Brumaire an III :

1 maison et écurie, sur Jacques Labranche, prêtre déporté (10.400-33.300), à 2 fabricants de drap de Lodève : Arrazat et Vigourel.

Commune du Bosc :

Ventes du 16 Messidor, 27 Thermidor et 12 Vendémiaire an II :

58 lots portant sur les biens de la veuve Poulpry : 23 champs, 132 sétérées (12.440-97.380) ; 23 parcelles, hermes et bois, 244 sétérées (14.635-99.975) ; 1 olivette, 15 sétérées, (1.900-9.150) ; 2 vignes, 4 sétérées (400-1.875) ; prés et jardins, 7 sétérées (3.540-18.375) ; 6 lots de biens bâtis, maison, moulin, pigeonner, etc... (5.145-25.450).

Au total : 6 biens bâtis et 402 sétérées de terres et bois, estimés 38.060 et vendus 253.200 à 26 acquéreurs, dont 16 agriculteurs : 10 agriculteurs du Bosc pour 18 lots, 5 de Salèles pour 9 lots, 1 d'Usclas pour 2 lots, représentant à l'adjudication une valeur de 105.250 ; 10 habitants de Lodève : 4 fabricants de drap, 2 bourgeois, 1 notaire, 1 administrateur du district, 1 négociant et 1 officier de gendarmerie, acquéreurs de 29 lots représentant une valeur de 148.000 à l'adjudication ; Ollier, notaire, est acquéreur de 9 lots adjugés 56.700 ; les 4 fabricants de drap de 8 lots adjugés 54.225 et Pons, administrateur du district, pour 1 lot, 17.500.

Commune de Saint-Privat, appelée « Maro » pendant la période révolutionnaire :

Vente du 14 Vendémiaire an II :

Sur la veuve Poulpry, 22 lots : 10 champs et olivettes, 25 sétérées (2.180-4.890) ; 10 hermes et bois, 254 sétérées (6.205-29.775) ; moulin et château (1.880-4.430), soit un total de 2 biens immobiliers bâtis et 279 sétérées de terres et bois, estimation 11.610, adjudication 41.955, à 15 acquéreurs, tous agriculteurs : 11 de St-Privat, 3 d'Usclas et 1 de Parlatges.

Communes d'Aubègues-Saint-Etienne-de-Gourgas :

Ventes des 5-7 Thermidor, 18 Messidor an II, 23 et 26 Thermidor an III :

66 lots sur les biens de Rosset, dit « Fleury », ex-duc : 25 lots champs, 91 sétérées (9.695-13.285) ; 5 lots, hermes et bois, 433 sétérées (13.940-69.715) ; 7 biens immobiliers bâtis, maison, écurie, grenier, palier (2.375-8.300) ; 1 métairie de 149 sétérées, terres, prés et champs (49.629-200.200), soit un total de 7 biens immobiliers bâtis et 663 sétérées de terres, champs, hermes et bois, estimation 75.639, adjudication 291.500, à 15 acquéreurs dont 7 agriculteurs de Soubès et Aubègues, pour 8 lots d'une valeur de 8.295, 8 acquéreurs de Lodève pour 58 lots, 2 administrateurs du district : Fabre et Benoit, 15 lots de 23.450, 4 fabricants de drap : Mazel, 37 lots, 45.050, et Rabejac, acquéreur de la métairie, 200.200 ; 1 négociant et 1 bourgeois de Lodève : Causse et Cavalier, 5 lots, 14.605.

CANTON DE GIGNAC

Commune de Gignac :

Vente du 15 Floréal an II :

Sur Gros, dit « Sisterne », émigré, 6 lots : 5 champs, 4 arpents et demi (1.790-8.425) ; 1 maison (1.850-6.175).

Sur Azemar, dit « Labaume », 16 lots : 2 maisons (2.400-7.450) ; 6 parcelles vignes, 4 arpents (1.900-4.625) ; 6 parcelles champs : 1 champ en 3 lots et 1 en 5 lots, 7 arpents (2.475-14.015).

Soit au total : 22 biens vendus, tous achetés par des habitants de la commune de Gignac : 2 agriculteurs pour 6 lots, 6 artisans (voiturier, plâtrier, bouanger, taineur et mécanicien) pour 13 lots, 1 notaire 3 lots ; 3 biens immobiliers bâtis et 18 arpents de terres, champs et vignes, est. 10.415, adjud. 46.690.

Commune de Campagnan :

Vente du 22 Pluviôse an III :

40 biens de Jean Astruc, curé de Cabrials, prêtre déporté : 3 biens bâtis, maison et dépendances (5.200-33.200) ; 17 champs, 27 sétérées (16.150-91.545) ; 9 vignes, 18 sétérées (9.525-51.200) ; 5 olivettes, 8 sétérées (5.250-24.710) ; 2 jardins, 1 q. (1.300-5.000) ; 2 hermes, 3 sétérées (110-145), soit un total de 3 biens immobiliers bâtis et 47 sétérées de terres, estimation 37.535, adjudication 205.800, à 18 acquéreurs, tous agriculteurs : 32 lots pour 12 agriculteurs de Campagnan, 1 pour 1 agriculteur de Saint-Guiraud, 6 pour 4 agriculteurs de Bélarga, 1 pour 1 agriculteur de Vendémian et 1 pour 1 de St-Guiraud.

Commune de Saint-Guiraud, appelée « Bellevue » pendant la période révolutionnaire :

1° 91 ventes portant sur les biens d'Hilaire-Maurice Claris, ci-devant président de la ci-devant Cour des Aides de Montpellier, émigré :

a) 46 lots vendus les 9 Pluviôse, 9 et 26 Ventôse et 12 Germinal an II :

1 terre, champ et oliviers de 9 arpents 60 p., en 8 lots (2.337-6.776) ; 1 terre, champs et oliviers de 7 arpents 12 p. (3.356-7.720) ; 7 parcelles, prés, 2 arpents 4 p. (1.172-2.965) ; 10 parcelles champs, 9 arpents 52 p. (2.696-5.665) ; 6 parcelles vignes, 5 arpents 20 p. (1.946-3.300) ; 4 parcelles olivettes, 5 arpents 57 p. (1.109-3.105) ; 3 parcelles ferraïal, 81 p. (451-1.550) ; four et moulin à huile (1.500-3.725).

Soit un total de 2 biens immobiliers bâtis et 39 arpents 90 p. de terres, estimation 14.567, adjudication 34.805, à 20 acquéreurs, dont 18 agriculteurs des environs : St-Saturnin 1 acquéreur, 2 ventes ; St-Guiraud, 7 acquéreurs, 18 ventes ; St-Félix 1 acquéreur, 1 vente ; Jonquières 8 acquéreurs, 18 ventes ; et Canet 1 acquéreur, 4 ventes, et 2 lots acquis par 2 marchands de Lodève représentant une valeur de 1.500.

On trouve un acquéreur de 5 lots, 2 de 4 lots, 4 de 3 lots, 5 de 2 lots et 8 de 1 lot.

b) 45 lots vendus les 7 Floréal, 1 Prairial, 12 Messidor, 12 Thermidor et 19 Thermidor en II :

7 champs, en 19 lots, 21 arpents 98 p. (7.213-16.655) ; 8 vignes, en 18 lots, 32 arpents 50 p. (6.039-17.351) ; 2 parcelles bois, 3 arpents (217-625) ; 3 parcelles ferraïal, 57 arpents (315-1.075) ; 1 maison, en 3 lots (2.515-3.750).

Soit au total 1 maison et 58 arpents 5 p. de terres, est. 16.897, adjudication 39.456, à 10 acquéreurs : 7 agriculteurs de St-Guiraud pour 12 lots d'une valeur de 15.450, 3 habitants de Lodève et Clermont, 1 administrateur du district de Lodève pour 5 lots, un fabricant de Lodève pour 2 lots, 1 bourgeois de Clermont pour 10 lots, et Cabassut, ex-curé d'Avène, pour 6 lots. Soit 33 lots d'une valeur de 24.000.

Soit un total général de 5 biens immobiliers bâtis estimés 4.015, vendus 7.475 et 86 lots, terres, champs, vignes, prés, bois, ferraïals, estimés 27.449, vendus 66.786.

2^o Ventes portant sur Etienne Salet, prêtre déporté : 1 maison (1.200-6.100) et 3 vignes, 2 sétérées et demie (1.300-6.550).

Commune de Saint-Pargoire :

Vente du 22 Pluviôse an II :

Sur Jean Astruc, prêtre déporté : 8 vignes, 12 sétérées (7.750-35.575) ; 1 champ, 1 sétérée et demie (150-625), soit au total 13 sétérée et demie, estimation 7.700, adjudication 36.200, à 6 acquéreurs, tous agriculteurs de l'endroit.

Communes de Vendémian et du Pouget :

Vente du 14 Brumaire an III :

Sur Daudé d'Alzon, émigré, 32 lots : 18 champs, 30 arpents (20.765 100 035) ; 11 vignes, 19 arpents (8.150-23.200) ; 3 hermes, 9 arpents (1.325-7.725), biens estimés 30.256, adjugés 130.835, à 14 acquéreurs : 13 agriculteurs, dont 12 du Pouget, pour 23 lots, et 1 de Vendémian, pour 8 lots ; 1 négociant de Lodève, pour 1 lot.

CANTON DE CLERMONT-L'HERAULT

Commune de Clermont :

Ventes du 11 Prairial et 27 Pluviôse an II :

Portant sur 13 biens de Catherine-Françoise Castanié, veuve Poulpry, ex-comtesse, émigrée: 6 champs et hermes, 23 arpents 35 p. (1.629-3.070) ; 2 vignes, 2 arpents 25 p. (667-5.100) ; 4 parcelles de terrains, 78 p. (615-2.025) ; 1 maison (200-2.400).

Soit un total d'un bien immobilier bâti et 26 arpents 12 p. de terres, estimation 3.111, adjudication 12.575, à 9 acquéreurs, dont 2 agriculteurs de Clermont, 3 lots (1.260) ; 5 artisans de Clermont, 7 lots (7.815) ; 1 négociant de Lodève, 2 lots (2.300) et 1 avoué de Lodève, 1 lot (1.200).

Commune de Brignac :

Vente du 14 Vendémiaire an III :

Portant sur 45 biens de la veuve Pou'p'ry, ex-comtesse : 8 champs en 33 lots, 72 sétérées (31.080-130.125) ; 5 vignes en 8 lots, 21 sétérées (5.825-19.125) ; 1 pré, 4 sétérées (5.000-10.700) ; 1 devois, 2 sétérées (600-3.300) ; maison et dépendances, 2 lots (1.400-8.950).

Soit un total de 2 biens immobiliers bâtis et 99 sétérées de terres, estimation 42.905, adjudication 172.200, à 24 acquéreurs, dont 19 agriculteurs : 11 de Brignac pour 12 lots, 2 de Carbou 4 lots, 1 de Pégaïrolles 2 lots et 5 de Clermont 5 lots, représentant une valeur totale de 10.800 ; 3 habitants de Lodève pour 14 ventes, et 3 habitants de Clermont pour 7 ventes, représentant une valeur de 64.200.

Commune de Ceyras :

Vente du 25 Fructidor an II :

a) 125 lots, biens de Lauzières, dit « Themines », ci-devant évêque de Blois: 19 champs en 81 lots, 94 sétérées (84.065) ; 5 vignes en 18 lots, 18 sétérées et demie (32.905) ; 2 olivettes 14 lots, 15 sétérées (12.675) ; 1 pré en 6 lots, 9 sétérées (14.800) ; bâtiments divers 16 lots (27.985) ; maisonnage et enclos, de 12 sétérées, attenants (128.300).

Soit un total de 16 biens immobiliers bâtis et 108 de terres, représentant une superficie de 151 sétérées, estimés 55.030, vendus 128.444. Si l'on ajoute la vente de la propriété estimée 73.414 et vendue 128.300, on obtient les totaux suivants : estimation 138.400, adjudication 300.760, pour l'ensemble de ces biens.

45 acquéreurs, dont 37 agriculteurs : 18 de Ceyras pour 50 lots, 13 de St-Félix pour 24, 3 de Camboux pour 7, 1 de Jonquières pour 1, 1 de St-Guiraud pour 1 et 1 de Lodève pour 1 ; plus 7 habitants de Lodève, parmi lesquels on trouve un juge au Tribunal du District, acquéreur de 3 lots, 1 lieutenant de gendarmerie 1 lot, 1 fabricant de drap 3 lots, 1 artisan 1 lot, 1 bourgeois 1 lot, 1 administrateur du District pour 1 lot, 1 habitant de Clermont, acquéreur d'un lot ; on trouve 3 acquéreurs de 7 lots, 6 de 5, 3 de 4, 10 de 3, 8 de 2 et 15 de 1. Le seul bien important, la métairie, a été acquis par Sallet, de Ceyras. Si l'on

exécute cette vente qui représente à elle seule en valeur presque autant que l'ensemble des 116 autres ventes de biens acquis par les agriculteurs (128.300 centre 141.685), on voit que les acquéreurs ruraux ont acquis pour une valeur de 269.985 et les divers acquéreurs de Lodève et Clermont pour 30.675 seulement.

Ventes du 27 Pluviôse et 18 Thermidor an II :

b) 3 champs en 8 lots, 7 sétérées (1.787-3.750) ; 4 vignes en 26 lots, 27 sétérées (8.228-23.160) ; 2 bâtiments (1.300-2.475), soit un total de 2 biens immobiliers bâtis et 34 sétérées de terres, estimation 11.365, adjudication 39.385.

Ces 36 lots ont été adjugés à 21 acquéreurs, dont 16 agriculteurs de Ceyras (10 d'entre eux ayant déjà participé aux autres enchères), acquéreurs de 31 lots d'une valeur de 32.145 ; 4 habitants de Lodève et 1 de Clermont, 5 lots d'une valeur de 7.240.

Commune de Saint-Félix-de-Lodès, appelée « Lodès » pendant la période révolutionnaire :

63 lots sur les biens de Lauzières, dit « Thémines », évêque de Blois : 4 champs en 37 lots, 39 sétérées (26.838-64.091) ; 7 vignes en 18 lots, 33 sétérées (11.550-40.700) ; 4 olivettes, 10 sétérées (1.887-5.050) ; 2 ferrajals, 1 sétérée 1 q. (2.025-6.000) ; 1 maison et remise (4.000-5.700), soit un total de 2 biens immobiliers bâtis, 83 sétérées de terres, estimation 46.300, adjudication 123.541.

Ces 63 lots ont été adjugés à 14 agriculteurs, qui se sont portés acquéreurs de 30 lots : 12 de St-Félix pour 25 lots, 1 de Ceyras pour 1 lot, 1 de St-Guiraud pour 1 lot, 1 commerçant de St-Félix pour 1 lot et 1 militaire en congé pour 1 lot ; à 7 habitants de Lodève : 4 fabricants de drap pour 8 lots, 1 administrateur du District pour 7, 1 lieutenant de gendarmerie pour 2 et 1 négociant de Clermont et le garde-magasin des fourrages de Lodève, Puech, pour 12 lots.

Soit, pour les acquéreurs agriculteurs, 30 lots représentant une valeur de 62.296 et, pour les autres acquéreurs, 33 lots représentant une valeur de 61.245.

Commune de La Coste :

Vente du 26 Floréal an II :

Sur la veuve Poulpry : 1 bâtisse (30-31), à un habitant de Clermont.

Commune de Mourèze :

Ventes du 19 Fructidor et 8 Vendémiaire an II :

36 lots, portant sur les biens de la veuve Poulpry, ex-comtesse : 21 champs en 24 lots, 49 sétérées (6.275-14.500) ; 3 prés, 1 sétérée (965-2.020) ; 2 terrains, 1 sétérée 1 q. (55-270) ; hermes et devoirs, 71 sétérées (680-1.700) ; four, maison et ruines de château (660-1.265) ; 1 métairie de 432 sétérées comprenant 197 sétérées de terres cultivables, 122 sétérées d'hermes en garrigues et 120 sétérées de bois taillis (37.764-59.000), à Fulcrand Martin, fabricant de drap de Lodève, et 1 bois de 150 sétérées, non coupé depuis 20 ans (17.600-80.000), à Bec, agriculteur de Neffies.

Les 34 premiers lots ont été acquis par des agriculteurs de Mourèze, au nombre de 13 ; le four par des habitants de la commune.

La valeur totale des 36 lots est de (9.075-19.675) et celle des 2 autres biens (55.364-139.000), soit un total général de (64.439-158.675).

Commune de Nébian :

Vente du 22 Vendémiaire an III :

Sur la veuve Poulpry : 1 four (1.000-6.000) et 1 aire (25), à un agriculteur de Nébian.

Commune de Salasc :

Vente du 24 Vendémiaire an III :

Sur la veuve Poulpry : 14 champs (7.850-57.250) ; 1 four à cuire (300-605), au total : (8.150-57.855), à 4 acquéreurs dont 3 agriculteurs de Salasc, pour 3 lots, représentant une valeur de 8.025 ; 1 négociant de Lodève, Jean Benoit, à qui sont adjugés 12 lots représentant une valeur de 49.600.

CANTON D'ANIANE

Commune d'Aniane :

Ventes des 1 et 7 Floréal an II :

a) Sur André Cros, dit « Sisterne », garde du dernier tyran : 4 champs, 8 arpents 92 toises (2.775-12.500) ; 1 olivette, 7 arpents (3.150-10.550).

b) Sur Guillaume Azémard, dit « Labaume », ex-noble : 5 vignes, 11 arpents (2.400-6.500) ; 1 pré, 1 arpent et demi (1.200-6.500) ; 3 olivettes, 7 arpents et demi, et 1 maison avec jardin et 5 arpents de terre (5.500-26.000), soit au total 1 maison et 40 arpents 92 q. de terres (estimation 15.025, adjudication 62.050), à 8 acquéreurs dont 1 seul agriculteur d'Aniane : 1 lot (3.079). Les 16 autres lots sont acquis par 3 tanneurs d'Aniane pour 6 lots, 1 maçon d'Aniane pour 1 lot, le notaire de Gignac pour 2 lots et 2 habitants de Lodève : 1 négociant et 1 fabricant, acquéreurs de 6 lots représentant une valeur de 44.700, soit les deux-tiers de la valeur totale des 11 autres lots.

Commune d'Argelliers :

Vente du 22 Vendémiaire an III :

3 champs sur Jean Raynal, prêtre déporté (1.150-3.075), à un agriculteur d'Argelliers.

CANTON DE LUNAS

Commune de Ceilhe-et-Rocoze's :

Vente du 26 Floréal an II :

8 lots portant sur les biens d'André-Marie-Hercule Rosset, dit « Fleury », ci-devant duc : 4 hermes et devois, 46 sétérées (2.710-5.375) ; 4 champs et prés, 43 sétérées (5.120-10.600), soit un total de 89 sétérées de terres (7.860-15.975), à 3 acquéreurs : 1 agriculteur de Lodève pour 1 lot, 1 fabricant de Lodève pour 3 lots et Pierre Cabassut, ex-curé d'Avène, pour 4 lots.

Commune de Dio-et-Valquièrre :

Ventes des 11, 14 et 23 Floréal, 16 et 24 Prairial an II :

49 lots, dont 39 portant sur les biens de Rosset, dit « Fleury » et 10 portant sur les biens de Claris, émigré, ceux-ci représentant une valeur de 3.275 pour 13 sétérées.

26 lots, hermes, bois et ginetières, 154 sétérées (5.426-22.045) ; 18 1 sétérée (130-270) ; 1 maison et bâtiments d'exploitation (3.300-3.350).

1 métairie, bâtiments d'exploitation et 23 sétérées de terres (30.300-80.000).

Soit un total de 2 biens immobiliers bâtis et 211 sétérées de terres et bois, estimation 51.513, adjudication 157.760, à 22 acquéreurs, dont 15 agriculteurs pour 29 lots, représentant une valeur de 141.085.

11 agriculteurs de Dio et Valquièrre pour 26 lots, et 3 de Saint-Guiraud pour 3 lots ; 3 habitants de Lodève : 1 fabricant de drap, 1 cordonnier, 1 bourgeois, 4 lots d'une valeur de 4.390 ; 2 habitants de Clermont : 1 négociant et 1 tanneur, pour 6 lots d'une valeur de 2.110 et Cabassut, ex-curé d'Avène, pour 7 lots d'une valeur de 9.155.

La métairie, seul lot important, a été acquise par un agriculteur de Dio, nommé Cauvy.

On trouve un acquéreur de 7 lots, un de 4 lots, six de 3, sept de 2 et six de 1.

CANTON DU CAYLAR

Commune de Saint-Maurice :

Ventes des 29 Floréal et 23 Prairial an II et vente du 26 Vendémiaire an III :

40 lots : a) sur Hilaire Rosset, dit « Fonclair », ci-devant officier au régiment de Vintimille : 12 lots d'une valeur de 14.395 ;

b) sur André Ginestous : 13 lots d'une valeur de 64.640 ;

c) sur Latour du Pin, ex-ministre de la guerre : 5 lots d'une valeur de 26.000,

Ces lots se répartissent de la façon suivante : 15 lots, garriguès et hermes, 894 arpents (26.000-45.135) ; 18 lots, champs et hermes, 266 arpents (17 055-30.370) ; 3 biens immobiliers bâtis, maison, four, grenier, écurie (3.930-7.830), au total 7 biens immobiliers bâtis et 1.160 arpents de terres et garrigues, estimés 47.693, adjugés 103.333 à 9 acquéreurs.

4 agriculteurs, dont 2 de Saint-Maurice pour 4 lots, 1 de St Guiraud pour 9 lots, 1 d'Octon pour 1 lot, en tout 12 lots représentant une valeur de 23.728.

5 habitants de Lodève : 2 fabricants de drap : Vigourel et Arrazat, 5 lots (24.225) ; 2 citoyens de Lodève : 20 lots (55.280) ; 1 armurier de Lodève, 1 lot (1.100), en tout 26 lots représentant une valeur de 80.380.

VENTES EFFECTUEES A PARTIR DU 14 JUIN 1796 (Prairial an IV)

Canton de Lodève :

4 ventes : église des Pénitents-Bleus et des Pénitents-Blancs (19.870), à Guillaume Arrazat, négociant, et Arson, fabricant de drap ; 1 herme de 21 sétérées et terrains (682), à Ribes et Ménard, négociants de Lodève.

Saint-Etienne-de-Gourgas : 1 bâtiments (1.044), à un habitant de l'endroit.

Saint-Jean-de-Blaquière : herme et cazal (1.600-1.722), à Senglat de Saint-Frichoux et Jaoul de Montpellier.

Le Bosc : 21 lots, hermes et champs (2.000), à Senglat de St-Frichoux et Rabejac du Bosc.

Saint-Privat : 1 herme de 2 217 ares (518), à Ollier, d'Octon.

Soubès : métairie d'Autignac (13.596), à Ménard, de Lodève ; chapelle et lopin de terre (418), à Maury et Cabannes, de Soubès.

Uscles : maison presbytérale et jardin du curé (2.490) à Bonnarieu, imprimeur à Montpellier ; moulin à huile et champ d'une sétérée (4.300), à Satger, de Paulhan.

La Vacquerie : église, bâtiment et cimetière de Saint-Martin-de-Castries (495), à Bouschet, de Montpellier.

Canton de Lunas :

Avène : maison curiale, jardin et herme (2.300), à Fain, de Montpellier ; maison commune de Péret, à Ribes, de l'endroit.

Joncels : 1 cazal (99), à un habitant de l'endroit.

Octon : maison, cazal, jardin et herme, total 11 lots, vendus 2.800 à Vi-guié et Ollier, d'Octon ; Bouys, négociant ; Massal et Enja'vin, de Montpellier.

Saint-Martin-des-Combes : 1 champ, 1 sétérée (440), à Poujol de Montpellier.

Canton du Caylar :

Le Caylar : jardin, prés et champ (880), à Ménard, de Lodève et Reynes, du Caylar.

Le Cros : 1 cazal (118), à Reynes, du Caylar.

Les Rives : 1 devois (14.610), à Barral, du Caylar.

Canton de Gignac :

Couvent, chapelle des Pénitents, parcelle de terre, champ et mas sur l'Hérault, biens de la commune (15.925) ; jardin de Barrès, émigré (3.200).

Acquéreurs : Mar'in, inspecteur de l'Enregistrement à Gignac ; Avelant, juge au Tribunal, et Ma'llabiau, de Pouzols.

Saint-André : maison, chapelle des Pénitents et four (7.110), à Georges, propriétaire foncier à Pézénas ; Favier, lieutenant de gendarmerie, et un habitant de Montpellier.

Arboras : maison curiale, moulin, bâtiments et bois de 3 sétérées (9.600), à Massal, de Montpellier ; Vergnes et Jaoul, agriculteurs.

Campagnan : 1 champ (4 477), à Blanc, de Bélarga.

Saint-Guiraud : maison curiale, écurie, bâtiment (3.132), à Cambon, négociant charpentier-menuisier, et Fain, employé des fourrages à Montpellier.

Saint-Jean-de-Fos : cimetière (220), à André, propriétaire foncier de l'endroit,

Montpeyroux : cazal (220), à Carteyrade, de Montpellier.

Saint-Pargoire : vente d'un moulin à huile dont il a été sursis à l'adjudication sur la demande de la commune qui se prétendait propriétaire, adjudgé à

Pharamond, notaire.

Champs, vacants et lopin de terre (426), à Bruguière, de Saint-Pargoire, et Enjalvin, de Montpellier.

1 maison de Jacques Faucilhon (1.800), à Pierre Faucilhon, de St-Pargoire.

Popian : 3 terrains (525), à Gazagnes et Pommier, agriculteurs de Popian.

Le Pouget : maison commune et terrain (1.210), à Georges, de Pézénas et Ferrier, de Montpellier.

Pouzols : maison commune, terrain et vacant, 4 sétérées (920), à Portes et Caisso, de Pouzols.

Pullacher : terrain, four à cuire et creux à fumier (1.496), à Henry et Lamouroux, de Pullacher.

Saint-Saturnin : maison, jardin, cazal, champ et lopin de terre (4.215), à Jaoul, de St-Saturnin, et Massal, de Montpellier.

Vendémian : maison commune et parties des fossés de Vendémian, jardin, creux à fumier (4.396), à Lirou et Daumas, de Vendémian.

Canton de Clermont :

Presbytère (6.300), four à cuire (5.832), lopin et écurie (1.175), à Rouquet et Baumes, négociants de Clermont ; Massal et Marie Saint-Paul, de Montpellier.

Canet : vestiges d'un château (50), à Aubrespy, de Lodève.

Ceyras : four à cuire (1.440), à Baud, de Montpellier.

Saint-Félix-de-Lodès : parties des murs de St-Félix, jardin et champ (1.225) ; creux à fumier de Claris, émigré (484), à Vidal et Gabaudan, de St-Félix.

La Coste : 1 champ de 2 sétérées (154), à Vergnes, de La Coste,

Liausson : 5 hermes et 1 champ, 75 sétérées (2.900), à Martin et Salasc, de Clermont ; Ollier et Guillaud, de Liausson.

Mourèze : champ de 50 sétérées (3.474) et 1 pré d'une sétérée (2.684) ; 2 cazals (120) et 3 hermes, 4 sétérées (195), à Ollier, d'Octon ; Salasc, de Clermont et Soullignac, de Mourèze.

Nébian : maison commune (900), à Févier, de Saint-Bauzille.

Paulhan : maison presbytérale (7.800), à Barrafort, de Montpellier ; fossés et vacant (2.050), à Satger et Belly, de Paulhan.

Salasc : maison curiale (2.162), à Ollier, de Salasc ; champs, garrigues et 3 parcelles en hermes, 47 sétérées (1.400), à Alicot, notaire à Montpellier et Carteyrade, de Salasc.

Canton d'Aniane :

Diverses terres vendues 92.884 à Joseph Balp, de Montpellier ; prés, vignes, maison et jardin (7.145), à Fermaud, d'Aniane ; four à cuire (6.900), à Arnaud, d'Aniane ; bâtisse, bien d'Azémard, émigré (540), à Siau, d'Aniane ; moitié des biens de Martin Laurent, fils, émigré (3.578), à Fermaud, d'Aniane.

Saint-Guilhem : maison curiale (1.200), à Albe, boulanger de Montpellier.

Montarnaud : maison curiale (720), à Verdier, de Montpellier.

Puechabon : 3 parcelles hermes (284), à Dupin, de Puechabon.

VENTES DE L'AN V ET DE L'AN VII

Canton de Gignac (an V) :

Gignac : vacant et vieux chemin (55), à Vincent, de Montpellier.

Aumelas : jardin et champ du curé (624), bâtiment au Chapitre de Lodève (220), bois de chênes-verts (40.500), à Laffoux, fabricant de couvertures à Montpellier.

Arboras : 1 remise (600).

Le Pouget : église (1.225), à Sue, de Montpellier.

Popian : vacant (6.500).

Le Pouzols : terrains (1.000).

Saint-Pargoire : 1 vacant de Faucilhon, émigré (300).

Saint-Guiraud : 2 vacants de Claris, émigré (715).

Saint-Saturnin : 1 lopin de terre (100).

An VII. — Gignac : plusieurs terres de Coste Latour, émigré (1.700), à Combescuré, de Montpellier.

Arboras : terre de Vissec, père d'émigré, 2.000 ares (8.650), à Pierre Vissec.
An XII. — Gignac : terrain (30), à Pommier.

Canton de Clermont :

An V. — Aspiran : église Pénitents-Blancs et aire (1.500-2.500), à Georges et Cabassut.

Ceyras : remise et lopin (5.000), à Escudier, agriculteur.

Paulhan : terrain (2 625), à Bernier.

Saint-Félix : terrain (8.900), à Combescure.

An VII. — Clermont : champ et travers de la Vve Poulpry (123), à Delpont.

Aspiran : ferrajal (61), à Palloc.

Canet : patus et maison Ordre de Malte (480), à Pierre Flottes, de Montpel.

Brignac : champs veuve Poulpry (180), à Delpont.

Nébian : terrain (85), à Donnadiéu.

An XII. — Clermont : terrain et vacant de la liste civile (62), à Altabesse, de Montpellier.

Canton de Lodève

1 pré et vigne, du Chapitre (1.925), à Mouchon, de Montpellier ; chapelle et cazal Liste civile (1 330), à Guibert et Vincent.

Soubès : cazal, liste civile (205), à Gros.

Uclas : 2 terres Ordre de Malte et 1 à Péret (3.500), à Mouchon et Vincent, de Montpellier ; terrain dépendant du curé (300), à Escudier.

An VII. — Le Bosc : 1 travers au Chapitre de Lodève (20), à Rigal.

AN V ET AN VII

Canton d'Aniane :

Sol d'église (150), à Etienne Cambon, de Montpellier ; 1 pré de la commune (3.025), à Autichan, d'Aniane.

Saint-Jean-de-Fos : 1 église (1.225), à Combescure, de Montpellier.

Saint-Guilhem : ermitage (410), à de Joly, pour Pommier, Granier, Sabatier frères et Puech, de Montpellier ; maison, Liste civile (2.200), à Mouchon, de Montpellier.

VENTES EFFECTUEES AU PROFIT DE LA CAISSE D'AMORTISSEMENT

1^o VENTES EFFECTUEES A MONTPELLIER POUR TOUT LE DEPARTEMENT a) Du 1-8 1807 au 23-9-1811 :

ARRONDISSEMENT DE LODEVE

25-9-1807. — Commune du *Pouget* : 2 parcelles de 3 arpents 29 de Daudé d'Alzon, ex-émigré (2.500 et 3.925), à Daudé d'Alzon.

Commune de *Belorga* : petit terrain de 7 ares (195 et 200).

21-2-1809. — Commune d'*Aniane* : chapelle Notre-Dame (1.480 et 1.505).

ARRONDISSEMENT DE MONTPELLIER

25-9-1807. — Bâtiments (glacières) porte de la Blanquerie (10.945-11.225), adjugé à Maurran, avoué à Montpellier ; bâtiments (glacières) porte Pyla-St-Gély (9.012-9.075), adjugés à Maurran.

26-9-1807. — Parties de terrains (anciens fossés de la ville) 2 ventes (1.291 et 1.325), à Combescure, maçon ; (560 et 581), à Sabatier, fabricant de Verdet. Commune de *Villeneuve* : 1 aire de 2 ares (145-150).

30-10-1810. — Commune de *Paulhan* : chapelle des Pénitents-Blancs (180 et 200), à Bouniol, menuisier à Paulhan.

b) Du 12-6-1817 au 31-9-1819 :

12-6-1817. — Commune de *Gignac* : terrain de 30 centiares (15 et 17).

18-2-1818. — Commune de *Balaruc* : emplacement château (126 et 136).

Commune de *St-Paul-et-Valmalle* : creux à fumier (60-65).

2^o VENTES EFFECTUEES AU CHEF-LIEU D'ARRONDISSEMENT (1813-1817) a) A Montpellier :

3-6-1813. — Commune de *Lunel* : une boutique (4.700 sans enchères), à Dauprat, revendeur à Lunel.

26-7-1813. — Commune de *Villeveyrac* : terrains défrichés provenant de la commune, 28 hectares, vendus en 87 lots en nature de champs et vignes, pour la somme totale de 4.475 (ventes sans enchères).

27-7-1813. — Commune de *Villeveyrac* : terrains défrichés provenant de la commune, 21 hectares vendus en 80 lots en nature de champs et vignes, pour la somme totale de 2.135 (ventes sans enchères).

Ces parcelles sont toutes vendues à des habitants de Villeveyrac : les bénéficiaires sont qualifiés de « travailleurs de terre » dans la vente du 26 juillet et de « cultivateurs » dans celle du 27 juillet ; la plupart sont déjà fermiers des biens acquis et aucun d'eux n'acquiert plus de quelques parcelles.

23-8-1813. — Commune de *Marsillargues* : domaine de la « Communauté » comprenant bâtiments et 94 hectares de terres labourables plus 1 ha. 40 en vigne. Aucune offre ne s'étant produite sur la mise à prix primitive de 182.000 le 23-6, la mise aux enchères est faite à 114.000 ; le domaine est adjugé 141.000 à Paul Peridier, notaire à Montpellier, pour Jean-Jacques Durand, négociant à Montpellier.

Commune de *Mireval* : une partie des marais appelés Plan de Magalou,

355 sétérées (5.760-5.800), à Antoine Rosier, conseiller à la Cour impériale de Montpellier.

Commune de *Saint-Geniès* : la totalité des 117 parcelles formant 40 lots pour 30 hectares, sont mises à prix 3.250, adjugées 3.425 à Etienne Pascal, meunier à Laverune.

22-9-1813. — Commune de *Lansargues* : pré de 81 ares (190), à Morel, colonel, baron d'Empire.

Commune de *Lunel* : une boutique (2.304-2.600), à Vigie cadet, négociant à Lunel.

Commune de *Pégatrolles* : 3 lots, parcelles de 1, 15 et 30 ares (179).

Commune de *Mauguio* : 1 terrain 39 ares (320-330), à Louis Gay, percepteur. 1 maison ancien corps de garde (288-380), à Louis Gay.

Commune de *Balaruc* : 1 four à cuire (48-55), à Donnat, de Balaruc ; l'ancienne maison commune de Balaruc (120-150), à veuve Lamouroux.

11-10-1813. — Commune de *Frontignan* : 2 terrains au village, 196 m2 et 112 m2, en tout 184 ; 5 cazals emplacements de 50 m2, 30 m2, 95 m2, 80 m2 et 20 m2, en tout 918. Ces lots sont acquis par Raphaël Teulon, propriétaire foncier et par Leyrolle, juge de paix.

Commune de *Villeveyrac* : 1.178 arpents 69 de garrigues et vacants (29.360-29.700), à Jacques Aubrespy, propriétaire foncier à Villeveyrac, qui en cède une partie à Louis-Auguste de Roussy, propriétaire au Vigan, pour 400 sétérées.

Commune de *Montbazin* : 315 arpents 23 de garrigues et vacants (13.800-14.100), à Michel Privat, négociant à Mèze.

Commune de *Murviel* : 1^o 600 ares de garrigues et vacants (900-1.000), à Joseph Belus, jardinier à Montpellier ; 2^o 3.600 ares de garrigues et vacants (2.720-3.200), à Guillaume Castan, conseiller à la Cour impériale de Montpellier.

Commune de *Saint-Pargoire* (Villeveyrac et Aume'as) : terrains non défrichés, 170 hectares (17.600), à Isaac Jean, Pauline Audibert et la veuve Henry.

Commune de *Gallargues* : 1 four à cuire le pain (50).

Commune de *Campagne* : 6 ares de terrain (17) et 1 vigne 8 ares (21).

Commune de *Gigean* : terrains défrichés provenant de la commune, 21 hectares vendus en 62 lots représentant 117 parcelles de terres, en nature de champs et vignes, pour la somme totale de 19.80 fr. Tous les acquéreurs sont des cultivateurs de l'endroit et l'un d'eux, Bouscarren Pierre, en achète 24.

8-11-1813. — Commune de *Mireval* : 400 hectares de garrigues (16.100), à Caizergues, avoué, pour Jacques Jammes, négociant à Montpellier ; Magdeleine Durand, propriétaire à Montpellier ; Sylvain Brondel de Roquevaire, conseiller à la Cour.

Commune de *Frontignan* : 108 hectares de plages (2.275), à Joseph Lapierre, pour Etienne Ratier, propriétaire à Sète.

Commune de *Saint-Georges* : 79 hectares de garrigues en deux lots (8.450), attribués : 1^{er} lot, à Joseph Belus, jardinier, pour Georges Saint-Pierre, docteur en médecine à Montpellier ; 2^e lot, à Auguste Combemale, pour Jacques Pujol, de Saint-Georges.

22-11-1813. — Commune de *Loupian* : 10 hectares de terrains défrichés, comprenant 95 parcelles de terre en nature de champs et vignes, vendus en 66 lots à des habitants de l'endroit pour la somme totale de 2.075.

29-11-1813. — Commune de *Vendargues* : 35 hectares de garrigues et patus (4.075), à Martin Portales, négociant à Montpellier.

Commune de *Villeneuve-les-Maguelonne*, « joncas et patus », deux lots : 1^{er} lot, 83 hectares, à Joseph Belus, jardinier à Montpellier (2.010) ; 2^e lot, 127 hectares, à Vital Rimeize (1.825).

Commune de *Garrigue* : 105 hectares « environ » de garrigues (3.025), à Jacques Bouzanquet, propriétaire à Aumargues (Gard).

Commune de *Saint-Guilhem-le-Désert* : 1.651 hectares de garrigues en 15 lots faisant l'objet d'une seule mise aux enchères et attribués à Jean-Pierre Gay, médecin à Montpellier, pour 4.075).

Commune de *Lodève* : 7 hectares de terres labourables (6.425), à Michel Aysson, receveur municipal de la ville de Lodève.

27-12-1813. — Commune de *Vacquières* : 7 ha. 50 de terrains défrichés (2.250), à Jacques Rouvière, agriculteur à Vacquières.

Commune de *Grabels* : 79 hectares de devois en 3 lots : 1er lot, 45 hectares (5.875), à André Montels, président du Tribunal de première instance à Montpellier ; 2^e 2 lots de 17 hectares (2.251 et 1.352), à Joseph Laurens, propriétaire à Mèze.

Commune de *Loupian* : 507 arpents de garrigues (19.600), à Michel Privat, négociant à Mèze.

10-1-1814. — Commune de *Monternaud* : 12 hectares de terrains communaux défrichés en 43 parcelles formant 22 lots, vendus 1.324 à des agriculteurs de l'endroit.

14-2-1814. — Commune de *Montpellier* : une boutique (2.161), à Marcel Fraissines, revendeur.

Commune de *Prades-le-Lez* : 150 hectares de garrigues et patus (3.929), à Montlaur-de-Murles.

26-10-1814. — Commune de *Saint-Guilhem-le-Désert* : un terrain de 2 ares (400), à J.-P. Gay.

Commune de *Frontignan* : 2.626 hectares de garrigues et patus (31.000), à Joseph Lapiere, de Frontignan.

Commune de *La Vacquerie* : devois (5.710), à Honoré Amilhan, du Caylar.

23-11-1814. — Commune de *Saint-Paul* : 48 hectares de garrigues et vacants (1.000), à J.-J. Ricome, propriétaire foncier à Fontanès.

Commune de *La Boissière* : 121 hectares de garrigues (600), à Pierre Alary, domicilié au hameau de Belore.

7-12-1814. — Commune de *Bouzigues* : 101 hectares de garrigues (5.145), à Portalon, de Bouzigues.

Commune de *Montferrier* : 126 hectares de garrigues et vacants, en trois lots : 1er lot, 30 hectares (2.585), à Jean Dumas, agriculteur à Montpellier ; 2e lot et 3e lot, 76 hectares (725 plus 405), à Jacques Bourrien, de St-Clément.

Commune de *Cournonterral* : 4 hectares de terres (25.300), à Alain Amadou, propriétaire à Cournonterral.

Commune de *Montarnaud* : 220 hectares de garrigues et vacants en trois lots : 1er lot, 120 hectares (8.600), à J.-A. Goubert, de Montpellier, se réservant de faire élection d'ami ; 2e lot, 20 hectares (1.000), à J.-M. Castan, avocat général à la Cour royale de Montpellier ; 3e lot, 80 hectares (6.100), à Etienne Bru, propriétaire à Pignan.

11-1-1815. — Commune de *Saint-Martin-de-Londres* : 1 pré de 30 ares (389), à Antoine Deleuze, charron à Prades.

Commune de *Vic* : un marais de 22 hectares (1.500), à Jean Artignan, agriculteur à Vic.

Commune de *Villeneuve-les-Maguelonne* : 492 hectares de garrigues (16.300), à Jean Falot, négociant à Montpellier.

Commune de *Montferrier* : 18 hectares de garrigues (690), à Lucien Sevens.

Commune d'*Assas* : 6 ha. 50 de terres labourables et vignes, en 6 lots, vendus 1.140 à Jean Sauvaire, Claude Revessac, Jean Auriol, Antoine Beaumel, Guillaume Brun, Claparède.

11-1-1816. — Commune de *Cournonsec* : 115 hectares de garrigues, mise à prix 4.800, adjugé 15.100 à J.-L. Triaire, de Montpellier, pour J.-B. Deydé.

28-6-1815. — Commune de *Montpellier* : 2 boutiques, vendues 539 et 255 à André Huc et François Lacroix.

Commune d'*Assas* : 7 lots de garrigues (pas de superficie indiquée), vendus 7.871 à Jean Sauvaire (3 lots), Michel Brun, Jean Puech et Pierre Bonnet.

13-3-1816. — Commune de *Balaruc* : 507 hectares de garrigues (27 000), à J.-F. Gervais.

Commune de *Saint-Jean-de-Vedas* : 79 hectares de garrigues, mise à prix 2.800, adjugé 9.100 à Pierre Brun, pour Gabriel Huc, propriétaire foncier à Montpellier.

Commune de *Nébian* : 79 hectares de garrigues (5.340), à Jean Vaine pour Joseph Mestre, négociant, domicilié à Villeneuve-les-Clermont.

Commune de *Saint-Jean-de-Fos* : 500 hectares de garrigues (4.650), à Jean Lombard, propriétaire foncier à Saint-Jean-de-Fos.

Commune de *Gignac* : 116 hectares en 6 lots de garrigues (5.650), à Claude M., de Laurès.

Commune de *Ceilhes-et-Rocozeis* : 485 hectares de garrigues en 16 lots, mis en vente ensemble et adjugés 5.650 à François Géraud, avocat, domicilié à Lodève.

b) A Lodève :

2-7-1813. — Commune de *Le Poujols* : un moulin à huile (650), à Rouvier, du Poujols.

Commune de *Le Bosc* : 2 terrains communaux (400 et 50), 5 petits terrains en hermes (168).

Commune de *La Blaquière* : 2 petites hermes (86).

Commune de *Saint-Jean-de-Fos* : 29 lots de quelques dizaines de mètres carrés « terrains avec portions de rempart y attenant », pour la plupart sans enchères, au total 1.899.

25-8-1813. — Encore deux terrains pour 129.

Commune de *Soubès* : un moulin à huile (1 563), à Pierre-Ph. Pascal, fabricant de drap à Lodève.

Commune de *La Blaquière* : 4 lots, hermes (467).

Commune de *Saint-André* : 28 lots, terrains défrichés de quelques ares, au total 1.535 : 461 ares de garrigues plus 13 lots de quelques ares de terrains défrichés (818 sans enchères), à Esprit Viguié, marchand de blé à Saint-André; 2.255 ares de garrigues plus 7 lots (3.100), à Deleuze, de Saint-André.

Commune de *Le Pouget* : 1 four (310), 1 église ruinée (245), 1 terrain (85).

Commune de *Saint-Bauzille* : 15 lots de terrains défrichés, 450 ares pour 580, plus 10 lots adjugés ensemble 676, à Lousade, de Jonquières.

20-1-1813. — Commune de *Lagamas* : 8 lots terrains défrichés (550).

3-2-1813. — Commune de *Saint-Guiraud* : 27 lots terrains défrichés, champs et vigne jeune (1.900), pour une douzaine d'hectares.

Commune de *Gignac* : 7 terrains, champs, 4 hectares (480) plus un cazal en ruine et un terrain.

7-3-1814. — Commune de *Saint-Privat* : 6 hectares de bruguère (293), 6 ha. 93 en champs et hermes, à J.-F. Galibert, négociant à Lodève ; 1 métairie ruinée de 20 hectares, à J.-F. Galibert ; 8 lots hermes, 6 ha. 40 (1.600).

30-3-1815. — Commune de *Lodève* : 74 ares hermes (125).

Commune de *Villecum* : 30 ares hermes (26).

6-6-1815. — Commune de *Lodève* : vieille mesure et terrain en friche ci-devant cimetière, J.-J. Foulquier, de Lodève (1.050).

Commune de *La Vacquerie* : une buissière (2.500), 1 devois (2.560), 1 devois 6 ha. 50 (3.070), à Villa, fermier des biens vendus.

Commune de *Le Bosc* : 1 herme 2 ha. 75 (800), 1 herme 9 ha. 75 (800), 1 herme 3 ha. 18 (300), à Galibert, négociant à Lodève.

Commune de *Soubès* : 1 aire 22 ares (610).

Tableau Comparatif

des superficies totales des communes d'après les relevés cadastraux et des superficies des biens nationaux vendus dans chaque commune des deux districts de Montpellier et de Lodève

I. — DISTRICT DE MONTPELLIER

Communes de	Superficie totale	Biens nationaux	1 ^{re} Origine	2 ^{me} Origine	Rapport des superficies	Biens communaux vendus au profit de la Caisse d'Amortissement
A) CANTON DE MONTPELLIER :						
Montpellier	5.555 ha.	172 ha.	148 ha.	24 ha.	3 %	
Castelnau-le-Léz	1.118 »	11 »	10 »	1 »	1 %	
Clapiers	781 »	5 »	5 »	—	0,7 %	
Le Crès	585 »	—	—	—	—	
Lattes	3.182 »	283 »	276 »	7 »	9 %	
Montferrier	769 »	7 »	—	7 »	1 %	
Pérols - Palavas	1.411 »	11 »	5 »	6 »	0,8 %	
Cournonsec	1.206 »	259 »	3 »	256 »	18 %	
Cournonterral	2.860 »	—	—	—	—	134 = + 16 %
Fabrigues	3.147 »	1.170 »	1.145 »	37 »	37 %	115 = + 10 %
Saint-Georges-d'Orques	930 »	16 »	—	16 »	1,8 %	4
Grabels	1.753 »	365 »	363 »	2 »	26 %	76 = + 8 %
Saint-Jean-de-Védas	1.287 »	571 »	570 »	1 »	44 %	80 = + 4,5 %
Juvignac	1.083 »	—	—	—	—	79 = + 6 %
Lavérune	718 »	126 »	126 »	—	20 %	
Murviel	1.009 »	13 »	10 »	3 »	1,2 %	
Pignan	2.031 »	37 »	26 »	11 »	1,8 %	
Poussan	377 »	3 »	3 »	—	0,8 %	
Totaux pour le canton de Montpellier	29.780 ha.	3.055 ha.	2.684 ha.	371 ha.	10 %	520 = + 1,7 %

Communes de	Superficie totale	Biens nationaux	1 ^{re} Origine	2 ^{me} Origine	Rapport des superficies	Biens communaux vendus au profit de la Caisse d'Amortissement
B) CANTON DE MAUGUIO .						
Mauguio	9.605 ha.	877 ha.	775 ha.	102 ha.	9 %	
Saint-Aunès	1.234 »	7 »	5 »	2 »	0,6 %	
Candillargues	844 »	25 »	25 »	—	3 %	
Lansargues	1.821 »	132 »	127 »	5 »	7 %	
Mudaison	903 »	165 »	165 »	—	18 %	
Totaux pour le canton de Mauguio	14.387 ha.	1.206 ha.	1.067 ha.	109 ha.	8,4 %	
C) CANTON DE CASTRIES :						
Castries	2.405 ha.	393 ha.	132 ha.	271 ha.	16 %	400 = + 20 % (chiffre approx.)
Assas	1.911 »	405 »	2 »	403 »	21 %	
Bailargues	470 »	7 »	7 »	—	1,5 %	
Beaulieu	772 »	— »	—	—	—	
Saint-Brès	486 »	5 »	2 »	3 »	1 %	
Buzignargues	461 »	5 »	5 »	—	1 %	
Saint-Drézéry	1.046 »	92 »	92 »	—	9 %	
Petit-Gallargues	1.139 »	131 »	1 »	40 »	3,6 %	
Saint-Géniez-des-Mourgues	1.137 »	44 »	6 »	128 »	12 %	30 = + 4,5 %
Guzargues	1.179 »	5 »	5 »	—	0,4 %	
Saint-Hilaire	447 »	10 »	5 »	5 »	2 %	
Jacou	341 »	2 »	2 »	—	0,5 %	
Saint-Jean-de-Cornilès	296 »	13 »	6 »	8 »	3 %	
Montaud	1.259 »	3 »	3 »	—	0,2 %	
Restinclières	652 »	2 »	1 »	—	0,3 %	
Sussargues	648 »	68 »	1 »	67 »	11 %	
Teyran	1.004 »	—	—	—	0	
Valergues	519 »	1 »	1 »	—	0,2 %	35 = + 3,8 %
Vendargues	896 »	5 »	2 »	3 »	0,9 %	
Totaux pour le canton de Castries	17.122 ha.	1.211 ha.	283 ha.	928 ha.	7,7 %	465 = + 2,7 %

Communes de	Superficie totale	Biens nationaux	1 ^{re} Origine	2 ^{es} Origine	Rapport des superficies	Biens communaux vendus au profit de la Caisse d'Amortissement
D) CANTON DE LUNEL						
Lunel	2.392 »	17 ha.	17 ha.	—	0,7 %	
Boisseron	736 »	28 »	14 ha.	14 »	4 %	
Saint-Christol	1.102 »	350 »	30 »	60 »	32 %	
Saint-Just	607 »	90 »	2 »	140 »	15 %	
Lunel-Viel	1.196 »	(1) 142 »	213 »	—	12 %	
Marsillargues	4.270 »	—	3 »	—	5,7 %	
Saint-Nazaire	566 »	3 »	3 »	—	—	
Saturargues	699 »	2 »	2 »	—	0,4 %	
Saussines	658 »	5 »	5 »	1 »	0,3 %	
Saint-Sériès	458 »	11 »	11 »	—	1 %	
Vérargues	551 »	30 »	—	80 »	2 %	
Villetelle	531 »	—	—	—	15 %	
Totaux pour le canton de Lunel	13.646 ha.	941 ha.	552 ha.	294 ha.	6,2 %	
E) CANTON DE GANGES :						
Ganges	716 ha.	3 ha.	3 ha.	—	0,4 %	
Agonès	421 »	277 »	11 »	276 »	66 %	
Saint-Bauzille-de-Putois	1.809 »	86 »	1 »	85 »	4,7 %	
Brissac	4.417 »	55 »	—	55 »	1,3 %	
Cazilhac	1.159 »	2 »	1 »	1 »	—	
Gorniès	2.978 »	1 »	1 »	—	—	
Laroque	663 »	210 »	—	210 »	32 %	
Montautieu	1.595 »	13 »	13 »	—	0,8 %	
Moules-et-Baucels	2.295 »	297 »	—	297 »	13 %	
Totaux pour le canton de Ganges	16.051 ha.	942 ha.	20 ha.	922 ha.	5,8 %	

(1) Y compris un domaine de 55 hectares vendu au profit de la Caisse d'Amortissement.

Communes de	Superficie totale	Biens nationaux	1 ^{re} Origine	2 ^{me} Origine	Rapport des superficies	Biens communaux vendus au profit de la Caisse d'Amortissement
F) CANTON DES MATELLES:						
Les Matelles	1.681 ha.	24 ha.	24 ha.	—	1,5 %	
Saint-Bauzille-de-Montmel ..	2.651 »	7 »	7 »	—	0,2 %	
Cazeville	1.680 »	—	—	—	—	
Saint-Clément	1.269 »	5 »	5 »	—	0,4 %	
Combailoux	905 »	—	—	—	—	
Ste-C. oix-de-Quintillargues ..	662 »	—	—	—	—	
Saint-Félix-du-Fesc	1.650 »	—	—	—	—	
Saint-Jean-de-Cuculles	908 »	81 »	81 »	—	9 %	
Saint-Mathieu-de-Trévières ..	2.192 »	93 »	93 »	—	4 %	
Murles	2.406 »	277 »	2 »	275 »	12 %	
Prades-le-Lez	887 »	6 »	6 »	—	0,8 %	
Vailhauguès	1.611 »	265 »	265 »	—	17 %	150 = + 17 %
St-Vincent-de-Barbeirargues ..	223 »	—	—	—	—	
Le Triadou	629 »	—	—	—	—	
Totaux pour le canton des Matelles	18.794 ha.	658 ha.	483 ha.	275 ha.	3,6 %	150 = + 0,8 %
G) CANTON DE FRONTIGNAN :						
Frontignan	4.132 ha.	17 ha.	7 ha.	10 ha.	0,4 %	3.134 = + 70 %
Balaruc	1.380 »	7 »	7 »	—	0,5 %	507 = + 31 %
Mireval	1.108 »	7 »	5 »	2 »	0,7 %	522 = + 50 %
Vic-les-Etangs	3.049 »	—	—	—	—	22 = + 0,7 %
Villeneuve-les-Maguelonne ...	3.190 »	387 »	387 »	—	12 %	702 = + 22 %
Totaux pour le canton de Frontignan	12.857 ha.	418 ha.	406 ha.	12 ha.	3,3 %	4.845 = + 40 %

Communes de	Superficie totale	Biens nationaux	1 ^{re} Origine	2 ^{me} Origine	Rapport des superficies	Biens communaux vendus au profit de la Caisse d'Amortissement
H) CANTON DE SAINT-MARTIN-DE-LONDRES :						
Saint-Martin-de-Londres	3.919 ha.	155 ha.	155 ha.	—	4 %	
Saint-André-de-Buèges	1.525 »	3 »	3 »	—	0,2 %	
Le Causse-de-la-Selle	4.518 »	—	—	—	—	
Saint-Jean-de-Buèges	1.750 »	—	—	—	—	
Le Mas-de-Londres	1.906 »	3 »	3 »	—	0,2 %	
Pégaïrolles-de-Buèges	1.335 »	—	—	—	—	
Rouet	2.475 »	—	—	—	—	
Viols-en-Laval	1.601 »	—	—	—	—	
Viols-le-Fort	1.673 »	7 »	7 »	—	0,4 %	
Notre-Dame-de-Londres	2.814 »	23 »	23 »	—	0,8 %	
Totaux pour le canton de Saint-Martin-de-Londres	23.416 ha.	191 ha.			0,8 %	
I) CANTON DE CLARET :						
Claret	2.852 ha.	4 ha.	4 ha.	—	0,2 %	
Campagne	484 »	5 »	5 »	—	1 %	
Ferrières	1.741 »	2 »	2 »	—	0,1 %	
Fontanès	818 »	10 »	10 »	—	1,2 %	
Garrigues	492 »	1 »	1 »	—	0,2 %	105 = + 25 %
Sauret	667 »	—	—	—	—	
Sauturanges	1.276 »	2 »	2 »	—	0,2 %	86 = + 6 %
Vaquières	1.473 »	—	—	—	—	
Valfagnès	2.113 »	—	—	—	—	
Totaux pour le canton de Claret	11.886 ha.	24 ha.			0,2 %	191 = + 1,6 %

Communes de	Rapport des superficies	Biens nationaux	1 ^{re} Origine	2 ^{de} Origine	Superficie totale	Biens communaux vendus au profit de la Caisse d'Amortissement
J) CANTON DE MEZE :						
Mèze	3.379 ha.	125 ha.	125 ha.	—	3,5 %	101 = + 35 %
Bouzigues	286 »	12 »	12 »	—	4 %	21 = + 1,3 %
Gigean	1.662 »	37 »	25 »	17 »	2,3 %	185 = 11 %
Loupian	1.619 »	—	—	—	—	105 = 5 %
Montbazin	2.113 »	386 »	23 »	383 »	12 %	
Poussan	3.008 »	5 »	5 »	—	0,2 %	
Totaux pour le canton de Méze	15.782 ha.	570 ha.	190 ha.	380 ha.	3,2 %	412 = 2,5 % 6.583 hectares soit + 3,8 %

Totaux généraux pour le district de Montpellier : 177.692 ha. et 9.215 ha. (5.995 + 3.220), soit une moyenne générale de 5 % (3,2 % pour les biens de première origine et 1,8 % pour ceux de deuxième origine).

Pour la commune de Villeveyrac, d'abord rattachée au district de Béziers jusqu'en 1797 il y a eu 745 hectares de biens communaux vendus au profit de la Caisse d'Amortissement.

II. — DISTRICT DE LODEVE

Communes de	Superficie totale	Biens nationaux	1 ^{re} Origine	2 ^{me} Origine	Rapport des superficies	Biens communaux vendus au profit de la Caisse d'Amortissement
A) CANTON DE LODEVE :						
Lodève	2.317 ha.	26 ha.	26 ha.	100 »	1,2 %	2
Le Bosc	2.813 »	120 »	20 »	164 1/2	4,5 %	15 = + 0,5 %
Saint-Etienne-de-Gourgas ...	1.943 »	165 »	1 1/2	—	13,5 %	
Fozzières	543 »	1 »	1 »	—	0,2 %	
Saint-Jean-de-Blaquières	1.722 »	2 »	2 »	—	0,1 %	
Laouroux	2.642 »	4 »	4 »	—	0,1 %	
	965 »	4 »	4 »	—	0,4 %	
Saint-Pierre-de-la-Fage	1.859 »	1 »	1 »	—	0,1 %	
Les Plans	1.811 »	1 »	1 »	—	—	
Poujols	286 »	95 »	25 »	70 »	3,3 %	46 = + 1,8 %
Saint-Privat	2.689 »	38 »	32 »	—	—	
Le Puech	1.586 »	103 »	103 »	—	2,5 %	
Soubès	1.235 »	432 »	432 »	—	9,5 %	
Soumont	1.104 »	103 »	103 »	—	0,8 %	
Uclas	450 »	4 »	4 »	—	16 %	215 = + 4,8 % (chiffre approx.)
La Vacquerie	4.304 »	692 »	692 »	—	—	
Totaux pour le canton de Lodève	28.258 ha.	249 ha.	915 ha.	334 ha.	4,5 %	278 = + 1 %
B) CANTON DE CLERMONT- L'HERAULT :						
Clermont-l'Hérault	3.249 ha.	38 ha.	31 ha.	7 ha.	1,2 %	
Aspiran	1.613 »	17 »	17 »	—	1 %	
Brignac	443 »	26 »	1 »	25 »	6 %	
Canet	733 »	28 »	1 »	—	—	
Celles	756 »	—	—	—	—	
Ceyras	702 »	135 »	2 »	133 »	19 %	

Communes de	Superficie totale	Biens nationaux	1 ^{re} Origine	2 ^{me} Origine	Rapport des superficies	Biens communaux vendus au profit de la Caisse d'Amortissement
Saint-Félix-de-Lodès	439 »	25 »	4 »	21 »	5,7 %	
Lacoste	745 »	22 »	22 »	—	3 %	
Liausson	794 »	2 »	2 »	—	0,3 %	
Mourèze	1.344 »	200 »	6 »	194 »	15 %	
Nébian	979 »	119 »	119 »	—	13 %	
Paulhan	1.129 »	10 »	10 »	—	0,8 %	79 = + 8 %
Salasc	900 »	28 »	13 »	15 »	3 %	
Vismacle	689 »	24 »	24 »	—	3,4 %	
Villeneuve	314 »	—	—	—	—	
Totaux pour le canton de Clermont	14.834 ha.	647 ha.	252 ha.	395 ha.	4,5 %	79 = + 0,5 %
C) CANTON DU CAYLAR :						
Le Caylar	2.208 ha.	23 ha.	—	—	1 %	
Le Crès	2.245 »	11 »	—	—	0,5 %	
Saint-Félix-de-Naras	1.292 »	—	405 ha.	—	—	
Saint-Maurice	6.763 »	1 »	340 »	—	5,9 %	
Saint-Michel-d'Alajoux	2.539 »	340 »	1 »	—	14 %	
Pégairolles-d'Escalette	3.215 »	1 »	70 »	—	3,2 %	
Les Rives	2.359 »	70 »	—	—	—	
Sorbs	2.033 »	—	—	—	—	
Totaux pour le canton du Caylar	22.632 ha.	677 ha.	466 ha.	231 ha.	3 %	
D) CANTON D'ANIANE :						
Aniane	2.033 ha.	141 ha.	124 ha.	17 ha.	7 %	
Argelliers	5.029 »	307 »	304 »	3 »	6 %	
La Boissière	2.442 »	35 »	35 »	—	1,5 %	121 = + 5 %
Saint-Guilhem	3.864 »	4 »	4 »	—	0,2 %	1.651 = + 40 %
Montarnaud	2.753 »	—	—	—	—	232 = + 9 %

Communes de	Superficie totale	Biens nationaux	1 ^{re} Origine	2 ^{me} Origine	Rapport des superficies	Biens communaux vendus au profit de la Caisse d'Amortissement
Saint-Paul-et-Valmalle	1.268 »	4 »	4 »		0,3 %	48 + 3,7 %
Puéchabon	3.126 »	78 »	78 »		2,5 %	
Totaux pour le canton d'Aniane	21.515 ha.	569 ha.	549 ha.	20 ha.	2,7 %	2.025 = + 9,5 %
E) CANTON DE GIGNAC :						
Gignac	2.985 ha.	13 ha.	8 ha.	5 ha.	0,4 %	120 = + 4 %
Saint-André	1.972 »	17 »	17 »	—	0,9 %	27 = + 1,3 %
Arboras	673 »	22 »	21 »	1 »	3,8 %	
Aumelas	5.820 »	58 »	68 »		1 %	
Saint-Bauzille-de-la-Sylve	864 »	3 »	3 »		0,7 %	5 = + 0,6 %
Belarga	413 »	1 1/2 »	1 1/2 »		0,4 %	
Campagnan	375 »	51 »	40 »	11 »	13 %	
Saint-Guiraud	6.071 »	1 1/4 »	1 1/4 »		—	13 = + 0,2 %
Saint-Jean-de-Fos	1.419 »	7 »	7 »		0,5 %	500 = + 35 %
Jonquières	205 »	—	—		—	
Lagamas	452 »	1/4 »	1/4 »		—	
Montpéroux	2.242 »	1/4 »	1/4 »		—	
Saint-Pargoire	2.377 »	8 »	4 »	4 »	0,4 %	170 = + 7 %
Plaisan	184 »	1/4 »	1/4 »		—	
Popian	585 »	3 »	3 »		0,5 %	
Le Pouget	1.401 »	25 1/2 »	25 1/2 »		1,9 %	
Pouzols	296 »	1 »	1 »		0,4 %	
Pulacher	267 »	2 »	2 »		0,8 %	
Saint-Saturnin	983 »	3 1/2 »	2 1/2 »		0,3 %	
Tre-san	392 »	1/4 »	1/4 »		—	
Vendémian	1.689 »	18 »	3 »	15 »	1,1 %	
Totaux pour le canton de Gignac	26.609 ha.	234 ha.	195 ha.	39 ha.	1 %	835 = + 3,2 %

Communes de	Superficie totale	Biens nationaux	1 ^{re} Origine	2 ^{me} Origine	Rapport des superficies	Biens communaux vendus au profit de la Caisse d'Amortissement
F) CANTON DE LUNAS :						
Lunas	4.489 ha.	1 ha.	1 ha.	—	—	
Avène	6.265 »	1 »	1 »	—	—	
Le Bousquet-d'Orb	1.182 »	4 »	4 »	—	0,4 %	
Brenas	1.059 »	2 »	2 »	—	0,2 %	
Ceilhes-Rocozels	2.789 »	67 »	45 »	22 »	2,4 %	
Dio-et-Valquière	1.877 »	82 »	7 »	75 »	4,4 %	
Joncels	4.624 »	8 »	8 »	—	0,2 %	485 = + 20 %
Lavalette	854 »	1/2	1/2	6 »	—	
Merifons	674 »	5 »	3 »	—	0,5 %	
Ocôn	1.719 »	6 »	6 »	—	0,4 %	
Romiguières	342 »	—	—	—	—	
Roqueredonde	2.274 »	—	—	—	—	
Saint-Martin-de-Combes	461 »	6 »	6 »	—	1,3 %	
Totaux pour le canton de Lunas	28.602 ha.	181 ha.	84 ha.	97 ha.	0,6 %	485 = + 1,7 % 3.702 = + 1,8 %

Totaux généraux pour le district de Lodève . 142.450 ha. et 3.557 ha. (2.441 + 1.116), soit une moyenne générale de 2,5 % (1,7 % pour les biens de première origine, 0,8 % pour les biens de deuxième origine).

Note relative à la conversion en hectares des surfaces des biens nationaux exprimées en anciennes mesures :

La *sétérée* : principale mesure de surface usitée pour les mensurations des surfaces des biens nationaux, est variable suivant les communes.

a) Toutefois, elle équivaut sensiblement à 20 ares, c'est-à-dire que l'hectare = 5 sétérées, dans la plupart des communes du district de Montpellier.

EXCEPTIONS :

La sétérée = 25 ares (hectare = 4 sétérées) à Sète, Bouzigues et Mèze.

= 15 ares (hectare = 7 sétérées) à Vic, Fabrègues, Gornières, Juvignac, Latès, Lavérune, Murviel, Saint-Jean-de-Védas, Villeneuve-les-Maguelonne, Pérols, Saint-Georges-d'Orques, Pignan et Montpellier ;

= 16 ares (hectare = 6 sétérées 1 q.) à Saint-André et Saint-Jean-de-Buèges, Cournonsec, Cournonterral, Saussan ;

= 18 ares (hectare = 5 sétérées 3 q.) à Viols-le-Fort.

b) Elle équivaut sensiblement à 25 ares, c'est-à-dire que l'hectare = 4 sétérées, dans la plupart des communes du district de Lodève.

EXCEPTIONS :

La sétérée = 20 ares (hectare = 5 sétérées) à Sorbes et Saint-Maurice ;

= 23 ares (hectare = 4 sétérées 2 q.) à Vendémian et Campagnan ;

= 26 ares (hectare = 3 sétérées) à Liausson, Saint-Pargoire, Romiguières, Pégairolles et Mourèze ;

= 47 ares (hectare = 2 sétérées) à Plaisan.

La *carteirade*, qui égale 30 ares, est une mesure usitée dans les communes de Lansargues, Lunel-Viel, Lunel-Ville, Marsillargues, Saint-Just, Saturargues, Villetelle, Vêrargues et Saint-Geniès.

D'après le « Traité de calcul décimal relativement aux nouveaux poids et mesures », par le citoyen Guibal, ingénieur civil (Béziers, an VII de la République).

Tableau pouvant donner une idée de la dépréciation du papier-monnaie pendant la période révolutionnaire :

Etat du prix du pain fixé d'après les mercuriales de chaque marché dans la commune de Pézenas depuis le 1 janvier 1791 jusqu'au 11 thermidor an IV (archives départementales de l'Hérault, série L. 713 n° provisoire).

Il s'agit du pain blanc du poids de 12 onces la livre :

1791 :	Janvier ...	26 deniers	Février ...	26 deniers	Mars	25 deniers
	Avril	23 deniers	Mai	22 deniers	Juin	21 deniers
	Juillet ...	25 deniers	Août	25 deniers	Septemb. .	25 deniers
	Octobre ...	26 deniers	Novembre .	28 deniers	Décemb. ..	30 deniers
1792 :	Janvier ..	31 deniers	Février ...	31 deniers	Mars	31 deniers
	Avril	33 deniers	Mai	43 deniers	Juin	40 deniers
	Juillet ...	40 deniers	Août	40 deniers	Septemb. .	40 deniers
	Octobre ..	40 deniers	Novembre .	40 deniers	Décemb. ...	43 deniers
1793 :	Janvier ...	43 deniers	Février ..	45 deniers	Mars	56 deniers
	Avril	60 deniers	Mai	52 deniers		

Note. — Pour la vente des biens de la Caisse d'Amortissement, l'arpent est quelques fois employé comme mesure de superficie ; il s'agit de l'arpent de Paris, qui correspond à 35 ares.

Les marchés on tété interrompus depuis le 22 juin 1793 jusqu'au 9 messidor an III, les prix des grains ayant été fixés par décret de la Convention.

An III. — Messidor : 3 livres 11 sols ; Thermidor : 5 livres.

An IV. — Vendémiaire de 8 livres à 10 livres
 Brumaire de 11 livres à 15 livres
 Frimaire de 15 livres à 27 livres
 Nivôse de 27 livres à 44 livres
 Ventôse de 40 livres à 45 livres

A partir de cette époque, le pain ne s'est plus vendu en papier monnaie.

Prix de la livre de viande :

An III. — Germinal : 3 livres 10 sols ; Floréal : 5 livres ; Prairial : de 6 à 11 livres.

An IV. — Vendémiaire de 13 à 14 livres
 Brumaire de 15 à 20 livres
 Frimaire de 25 à 60 livres
 Nivôse 70
 Pluviôse 150

A partir de cette époque, la viande ne s'est plus vendue en papier monnaie.

Valeur des louis d'or de 24 francs en assignats dans la commune de Ledève du 11 janvier 1791 au 11 thermidor an IV :

1791 : de 24 à 34 livres

1792 : de 38 à 40 livres

1793 : de 43 à 76 livres

An II : Vendémiaire 83, Nivôse 46, Fructidor 77

An III : Vendémiaire 83, Germinal 172, Prairial 360, Fructidor 868

An IV : Vendémiaire 1.145, Frimaire 3.091, Ventôse 6.610, Prairial 8.300

La première année de la République a commencé à minuit le 22 septembre 1792, la répartition des mois d'après les saisons étant la suivante :

Automne : Vendémiaire, Brumaire, Frimaire

Hiver : Nivôse, Pluviôse, Ventôse

Printemps : Germinal, Floréal, Prairial

Été : Messidor, Thermidor, Fructidor

Le 1^{er} Vendémiaire : 22 septembre et le 30 Vendémiaire : 21 octobre.

Table des Matières

	Pages
Avant-propos	7
Carte des districts de Montpellier et Lodève	8

INTRODUCTION

Précédents historiques	9
Cadres des districts de Montpellier et Lodève	10
Sources de la documentation	11

CHAPITRE PRELIMINAIRE

Législation sur la vente des biens nationaux	14
Economie juridique des opérations de vente	15

PREMIERE PARTIE

I. — VENTES DES BIENS DE PREMIERE ORIGINE

1° Nomenclature chronologique des ventes :	
District de Montpellier	17
District de Lodève	19
2° Processus des opérations de vente sur le plan local :	
Soumissions	21
Evaluations	22
Contentieux	23
3° Résultat financier des opérations de vente. Augmentation des prix d'adjudication sur les prix d'estimation :	
Fonction de la date de liquidation	24
Fonction de la nature et de la situation du bien	25
4° Acquéreurs :	
Discrimination des diverses catégories d'acquéreurs	26
Prédominance de la bourgeoisie urbaine	28
Intermédiaires	32
Acquéreurs déchus et reventes	32

II. — VENTES DES BIENS DE DEUXIEME ORIGINE

1° Nomenclature chronologique des ventes :	
District de Montpellier	34
District de Lodève	35
Importance respective des ventes de première et de deuxième origines	35
2° Morcellement des terres :	
Oppositions aux morcellements et réalisations	36
Résultats financiers et résultats sociaux	38

3^o Acquéreurs :

Importance croissante de l'élément rural dans les achats de biens nationaux 38

Diverses causes d'annulation des ventes 40

4^o Remarques sur les personnes dont les biens ont été confisqués 41

III. — VENTES EFFECTUEES A PARTIR DE PRAIRIAL AN IV

CONCLUSIONS

DEUXIEME PARTIE

Relevé des ventes par cantons et communes	49
District de Montpellier :	
Biens de première origine	49
Biens de deuxième origine	64
Ventes postérieures à Prairial an IV	72
District de Lodève :	
Biens de première origine	79
Biens de deuxième origine	87
Ventes postérieures à Prairial an IV	93
Ventes effectuées au profit de la Caisse d'Amortissement	96
Tableau comparatif des superficies des communes d'après les relevés cadastraux, et des superficies des biens nationaux vendus dans chaque commune des deux districts de Montpellier et de Lodève	100
Note relative à la conversion en hectares des surfaces des biens nationaux exprimés en anciennes mesures	110
Tableau pouvant donner une idée de la dépréciation du papier-monnaie pendant la période révolutionnaire	110
Table des matières	113
Bibliographie	115

BIBLIOGRAPHIE

LEFEBVRE : *La Révolution* (Collection « Peuples et Civilisations »).

DECLAREUIL : *Histoire du Droit français*.

L. LESNE : *Histoire de la propriété ecclésiastique en France*.

M. MARION : *La vente des biens nationaux pendant la Révolution*.

LOUTCHISKY : *Quelques remarques sur la vente des biens nationaux*.

E. ROUVIERE : *L'aliénation des biens nationaux dans le Gard*.

DELATTE : *Etude critique des sources relatives à la vente des biens nationaux*
(Revue d'histoire ecclésiastique).

P. MOULIN : *La vente des biens nationaux dans les Bouches-du-Rhône*.

E. APPOLIS : *Manuel des Etudes héraultaises*.

G. SAUMADE : *Cambon et sa famille*.

H. BELLUGOU : *La Révolution dans le canton de Saint-Pargoire*.

A. LEENHARDT : *Les belles résidences des environs de Montpellier*.

Recueil des textes législatifs et administratifs concernant la vente des biens nationaux. — Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution.
